



EUROPE 2020 ET LA FRANCE

AU-DELÀ DE LA CRISE, PRÉPARER L'AVENIR.

Une vision, des objectifs, une méthode

Après l'adoption formelle de la stratégie par le Conseil européen de juin 2010, la Représentation en France de la Commission européenne, dirigée par Anne Houtman, et l'institut de l'Europe d'HEC, présidé par Noëlle Lenoir, ont réuni le 10 septembre des parlementaires européens et français, des dirigeants d'entreprises et d'autres personnalités du monde social et académique afin de débattre des opportunités que présente la stratégie et des conditions de sa réussite en France et en Europe.

La Représentation en France de la Commission européenne et l'Institut de l'Europe d'HEC remercient le Conseil économique, social et environnemental pour son accueil au Palais d'Iéna, le Cercle des Européens pour sa participation à l'organisation de l'événement et le site Fenêtre sur l'Europe pour les moyens vidéo. Ils remercient également l'ensemble des partenaires médias de la conférence : le journal La Tribune, BFM Radio et les sites d'information Touteurope.eu et EurActiv France.

SOMMAIRE

ÉDITO	5
// SYNTHÈSE	9
// DÉBATS	15

PRÉAMBULE

MOT D'ACCUEIL

Jacques DERMAGNE

Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE)

MESSAGE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Anne HOUTMAN

Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE

Noëlle LENOIR

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et du Cercle des Européens, ancienne Ministre

OUVERTURE

Michel BARNIER

Commissaire européen en charge du Marché intérieur et des Services

INTRODUCTION

Elie COHEN

Directeur de recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po, membre du Conseil d'analyse économique (CAE)

DÉBAT N°1 : L'EUROPE EST-ELLE COMPÉTITIVE ?..... 37

François DROUIN, Président Directeur Général d'OSEO ; **Jean-Paul GAUZÈS**, Député européen (PPE), Coordinateur des députés PPE à la Commission des Affaires économiques et monétaire ; **Corinne LEPAGE**, Députée européenne (ADLE), Présidente de CAP 21, ancienne Ministre ; **Pierre MONGIN**, Président Directeur Général de la RATP ; **Jean-François ROUBAUD**, Président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ; **Xavier PRATS-MONNE**, Directeur Affaires sociales et Egalité des chances de la Commission européenne ; **Philippe MABILLE**, *La Tribune*.

DÉBAT N°2 : FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA DÉSINDUSTRIALISATION ? 54

Jean-Pierre AUDY, Député européen (PPE), Président de la Délégation française au Groupe du Parti Populaire Européen ; *Pervenche BERÈS*, Députée européenne (S&D), Présidente de la Commission de l'Emploi et des affaires sociales ; *Charles BEIGBEDER*, Président de Gravitation, Fondateur et Président du Conseil d'administration de Poweo ; *Jean-François DEHECQ*, Président d'honneur et fondateur de Sanofi Aventis, Président du Comité national des Etats généraux de l'Industrie ; *Augustin de ROMANET*, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ; *Henri WEBER*, Député européen (S&D), ancien Sénateur de la Seine-Maritime ; *Philippe MABILLE*, *La Tribune*.

CONCLUSION 76

Jacques ATTALI
Président de A&A, Président de PlaNet Finance,
Président de la Commission pour la libération de la croissance française

// ANNEXES 83



Anne HOUTMAN

ÉDITO

Anne HOUTMAN

Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

Alors que l'économie européenne renoue avec la croissance, la Commission est décidée à jouer tout son rôle pour répondre efficacement aux défis mondiaux et jeter les bases d'une croissance durable.

Dès le début de la crise, l'Union européenne s'est mobilisée pour sauver le système financier et soutenir l'activité. Elle a largement inspiré la « feuille de route » du G20 et poursuit en ce moment même ses efforts pour renforcer la régulation des marchés financiers, sous l'impulsion du Commissaire Michel Barnier.

La stratégie Europe 2020, adoptée en juin dernier par le Conseil européen, vise également à réussir la sortie de crise, tout en se projetant à l'horizon d'une dizaine d'années. Son ambition : bâtir un nouveau modèle économique fondé sur la connaissance, respectueux de l'environnement et assurant la cohésion sociale. C'est en libérant le potentiel de croissance de l'Europe qu'il sera possible de créer davantage d'emplois et d'assurer une meilleure qualité de vie.

Misant sur ses atouts (sa base technologique et industrielle, son marché intérieur, l'euro, une économie sociale de marché qui a fait ses preuves), l'Union s'est fixée des objectifs concrets et chiffrés dans cinq domaines : l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation, la lutte contre la pauvreté.

Comme le soulignait le Président Barroso en mars dernier, la réussite de cette stratégie «doit mobiliser l'ensemble des intervenants en Europe». Gouvernements, collectivités locales, opérateurs économiques et société civile sont en première ligne pour atteindre ces objectifs ambitieux.

C'est pourquoi la Commission européenne a pris l'initiative de ce colloque, organisé avec l'Institut de l'Europe d'HEC, et qui se veut une contribution significative au débat entre les différents acteurs impliqués en France dans la mise en œuvre d'Europe 2020.

En effet, c'est en agissant ensemble que nous pourrons faire aboutir cette stratégie et préparer l'avenir de notre continent.



Noëlle LENOIR

Noëlle LENOIR

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC,

Présidente du Cercle des Européens, ancienne Ministre

L'Europe garantit la paix et la démocratie, mais elle est aussi un grand marché générateur de développement économique et d'emplois. Pour les Pères Fondateurs, cette Communauté économique devait permettre de tisser entre les Etats des liens d'autant plus forts qu'ils seraient sous-tendus par des intérêts communs.

La globalisation n'a pas modifié la définition de ces objectifs de la construction européenne et la crise en a accentué l'importance.

Toutefois de nouvelles exigences sont apparues. L'Europe, en tant qu'ensemble régional, est en compétition frontale avec les puissances historiques et les économies émergentes. Le marché des entreprises européennes et leurs lieux mêmes de production sont de plus en plus mondiaux. La stabilité financière des Etats s'impose vis-à-vis des marchés internationaux autant qu'en interne.

Face à cette situation, la question du maintien de l'Europe se pose avant tout en termes économiques. Europe 2020, qui fait suite à la peu convaincante Stratégie de Lisbonne, donne les clés des réformes structurelles à mettre en œuvre par les Etats pour relever le défi : recherche et développement, climat et énergie, éducation et inclusion sociale. Et la Commission européenne semble décidée à jouer le rôle fédérateur qui doit être le sien pour aider, à travers le *benchmark*, à concrétiser ces réformes.

Les Européens sont capables avec la volonté politique nécessaire d'atteindre ces objectifs stratégiques. A défaut, l'Europe se délitera.



//SYNTHÈSE

Réunis au Conseil économique, social et environnemental (CESE) à l'invitation de la Représentation en France de la Commission européenne et de l'Institut de l'Europe d'HEC, des parlementaires européens, dirigeants d'entreprise, représentants d'institutions françaises et européennes, personnalités du monde académique et social, ont débattu de la méthode et des moyens à mettre en œuvre pour concrétiser les objectifs de la stratégie Europe 2020.

Ouverts par Michel Barnier, Commissaire européen chargé du Marché intérieur et des services, les travaux ont donné lieu à un assez large consensus sur la nécessité d'agir pour renforcer la compétitivité à long terme de l'économie européenne, notamment à travers le soutien à l'innovation et à la transition vers une croissance verte. Les intervenants ont, pour la plupart, mis en exergue la nécessité de financements conséquents appuyant la mise en œuvre des objectifs de la stratégie. Dans ce contexte, la proposition de José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, exprimée lors du premier discours sur l'état de l'Union, le 7 septembre, à Strasbourg, et visant à la création d'emprunts obligataires européens pour financer de grands projets d'infrastructures, a reçu un écho largement positif.



INTRODUCTIONS

Dans son mot d'accueil, le Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Jacques Dermagne, souligne la nécessité d'une stratégie ambitieuse à l'échelle de l'Union, seule à même de conjurer les difficultés économiques du présent. « L'UE n'a jusqu'à présent pas su inspirer un projet collectif porteur d'espoir. L'Europe a déçu les attentes des citoyens. L'UE doit devenir le symbole d'un impératif de solidarité », a-t-il déclaré. Europe 2020 a le mérite de faire émerger une politique industrielle à l'échelle de l'Union. Cependant, le succès de la stratégie dépendra des moyens politiques dont disposera l'Union, avertit M. Dermagne.

Anne Houtman, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne, met en avant l'audace dont témoigne l'adoption d'Europe 2020. Et ce à double titre, puisque la stratégie cherche à la fois à bâtir un modèle économique pour le long terme, et fait confiance à l'être humain, en tablant sur la créativité et l'innovation.

Pour sa part, Noëlle Lenoir, Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et du Cercle des Européens, souligne que la stratégie marque l'ancrage social et environnemental de l'Europe, en associant objectifs de croissance et lutte contre le changement climatique. Elle remet également, selon l'ancienne Ministre, le thème de la politique industrielle au goût du jour. Elle conjugue enfin la logique de marché avec la nécessité d'une gouvernance économique.

Invité d'honneur de cette conférence, Michel Barnier pointe la nécessité d'un débat régulier sur les questions européennes, notamment sur la capacité de l'Europe à demeurer une puissance capable de faire entendre sa voix, d'agir et de peser au niveau mondial. Notre continent dispose de nombreux atouts pour mettre en place un nouveau modèle de développement, mais la croissance repose d'abord sur la confiance, souligne le Commissaire européen au Marché intérieur, qui à ce titre a rappelé les progrès récents de l'Union en matière de gouvernance économique et les travaux en cours en matière de régulation financière. « *Il n'y a pas de limite pour les bonnes idées, et c'est pour cela qu'il faut débattre* », déclare le commissaire, évoquant son idée, présentée dans *La Tribune le matin* même, d'un livret d'épargne européen qui orienterait l'investissement vers les PME. Il appelle en outre à réfléchir à la mutualisation de certaines politiques nationales, par exemple en matière de recherche. « *Réduire la fracture par l'institutionnel, c'était utile, mais ce n'était pas suffisant. Il faut aujourd'hui apporter aux citoyens des réponses économiques et sociales* », a-t-il ajouté.

Chargé d'introduire les débats, Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS, souligne que la stratégie Europe 2020 tire les leçons de l'échec de la stratégie de Lisbonne. Elle est « *bienvenue et bien calibrée sur le papier* ». Il reste en revanche aux Européens à s'interroger sur leur modèle de développement, et notamment, face aux déséquilibres macroéconomiques globaux qui le fragilisent, à définir une stratégie coopérative soutenable. L'économiste appelle les intervenants à ne pas postuler d'une convergence « *naturelle* » des objectifs des Etats membres (« *il n'y a pas d'harmonie préétablie, il n'y a que des arbitrages* ») et à aborder de front les « *questions qui fâchent* ». Parmi elles, se trouvent la structure industrielle des économies européennes, qui conditionne de fait la capacité d'investissement privé en recherche-développement des Etats membres, mais aussi l'attitude à adopter face à la stratégie monétaire et commerciale de la Chine.

1^{ER} DÉBAT : L'EUROPE EST-ELLE COMPÉTITIVE ?

Rédacteur en chef et éditorialiste à *La Tribune*, Philippe Mabilbe animait les débats. Jean-François Roubaud, Président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), voit en Europe 2020 un « *agenda utile* », pour autant que les outils adéquats – *Small Business Act*, accès facilité au programme-cadre de R&D, adoption du brevet communautaire – favorisent la participation des PME, qui constituent, dans tous les États membres, un réservoir essentiel en matière de croissance, d'emploi et d'innovation.

À cet égard, François Drouin, Président Directeur Général d'OSEO, met en évidence un lien étroit entre l'innovation, l'investissement et l'international : « 94 % des entreprises innovantes exportent dans les trois ans ». Il estime par ailleurs possible d'étendre au niveau européen - et dans une logique de subsidiarité - les dispositifs existants en France de soutien à l'innovation dans les PME.

Corinne Lepage, Députée européenne (ADLE), estime que la transition de notre continent vers un modèle de croissance verte ne se limite pas au développement des énergies renouvelables, mais englobe une transformation globale de l'industrie du XX^e siècle. Même si le nombre de créations nettes d'emplois ne doit pas être surévalué, les perspectives de développement paraissent formidables. Il convient pour cela d'adopter une vision plus large de la compétitivité, prenant en compte la qualité et le caractère soutenable de la production industrielle, estime la présidente de Cap 21.

Pierre Mongin, Président Directeur Général de la RATP, met en avant le rôle des réseaux de transports en commun dans la réalisation des objectifs d'Europe 2020, tant sur le plan technologique, environnemental que social. Il regrette toutefois que les investissements dans les infrastructures de transports urbains ne soient pas ouverts au bénéfice des Fonds structurels. « *Le secteur du transport urbain représente une opportunité de croissance importante. Nous avons de plus une responsabilité sociale forte. L'investissement doit être prioritaire et se faire en appui avec l'Europe, notamment dans le cadre de la stratégie Europe2020 et des révisions des Perspectives financières* », souligne-t-il.

Acteur central de la réforme de la régulation financière en Europe, le Député européen Jean-Paul Gauzès (PPE) relève une certaine « discordance » entre les paroles et les actes. En témoigne la difficulté des discussions en cours sur la directive relative aux fonds spéculatifs, dont il est rapporteur pour le Parlement européen. Soulignant qu'il faut « *plus d'Europe et mieux d'Europe* », le député met par ailleurs l'accent sur la nécessité de recourir aux outils communautaires, plutôt qu'à la méthode intergouvernementale, pour mettre atteindre les objectifs d'Europe 2020.

À ce propos, Xavier Prats-Monne, Directeur à la Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne, note qu'Europe 2020 vise à redonner confiance aux Européens, en leur capacité à réaliser leurs projets communs, par-delà leur diversité. Ainsi, l'objectif de 75 % de taux d'emploi en 2020 devra-t-il faire l'objet d'une appropriation au niveau national. Il faudra aussi dépasser le stade déclaratoire, ne pas se contenter de mesures réglementaires. Cela implique notamment de veiller à rapprocher les systèmes d'éducation des besoins du marché du travail.

2^{ÈME} DÉBAT : FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA DÉSINDUSTRIALISATION ?

« *On ne peut pas se passer d'industrie* », déclare d'emblée Charles Beigbeder, fondateur et Président du conseil d'administration de Poweo. Les pouvoirs publics, à l'échelle nationale comme communautaire, doivent favoriser un « *écosystème de l'innovation et de l'entrepreneuriat* », tout en laissant l'autonomie nécessaire aux acteurs de terrain, laboratoires, « *start up* » et grandes entreprises : « *inventer le futur, ça ne se décrète pas d'en haut* ».

L'industrie est le principal levier de croissance à long terme, notamment parce qu'elle concentre l'essentiel de l'effort de recherche-développement, souligne pour sa part Augustin de Romanet. Le Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) estime en outre que les initiatives européennes doivent être renforcées et complétées, par exemple par d'autres entreprises communes sur le modèle de Galileo et César, mais aussi via l'amélioration des infrastructures de transport et d'énergie. D'autre part, il appelle à une réflexion sur l'investissement de long terme, qui pourrait contrer la tendance à une gestion de plus en plus court-termiste des portefeuilles d'actions : « *nous avons besoin d'une économie de fonds propres, nous avons besoin d'investisseurs de long terme* », indique M. de Romanet, qui imagine la création d'un fonds européen souverain, à l'image du Fonds stratégique d'investissement français.

Jean-François Dehecq, Président d'honneur et fondateur de Sanofi Aventis, Président du Comité national des États généraux de l'industrie, Vice-président de la Conférence nationale de l'industrie (CNI), appelle lui aussi à agir fermement contre la désindustrialisation, « *car l'industrie, c'est ce qui structure la cohésion sociale d'un pays* ». Il propose d'agir au niveau des bassins d'emplois, à travers la promotion des carrières industrielles et l'évaluation de l'efficacité des dispositifs d'aide au regard de la création d'emplois. Dans cette perspective, M. Dehecq se félicite du caractère inclusif d'Europe 2020.

Le Député européen Jean-Pierre Audy (PPE) attire l'attention sur deux points qu'il juge cruciaux : l'articulation entre l'Union et les États membres (« *L'UE est une structure de moyens* »), et la question des financements nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de la stratégie. « *Un grand plan d'investissement, de 1000 milliards sur 10 ans, manque cruellement à Europe 2020* », estime le député européen, qui salue l'idée d'un grand emprunt européen destiné à financer des grands travaux d'infrastructure ; idée émise par José Manuel Barroso lors de son discours sur l'état de l'Union le 7 septembre dernier à Strasbourg.

Convenant avec les autres intervenants que la réindustrialisation est, avec le financement, la clef de la réussite d'Europe 2020, la Députée européenne Pervenche Berès (S&D), invite à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour une croissance créatrice d'emplois et non polluante. Elle avertit en outre que la création de richesses sans solidarité est une impasse. La présidente de la commission de l'Emploi et des affaires sociales du Parlement européen appelle, comme M. Dehecq, à raisonner sur l'emploi au niveau local, tout en défendant, à l'autre bout de l'échelle, un patriotisme économique européen.

Il n'y a pas d'autre issue de que développer des réponses au niveau continental, estime aussi Henri Weber, Député européen (S&D), qui appelle de ses vœux, à la faveur d'Europe 2020, la fin des stratégies de repli national et le retour du « *volontarisme économique* ». Comme la plupart des autres intervenants avec des accents divers, le député européen juge bienvenue la proposition de lancement d'un emprunt obligataire européen. L'Europe avance souvent par à-coup, à la faveur des crises, rappelle Henri Weber, qui veut croire à un « *second souffle* ».

CONCLUSIONS

Invité à clore les travaux, Jacques Attali, président de A&A, de PlaNet Finances et président de la Commission pour la libération de la croissance française, dresse le sombre tableau d'une Europe dépourvue de capacité collective d'action, au *leadership* politique déficient, et prenant le chemin, faute de menace structurante, d'un lent déclin, masqué par un endettement croissant. Pour autant, un scénario positif reste possible, si notre continent agit sans retard, en actionnant à la fois le frein de la réduction de la dette nationale – ce qui suppose un effort renouvelé de cohésion sociale, donc de réduction des inégalités –, et l'accélérateur de l'investissement européen.

La réception d'Europe 2020 en France apparaît assez consensuelle, conclut Noëlle Lenoir qui perçoit dans les débats du jour l'attente d'une Europe plus proactive que réactive et normative, une Europe capable de se mobiliser, à travers des outils existants ou à créer pour une politique d'investissement de long terme.



// DÉBATS





PRÉAMBULE

MOT D'ACCUEIL

Jacques DERMAGNE

Président du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)

Monsieur le Commissaire européen, cher Michel Barnier,

Madame la Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et très chère amie,

Noëlle Lenoir,

Madame la Représentante en France de la Commission européenne, chère Anne Houtman,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les députés et élus,

Chers collègues et chers amis,

Notre monde globalisé s'est nourri ces dernières années de rêves, technologiques et financiers, parfois les plus fous, au détriment de l'essentiel. La réussite des pays émergents et la domination sans partage d'une économie-monde financiarisée nous a fait oublier l'essentiel : les hommes, les peuples, mais aussi l'économie réelle. La crise financière de 2008, d'une ampleur inégalée, a plongé le monde dans la stupeur, et pourtant, elle était beaucoup plus prévisible que d'aucuns n'ont voulu le dire.

Aujourd'hui s'impose à nous un retour au réel, au concret, à la vraie vie. Dans ce contexte, la conférence organisée en partenariat avec la Représentation en France de la Commission européenne et HEC prend tout son sens. Le thème de cette conférence, « Europe 2020 et la France : au-delà de la crise, préparer l'avenir », constitue une référence explicite à la crise que nous traversons encore et à l'avenir que nous voulons construire collectivement.

Que ce débat ait lieu au palais d'Iéna n'est pas le fruit du hasard. Début 2010, tous les groupes et toutes les instances de travail du Conseil économique, social et environnemental se sont mobilisés et mis au travail pour rendre un avis sur le même thème : les moyens à mettre en œuvre pour sortir, si possible par le haut, de la crise. Toutes les composantes de notre assemblée – salariales, patronales, agricoles, associatives – ont exprimé à cette occasion un même désir de trans-

“ La domination sans partage d'une économie-monde financiarisée nous a fait oublier l'essentiel : les hommes, les peuples, mais aussi l'économie réelle.

Jacques DERMAGNE

formation de la société. Elles ont accordé une attention toute particulière aux perspectives de notre industrie et à la stratégie économique globale que l'Union européenne s'efforce de mettre en œuvre.

Il me semble désormais absolument nécessaire d'établir une synergie entre les plans de réindustrialisation français, qui ne sont pas toujours suffisants, et le volet industriel de la stratégie européenne 2020. La crédibilité de la nouvelle stratégie de l'Union européenne dépend en effet de la conviction avec laquelle les dirigeants de l'Union défendront la vocation industrielle de notre continent. Quant à notre pays, il ne saurait aujourd'hui se projeter dans l'avenir en faisant abstraction de son appartenance profonde, enracinée, à l'Union européenne.

“ L'Europe n'a pas été tout à fait à la hauteur des espérances placées en elle pourtant, elle est sans doute l'événement de l'histoire des hommes le plus extraordinaire.

Jacques DERMAGNE

Certes, ces dernières années – comment ne pas le dire ? –, l'Europe a beaucoup déçu les attentes des citoyens, car ils avaient mis en elle beaucoup d'espérances au cours des décennies 1980 et 1990. Dans la période la plus récente, le fonctionnement complexe et insuffisamment démocratique – trop administratif, si vous préférez – de l'Union n'a pas été compensé, comme on aurait pu le penser, par une amélioration concrète de la vie quotidienne des peuples. En un mot, et c'est douloureux à exprimer, l'Europe n'a pas été tout à fait à la hauteur des espérances placées en elle. Elle n'a su ni inspirer un projet collectif porteur d'espoir, ni offrir suffisamment de solidarité effective en un temps particulièrement difficile. Pourtant, elle est sans doute l'événement de l'histoire des hommes le plus extraordinaire, et nous devons lui garder tout notre attachement et toute notre mobilisation.

Le Conseil économique, social et environnemental a été parmi les premiers à pointer et à analyser les risques de déstabilisation économique et sociale attachés à un élargissement sans fin du grand marché et à la seule valorisation du libre-échange, de la libre concurrence. Ce ne sont pas les paysans qui nous diront le contraire. Nous restons pourtant persuadés que l'avenir de la France est plus que jamais en Europe, et que la crise économique actuelle ne sera surmontée que dans la préparation, par tous les Etats membres de l'Union, d'un avenir commun.

“ La crise économique actuelle ne sera surmontée que dans la préparation, par tous les Etats membres de l'Union, d'un avenir commun.

Jacques DERMAGNE

La présidence française de l'Union, en 2008, a bien montré qu'il était toujours possible de prendre des initiatives fortes à l'échelon communautaire et de les faire suivre d'effet. On a vu aussi que lors de la « phase bancaire » de la crise, les principaux Etats membres avaient su mener rapidement une action concertée, sous l'impulsion d'un dirigeant qui menait la cadence. Ce constat nous apporte aujourd'hui l'espérance.

Le CESE, dans plusieurs de ses avis, a d'ailleurs appelé de ses vœux un renforcement des moyens budgétaires de l'Union européenne. Bien avant le déclenchement de la crise des finances publiques ouverte par les difficultés de la Grèce, le CESE s'était prononcé pour un renforcement des ressources budgétaires propres de l'Union et pour la création d'une agence européenne de la dette, ce qui aurait sans doute permis d'atténuer, sans doute considérablement, les difficultés de financement de certains pays de la zone euro.

Aujourd'hui, les dirigeants européens commencent à s'approcher de cette solution, même si les réticences à faire jouer de nouvelles solidarités ont dans un premier temps été très fortes, et ont dû être maîtrisées. La proposition du Président Barroso, dans son discours sur l'état de l'Union en début de semaine, de financer de grands travaux d'infrastructures par un emprunt européen va évi-

demment, à nos yeux, dans le bon sens. Elle reçoit apparemment un accueil réservé de certains Etats membres, et non des moindres. Il faudra s'y tenir et y insister, car la capacité financière des Etats à stimuler et à orienter l'activité productive sur le territoire de l'Union est désormais pratiquement épuisée. Une stratégie ambitieuse est donc plus que jamais nécessaire pour conjurer les difficultés économiques que connaît l'Union, car il n'y a pas d'assainissement possible de la situation si chaque pays se replie sur lui-même, si l'ambition des Etats se cantonne à leur espace national.

Nous exprimons désormais le besoin d'une forme de gouvernance mondiale. Or le niveau européen est un moyen d'y parvenir, un outil pour peser collectivement et obtenir des évolutions positives à l'échelle internationale, en particulier dans des domaines où l'Europe apparaît exemplaire, comme la protection de l'environnement et le développement durable.

L'Union européenne doit devenir le symbole d'un impératif de solidarité, pour une planète plus sûre. Il faut pour cela une véritable volonté politique. Or cette volonté politique a manqué à l'Europe, comme si, après l'élargissement – et quel élargissement ! –, il n'y avait finalement plus grand-chose à attendre en dehors du perfectionnement d'un grand marché de 500 millions de consommateurs.

De par ses objectifs – croissance, innovation, création d'emplois, gestion rationnelle et respectueuse des ressources naturelles –, la stratégie Europe 2020 est évidemment très proche de celle qui l'a précédée. A l'actif de la nouvelle démarche, figure l'intention clairement affichée de faire émerger une politique industrielle à l'échelle de l'Union, pour relever tous les défis de la mondialisation. Les intentions sont évidemment excellentes, comme déjà il y a dix ans, mais pour l'essentiel, la condition du succès se trouve – selon moi et, je crois bien, selon nous – dans les moyens politiques, en particulier l'influence et l'autorité morale dont disposera l'Union pour promouvoir son projet. C'est moins la définition stratégique que l'impulsion politique qui fait aujourd'hui défaut à notre Europe dans son objectif de compétitivité.

Je fais dès lors le vœu que la conférence qui nous réunit, à l'initiative de la Représentation en France de la Commission et de l'Institut européen d'HEC, puisse contribuer, à son échelle, à un nouveau départ pour l'Union européenne. Il existe aujourd'hui une coïncidence parfaite entre le besoin d'une nouvelle stratégie et la mise au travail d'institutions rénovées, entre autres, par le Traité de Lisbonne. Si les représentants de l'Europe veulent porter, de manière décomplexée, un grand dessein collectif, ils gagneront – j'ai de bonnes raisons de le dire, j'en suis persuadé – le soutien et l'accompagnement des sociétés civiles et des peuples de notre continent.

Le Conseil économique, social et environnemental, qui s'est investi avec constance dans le suivi national de la stratégie de Lisbonne, accompagnera très volontiers la mise en œuvre d'un nouveau projet, plus concret et mieux adapté aux circonstances. Il le fera d'autant plus volontiers que les responsables européens manifesteront, au plus haut niveau, leur détermination à aller jusqu'au bout de cette démarche.

Dès lors et de tout cœur, Mesdames et Messieurs, je vous souhaite un excellent et fructueux travail, et surtout un grand enrichissement par les idées et les convictions des uns et des autres. Merci de votre attention.

**“ Gouvernance mondiale
le niveau européen est
un moyen d'y parvenir.**

Jacques DERMAGNE

**“ C'est moins la
définition stratégique
que l'impulsion
politique qui fait
aujourd'hui défaut.**

Jacques DERMAGNE

MESSAGE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Anne HOUTMAN

Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

Bonjour à tous. Merci d'être venus si nombreux. Je voudrais d'abord remercier le Conseil économique, social et environnemental et son Président, Jacques Dermaigne, qui a accepté d'être notre partenaire et nous accueille dans ces merveilleux murs. Je remercie aussi l'Institut de l'Europe d'HEC et sa très dynamique Présidente, Noëlle Lenoir, avec qui nous avons superbement travaillé, en partenariat, pour préparer ce colloque. Je remercie le Commissaire Barnier, qui nous fait l'honneur d'ouvrir la conférence, Madame la Ministre Christine Lagarde, qui n'a pas pu être présente mais nous a adressé un mot d'encouragement, ainsi que l'ensemble des intervenants de haut niveau, qui nous font le plaisir d'apporter leurs réflexions sur l'Union européenne et la stratégie Europe 2020, et enfin, tous nos partenaires : le Cercle des Européens, *La Tribune*, BFM Radio, EurActiv France, le site touteurope.eu et Fenêtre sur l'Europe.

Enfin, je voudrais aussi remercier tous mes collaborateurs à la Représentation de la Commission européenne à Paris, qui sont vraiment des gens exceptionnels. J'ai pris mes fonctions il y a dix jours et ils m'ont énormément aidée. Il s'agit pour moi d'un tout nouveau métier. J'ai occupé auparavant des fonctions plus terre-à-terre, notamment dans les domaines des transports et du marché intérieur. Je me sens ici comme une débutante. La tâche est passionnante, car il y a beaucoup à faire pour essayer de comprendre les points de vue des uns et des autres, essayer de les rapprocher, traduire des messages pour éviter les malentendus, tisser des liens, mais aussi organiser des débats d'idées, comme celui-ci. Etant Belge, une autre difficulté sera peut-être de m'adapter à votre langue et d'oublier mes septante et mes chocolats fondants...

Je suis ravie que mon premier travail d'introduction de colloque soit la stratégie Europe 2020, qui va servir de fil rouge aux institutions européennes dans les dix prochaines années. Elle sera le cadre de toute notre action. Cela sera également le cas pour les Etats membres, leurs régions et leurs collectivités locales. Ce début est donc, pour moi, particulièrement approprié. Par ailleurs, j'ai été personnellement impliquée dans la rédaction de certaines initiatives phares, notamment en matière d'utilisation efficace des ressources énergétiques.

Beaucoup d'entre vous ont assisté, la semaine dernière, à l'Université d'été du MEDEF, ou en ont suivi les débats. Le dernier jour avait pour thème « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». C'est, à mon avis, un impératif merveilleux, auquel la stratégie Europe 2020 peut faire écho. On a beaucoup reproché à l'Europe son manque d'ambition et d'audace. Avec cette nouvelle stratégie, l'Europe montre de l'audace. Pour deux raisons : tout d'abord, nous misons, pour sortir de la crise, sur une stratégie de long terme. Ensuite, la stratégie fait confiance à l'individu, à l'être humain. Une stratégie de croissance intelligente, durable et inclusive est certainement une façon de bâtir un nouveau modèle

Europe 2020 va servir de fil rouge aux institutions européennes dans les dix prochaines années.

Anne HOUTMAN

Avec cette nouvelle stratégie, l'Europe montre de l'audace. Nous misons, pour sortir de la crise, sur une stratégie de long terme. La stratégie fait confiance à l'individu, à l'être humain.

Anne HOUTMAN

économique pour le long terme, qui sera fondé sur la connaissance, le respect de l'environnement et la cohésion sociale. Définir l'avenir, sous le visage d'une économie efficace en ressources, pauvre en émissions de carbone, respectant l'environnement et incluant des personnes qui, pour diverses raisons, sont exclues de la vie économique et sociale, est un pari audacieux pour la croissance de l'Europe.

Il faut rappeler que la crise que nous avons connue et que nous – institutions, politiques, entreprises, citoyens – n'avons pas toujours vue venir, à quelques exceptions près, est en fait, pour l'essentiel, la crise d'une vision à trop court terme. Elle puise également ses origines dans les inégalités sociales, notamment sur le marché américain. L'Europe tire les leçons de ces constats en ayant l'audace de travailler sur le long terme et sur l'inclusion sociale, en plaçant l'être humain au centre des préoccupations, en lui faisant confiance, en faisant confiance à sa créativité, en misant sur l'éducation, sur l'innovation et en rassemblant tous les exclus de la vie sociale et économique. C'est pour moi le sens de la notion d'économie sociale de marché, qui se trouve dans le préambule du Traité de Lisbonne, et qui nous invite à ce type de stratégie.

Il me reste à vous souhaiter un très bon colloque. J'espère que vous vous montrerez audacieux dans vos réflexions.

PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE

Noëlle LENOIR

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et du Cercle des Européens,
ancienne Ministre

Merci, Anne.

Cher Monsieur le Président du Conseil économique, social et environnemental,
Chers membres de ce Conseil,

Mesdames et Messieurs les Ministres et Parlementaires,

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, cher Pierre
Simon,

Monsieur le Commissaire, cher Michel Barnier,

Chère Anne,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'abord de remercier très chaleureusement le Président Dermagne pour cet accueil dans cet hémicycle tout à fait prestigieux, celui de la troisième assemblée constitutionnelle française. C'est, comme il l'a dit lui-même, un symbole pour cette conférence, durant laquelle nous traiterons de l'avenir de notre société et de notre économie. Je sais par ailleurs quelle est l'implication du Conseil sur les thématiques européennes. Je voudrais également redire à Anne Houtman, qui vient de prendre brillamment les rênes de la Représentation de la Commission à Paris, combien l'Institut de l'Europe d'HEC est heureux d'avoir pu co-piloter cet événement. Nous avons déjà eu le plaisir d'accueillir le Président Barroso à HEC, devant plus de 600 étudiants. Nous continuerons donc notre partenariat.

Aujourd'hui, c'est sur les perspectives à dix ans de l'Union européenne que nous nous penchons, avec des responsables éminents, économiques et politiques, élus aux parlements français et européen et dirigeants d'entreprises – je salue Pierre Mongin et Monsieur Dehecq – fortement engagés dans le processus d'intégration européenne, comme l'est d'ailleurs aussi tout particulièrement le Commissaire en charge du Marché intérieur, Michel Barnier. Avec le portefeuille qui est le sien, il est aujourd'hui l'un des principaux acteurs du regain de l'Europe, si attendu après les bouleversements récents. Madame Lagarde, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, nous a adressé – Anne Houtman l'a dit tout à l'heure – un message d'encouragement, tout en soulignant l'engagement de la France dans la mise en œuvre de cette stratégie 2020, à laquelle elle a contribué, dans la perspective de la prochaine présidence française du G20 et du G8.

Quelle est la feuille de route que nous propose la Commission européenne et qu'elle a fait avaliser par le Conseil européen de juin dernier ? Elle fixe le cap pour les dix ans à venir, autour de cinq axes majeurs, un chiffre bien préférable aux quelques 140 ou 150 objectifs de la stratégie de Lisbonne. Ces axes sont la recherche et l'innovation, l'emploi, l'éducation, le changement climatique et l'énergie, et enfin – c'est nouveau – la lutte contre la pauvreté. Ils sont évidem-

II Ces axes sont la recherche et l'innovation, l'emploi, l'éducation, le changement climatique et l'énergie, et enfin – c'est nouveau – la lutte contre la pauvreté.

Noëlle LENOIR

ment sous-tendus par un objectif commun de croissance.

Europe 2020 comporte des innovations, qui traduisent l'évolution de la situation de notre continent depuis le lancement, en l'an 2000, de la stratégie de Lisbonne. Laquelle, il faut le reconnaître, n'a pas été, loin s'en faut, à la hauteur de ses ambitions.

Europe 2020 entend d'abord, c'est la première innovation, marquer l'ancrage social et environnemental de l'Europe. Elle associe des objectifs de croissance à la lutte contre le changement climatique, aux énergies renouvelables qui doivent préparer l'après-pétrole, et à des politiques sociales, essentiellement nationales mais d'importance et ciblées sur l'emploi, l'éducation et la lutte contre la pauvreté.

La deuxième innovation d'Europe 2020 est de prendre parti sur le modèle de développement de l'Union européenne en utilisant une expression chère à la France, et qui était jusqu'ici taboue sur le plan européen, « la politique industrielle ». Ces mots ne sont donc plus incongrus, même au niveau européen. En cela, Europe 2020 fait écho aux inquiétudes de nos concitoyens face à la désindustrialisation, qui sera le thème de l'une de nos deux tables rondes.

Troisièmement et enfin, l'approche retenue par Europe 2020 doit être saluée pour une autre raison. Certes, elle s'inscrit dans la logique de marché, avec l'annonce par le Commissaire Michel Barnier de l'achèvement du marché intérieur des biens, des services et de la finance, ainsi que la construction de nouveaux marchés intérieurs, en matière numérique ou énergétique, par exemple. Cependant, cette stratégie articule le marché, la libéralisation et l'ouverture de l'espace européen avec l'indispensable gouvernance économique sans laquelle l'euro, qui est l'objet des coups de boutoirs quotidiens d'une certaine presse anglo-américaine, risquerait être fragilisé, mettant à mal notre compétitivité. C'est d'ailleurs cette question de la compétitivité de l'Europe qui est l'objet de notre première table ronde.

“ La dette souveraine limite les marges de croissance des Etats, à un moment où, pourtant, les politiques d'investissements seraient d'un grand secours.

Noëlle LENOIR

Europe 2020 arrive donc après le choc financier de 2008-2009, dont l'effet révélateur est aussi marqué que le choc pétrolier de 1973. La place de l'Europe dans le monde n'est plus aussi assurée qu'il y a seulement dix ans. Les pays dits « émergents » en économie, dont les systèmes de protection sociale et environnementale sont largement matures, sont devenus de très sérieux concurrents. La dette souveraine, qui s'est accumulée dans la plupart des pays européens, limite les marges de croissance des Etats, à un moment où, pourtant, les politiques d'investissements seraient d'un grand secours.

Voici le contexte et voilà les défis d'une Europe aux immenses atouts, mais qui ne peut se contenter d'être le marché le plus ouvert au monde. La croissance est l'objectif commun d'Europe 2020. Elle est la clé de l'intégration politique d'une euro-puissance, la seule, à mes yeux, qui vaille la peine de l'extraordinaire aventure européenne que nous vivons depuis un demi-siècle.

Nos travaux vont s'ouvrir. Après que le Commissaire Barnier nous aura livré son message et au travers de cette conférence animée par Philippe Mabile, rédac-

teur en chef adjoint de *La Tribune*, je pense que nous allons aider la Commission, les Etats et les élus à poursuivre la trace ouverte par Europe 2020, qui concerne notre avenir dans les dix ans qui viennent.

Philippe MABILLE

Rédacteur en chef adjoint de *La Tribune*

Bonjour à tous, à Monsieur le Commissaire et à l'ensemble des intervenants de ces deux tables rondes. Nous allons d'abord entendre le Commissaire Michel Barnier, qui va vous délivrer son message. Ensuite, nous aurons le plaisir d'écouter Elie Cohen. J'animerai ensuite les deux tables rondes que vous avez découvertes dans votre programme. Monsieur le Commissaire, le perchoir vous attend.



OUVERTURE

Michel BARNIER

Commissaire européen en charge du Marché intérieur et des Services
Bonjour à chacune et à chacun d'entre vous. Je ne sais pas si je vais délivrer un message. En tout cas, je suis heureux de vous dire ce que je pense, le plus spontanément et le plus sincèrement possible. Mes collaborateurs ne m'en voudront pas de ne pas lire le long discours qu'ils m'ont préparé. Je vais vous dire les choses comme je les ressens, à un moment important et dans un lieu important. Je vous remercie de nous y accueillir. Je remercie Noëlle Lenoir et Anne Houtman, de la Représentation de la Commission européenne à Paris, très dynamique en permanence. Je suis très heureux de retrouver Noëlle Lenoir, après qu'elle a exercé ses fonctions difficiles de Ministre des Affaires européennes – j'ai quelques souvenirs à ce sujet. Je suis heureux qu'avec HEC Europe, elle s'engage à animer le débat européen. Je salue aussi les parlementaires nationaux et européens, tel Henri Weber.

Mesdames et Messieurs, nous avons besoin, dans notre pays – puisque je reste passionnément patriote, tout en respectant les lois de la contingence – d'un débat quotidien sur les questions européennes. Il n'est pas possible qu'en France, on ne parle de l'Europe qu'à l'occasion de crises, d'un référendum – on voit quelquefois ce que cela donne – ou seulement pour dire « c'est la faute de Bruxelles ». Dans ce pays qui reste le mien, je participerai donc au débat des parlementaires de gauche, de droite et du centre. Les Commissaires ont leur rôle et les Ministres aussi, s'ils veulent bien venir plus régulièrement à Bruxelles, écouter les autres et rendre compte de ce qu'ils font. Vous savez bien qu'à Bruxelles, au Conseil des Ministres, quand ceux-ci ne sont pas là, leur place n'est pas vide : elle est occupée par des fonctionnaires. Or il faut injecter de la politique, de la responsabilité, et il faut reconnecter le débat européen avec le débat national. La Commission propose, le Parlement co-décide et beaucoup d'organisations professionnelles sont là et jouent leur rôle. Cette reconnexion est pour moi une urgence démocratique.

Je suis très heureux de cette occasion que vous vous donnez de débattre, de faire avancer des idées et de provoquer d'autres débats. Noëlle, Monsieur le Président, cette conférence est d'autant plus importante qu'elle arrive à un moment-clé, à un moment de vérité. J'ai dû non pas abandonner la politique française, mais aller ou revenir à Bruxelles est très important, pour la raison exposée par Noëlle Lenoir.

La seule question qui vaille aujourd'hui, au-dessus de toutes les autres et dans la mesure où nous ne sommes pas les autres, est la suivante : veut-on compter, veut-on être à la table où se décide l'avenir du monde ? Cette question m'habite en permanence. On sait bien qui est déjà assis à cette table, parfois depuis assez longtemps : le Président des Etats-Unis, le Président chinois – la Chine étant la deuxième puissance économique et bientôt la première puissance économique et militaire. Il y a aussi le Premier Ministre indien, le Président brésilien, le Premier Ministre et le Président russe. Ils n'ont besoin de personne. Leur taille, leur population et leurs ressources naturelles en font des Etats-continentaux. Veut-on

La seule question qui vaille aujourd'hui est la suivante : veut-on compter, veut-on être à la table où se décide l'avenir du monde ?

Michel BARNIER

être assis à cette table avec eux, pour exprimer un modèle d'économie sociale de marché et un certain nombre de valeurs, dont on peut avoir le sentiment, sans prétention, qu'elles sont universelles ?

Il faut jouer notre rôle, dans la perspective d'un nouvel ordre mondial. Cette table est celle où va s'organiser, dans les trente ans qui viennent, l'ordre ou le désordre du monde. Je vous redis donc que la seule question qui vaille est la suivante : veut-on être assis à cette table ou accepte-t-on d'être une puissance régionale ? Ce ne serait pas si mal, mais ne suffirait pas pour peser, pour transmettre nos convictions et pour organiser, avec les autres, le nouvel ordre mondial. En d'autres termes, Mesdames et Messieurs, il s'agit d'être acteurs de notre propre destin, plutôt que spectateurs. C'est la question. Si la réponse est « oui » – et je dis « oui », comme beaucoup d'entre vous –, il faut s'en donner les moyens, en avoir la volonté et en avoir le courage.

Pendant dix ans, nous avons peut-être fait une erreur, les uns et les autres : nous avons répondu aux angoisses et aux questions des gens sur l'Europe par des réponses institutionnelles. De toute bonne foi, on a essayé de réduire la fracture entre les peuples et l'Europe en parlant institutions, moteur, dynamique. Le moteur est utile, il faut qu'il fonctionne, mais ce n'était pas la bonne réponse. On a consacré trop d'énergie à la question institutionnelle et pas assez aux questions économiques, sociales et politiques. C'était le cas avant la crise, au moment où l'on parlait de Constitution européenne. J'ai été l'un des rédacteurs du Traité de Lisbonne, et auparavant du Traité de Nice, qui était imparfait. Ce n'était pas la bonne réponse.

Nous sommes à un moment où il faut apporter les bonnes réponses. Nous avons les outils pour mieux fonctionner, avec plus de lisibilité, plus rapidement, à travers des coopérations renforcées et sur la même route, si nous le voulons. Je vous en prie, consacrons notre énergie, comme c'est la vocation de cette maison, aux questions économiques, sociales et politiques. Il faut avoir le courage de répondre « oui » à la question et de nous en donner les moyens. Nous avons beaucoup d'atouts. A la place où je me trouve actuellement, je suis le relayeur, après d'autres et avant d'autres, d'une grande ambition, qui s'est largement concrétisée à travers le projet européen et notamment ce grand marché, dont je suis, avec d'autres, le responsable.

Quelles sont les conditions de la croissance qu'attendent les gens, qui est une croissance différente ? Dans Europe 2020, Monsieur Barroso a placé des mots riches de sens, même si je préfère dire « croissance équitable » que « croissance inclusive ». « L'intelligence », cela signifie la recherche, l'innovation, les brevets, la formation, l'éducation. Les moteurs de la croissance de demain et même d'aujourd'hui sont des efforts davantage mutualisés sur tout ce qui fait la valeur ajoutée en matière de recherche et de technologie.

Il y a aussi la croissance verte. Nous savons bien que cette croissance que nous devons encourager ou reconstruire ne sera pas la même. On sait bien qu'on ne sortira pas de cette crise comme on y est entré. C'est notre volonté et notre stratégie pour 2020.

On a consacré trop d'énergie à la question institutionnelle et pas assez aux questions économiques, sociales et politiques.

Michel BARNIER

Cette croissance repose d'abord sur la confiance.

Michel BARNIER

Cette croissance repose d'abord, Mesdames et Messieurs, sur la confiance, la confiance des gens. Il faut donc débattre, les écouter, s'adresser à eux, expliquer. Il y a quelques conditions à cette confiance. Il y a trois piliers, non pas de la sagesse mais de la confiance. J'aimerais vous dire télégraphiquement ce à quoi je voudrais consacrer mon énergie, avec mes collègues, au cœur des institutions européennes.

Le premier pilier est celui de la convergence. De ce point de vue, en toute objectivité, beaucoup de chemin a été parcouru depuis cinq ou six mois. Le 9 mai dernier – c'était la journée de l'Europe –, nous avons tenu, exceptionnellement un dimanche, une réunion du Collège pour présenter les outils de la nouvelle gouvernance, pour faire face à la crise et pour en sortir. Dans la presse du lendemain, différents organismes prédisaient l'explosion de la zone euro. Nous n'avons pas de croissance et sur le plan de l'organisation, nous étions quasiment à zéro. La situation était donc très mauvaise.

Quelques mois plus tard, on ne peut objectivement que constater les progrès réalisés par rapport à la crise qui a touché la Grèce et secoué la zone euro. Les Européens, ensemble, ont bien réagi. Les institutions – la Commission, la Banque centrale, le Conseil, le Parlement, les Etats – ont fait des progrès pour affronter les crises ou les anticiper. Il faudra aller au bout. On ne peut pas continuer à vivre dans la même zone économique et politique avec 27 politiques économiques et budgétaires juxtaposées, quand elles ne sont pas indifférentes ou concurrentes les unes des autres. On s'est donc fixé des cadres. Cette semaine encore, le Conseil des Ministres a approuvé le projet de semestre budgétaire européen.

Il ne s'agit pas de renier la souveraineté budgétaire des parlements nationaux. Il s'agit tout simplement d'avoir un écran-radar et, comme on dit, de faire du *benchmarking*. Quand on vote le budget à Paris – et j'ai été longtemps parlementaire français –, il faut savoir ce qui se passe chez les autres. On a la même monnaie, on est dans la même économie régionale. Comment peut-on voter un budget national efficacement, si l'on ne sait pas ce qui se passe ailleurs ? Nous allons donc faire ce travail, dès aujourd'hui. La Commission va l'éclairer en termes de gouvernance et de coordination des politiques. Je pense qu'il faudra aller encore plus loin.

Le deuxième pilier de la confiance consiste à tirer les leçons de la crise financières. On sait bien d'où cette crise est venue, ce qui l'a provoquée : la dérégulation généralisée ; la course au profit maximal en un minimum de temps ; l'absence de morale et d'éthique chez un certain nombre de banquiers – je ne généralise pas ; des rémunérations insensées, encouragées par la prise de risque. Au bout du compte, quand les risques sont trop grands, ils provoquent des crises et ce sont les contribuables qui paient. Ce sont donc les excès du marché, dont on a pensé à tort qu'il pouvait s'autoréguler.

Ce temps-là est fini, Mesdames et Messieurs. Il faut de la gouvernance, il faut des régulations. Je recommande d'ailleurs qu'on prenne bien garde au monde tel qu'il est aujourd'hui. Ce monde est injuste, ce monde est instable, ce monde est fragile. Dans ce monde, les pays les plus pauvres – comme toujours – paient

“ On ne peut pas continuer à vivre dans la même zone économique et politique avec 27 politiques économiques et budgétaires juxtaposées.

Michel BARNIER

“ Il faut de la gouvernance, il faut des régulations.

Michel BARNIER

deux fois. Ils paient deux fois les catastrophes naturelles, parce qu'elles les touchent et qu'ils ne sont pas équipés pour faire face, en termes d'organismes de protection sociale. On le voit en Haïti et au Cachemire. Ils paient deux fois la crise financière, parce qu'elle les touche et qu'en même temps, nous nous rétractons par rapport à eux, pour faire face à nos propres problèmes. Ils paient deux fois la spéculation sur les matières premières, notamment la plus scandaleuse d'entre elles, la spéculation sur les matières premières agricoles : elle les touche, ils ont besoin de se nourrir, cela coûte plus cher et ils n'ont pas de capacité propre de production agricole, puisqu'en tant qu'anciens pays colonisés, ils ont été encouragés voire obligés par nous à produire pour exporter plutôt qu'à produire d'abord pour se nourrir.

!! Aucun acteur, aucun marché, aucun produit et aucun territoire n'échappera à une régulation intelligente et une supervision efficace.

Michel BARNIER

Combien de temps cela va-t-il durer ? Combien de temps vont-ils supporter cela ? Combien de temps va-t-on donner à tous les protectionnismes, à tous les protectionnismes et à tous les nationalismes – ils ne sont parfois pas très loin d'ici, les talibans et les autres –, des raisons de prospérer ? Prenons garde. Je pense qu'un monde plus sûr, que nous souhaitons tous, sera d'abord un monde plus juste.

Un monde plus juste suppose clairement de tirer les leçons de cette crise en mettant un peu plus de morale, d'éthique et de règles. Je vous prie de me croire, rien ne m'en détournera. Aucun acteur, aucun marché, aucun produit et aucun territoire n'échappera à une régulation intelligente et une supervision efficace. Je pèse mes mots. Il ne s'agit pas de réguler pour réguler. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi au point de pénaliser les banques qui financent chez nous, selon les pays, entre le tiers et les trois-quarts de l'économie, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis. Nous ferons donc attention au calibrage, mais nous n'aurons pas non plus, dans notre responsabilité publique, la mémoire courte.

C'est le deuxième pilier de la confiance. Il faut que les citoyens sachent qu'étape par étape, nous tirons des leçons et nous mettons en place les outils de cette réflexion. Nous venons de le faire, avec un vrai progrès, plus audacieux qu'aux Etats-Unis, concernant la supervision. Nous avons créé les trois agences de supervision qui se mettront en place le 1^{er} janvier prochain, dont le Conseil européen des risques systémiques, que présidera le Président de la Banque centrale. Ce seront des outils de radar, des écrans ou des tours de contrôle par rapport à des risques qui ne sont plus nationaux.

Je vous prie de croire, Mesdames et Messieurs, que brique après brique, semaine après semaine, acteur financier par acteur financier, produit par produit, je vais remplir ce cadre. Je produirai toutes les semaines des législations singulières, spécifiques, pour remplir ce cadre, comme le G20 nous l'a demandé. Mercredi prochain, nous présenterons les deux projets de régulation sur les produits dérivés. Il s'agit de transactions qui représentent 600 000 milliards de dollars dans le monde, en permanence, dans la plus grande opacité. Ces produits sont parfois si sophistiqués que ceux-là mêmes qui les ont mis en place ne les maîtrisent plus. Nous allons introduire de la transparence, de la régulation. Personne n'échappera à ce que nous allons faire. C'est le deuxième pilier : la régulation, la supervision, la prévention des crises. Je présenterai aussi dans quelques semaines la

boîte à outils pour la prévention des crises dans les établissements bancaires, avec deux idées simples : la prévention coûte toujours moins cher que la réparation ; les citoyens ne doivent plus être appelés en première ligne, les banques doivent payer pour les gens et se donner les outils financiers et techniques pour gérer les périodes de crise et corriger leurs propres erreurs.

Le troisième pilier est peut-être le plus important : c'est le pilier économique, le projet économique que constitue Europe 2020. On ne peut pas seulement, en réponse à l'inquiétude des citoyens, parler de régulation, d'assainissement et de surveillance. Il faut aussi présenter un projet, relever la ligne d'espérance, montrer qu'on a des raisons d'être ensemble. C'est mieux d'être ensemble pour se protéger, préserver les missions de service public, créer de l'échange et donc de l'emploi. Il faut avoir des politiques communes. C'est le projet économique.

Ce projet passe par plusieurs outils, par plusieurs démarches, avec les grandes orientations prioritaires qu'a évoquées Monsieur Barroso : la recherche, la pauvreté, l'éducation, l'environnement. Elles passent par le budget européen, elles passent par des chantiers difficiles. Nous voulons les réaliser. Mardi, Monsieur Barroso a parlé d'*eurobonds*. Nous savons bien que tous les pays ne sont pas d'accord, mais nous pensons que nous pourrions mobiliser les Européens au service de grands projets. J'ai d'autres idées. A titre personnel, j'ai envie de me battre pour la création d'un livret épargne européen, qui permettrait de collecter de l'épargne citoyenne, populaire, et de la garantir, à travers peut-être des livrets différents selon les pays, mais coordonnés. Il s'agirait d'orienter cette épargne dans certaines directions très précises, notamment vers les PME, vers l'innovation, vers le *social business*.

" A titre personnel, j'ai envie de me battre pour la création d'un livret épargne européen.

Michel BARNIER

Il n'y a pas de limite aux bonnes idées. Il faut aussi en débattre. Il faut un bon usage du budget européen, le maintien des politiques communautaires qui ont fait leurs preuves – la politique agricole, la politique régionale – et la construction de nouvelles politiques. Je veux, par exemple, dire ma foi dans la mutualisation de certaines politiques nationales. Si, dans le domaine de la recherche, on mutualisait au même niveau qu'on l'a fait pour l'agriculture – les budgets nationaux n'existent quasiment plus pour l'agriculture, on est arrivé en mutualisant les budgets agricoles à 0,4 % du PIB –, on atteindrait 2 % et on donnerait un tel effet de levier, notamment dans les domaines de la recherche fondamentale et stratégique, que l'on pourrait construire les vecteurs de la croissance de demain.

A la base de tout cela, Mesdames et Messieurs, il y a le grand marché intérieur. Monsieur Barroso m'en a confié la responsabilité. Nous sommes plusieurs commissaires à avoir une part plus ou moins importante des 1 500 textes qui nous régissent. J'ai la plus grosse part, mais je ne suis pas tout seul. Ce marché est la base, la fondation. S'il fonctionne bien ou mieux, tout ce qu'on fait par dessus – les politiques nationales coordonnées ou mutualisées, les politiques communautaires, les politiques fédérales –, fonctionne mieux. Il faut donc mieux faire fonctionner cette base, ce grand marché de 500 millions de consommateurs. Il faut qu'on y arrive, pour les petites entreprises, qui ont le sentiment d'être oubliées, et pour les citoyens, qui ont le sentiment d'être négligés. Je me suis donc fixé comme objectif, avec mes collègues, de mieux faire fonctionner ce marché, pour

" Je me suis donc fixé comme objectif de tenter la réconciliation des PME et des citoyens avec ce marché.

Michel BARNIER

supprimer les obstacles et les verrous et pour tenter la réconciliation des PME et des citoyens avec ce marché. On crée un véritable espace économique et social commun, plutôt que simplement une zone de libre-échange.

" Le Pacte pour le marché unique rassemblera une cinquantaine de propositions législatives que nous nous engageons à mettre en œuvre dans les deux ans.

Michel BARNIER

C'est l'objet des propositions que nous ferons en octobre avec le *Single Market Act*, le Pacte pour le marché unique. Avec une dizaine de mes collègues, ce qui est assez original, nous travaillons sur le même objectif. Le Président présentera ce document en notre nom. Il rassemblera une cinquantaine de propositions législatives que nous nous engageons à mettre en œuvre dans les deux ans, avec le concours du Parlement et du Conseil – les parlementaires ici présents peuvent témoigner que la démocratie prend du temps. Ce texte est très important. Nous nous engageons à atteindre nos objectifs en deux ans pour faire mieux fonctionner le marché, tout en respectant les missions de service public.

Je vous donne quelques exemples. Pour une même invention, un brevet coûte dix fois plus cher en Europe qu'aux Etats-Unis. Comment être compétitif avec un tel handicap ? Il y a aussi le commerce transfrontalier, qui représente 17 % du PIB européen. Il faut également mieux orienter les marchés publics vers l'inclusion sociale, la protection de l'environnement et la recherche. Voilà quelques politiques sectorielles ou transversales, que nous allons mettre en œuvre ensemble et qui poursuivent le même objectif : faire mieux fonctionner ce grand marché.

Mesdames et Messieurs, je vous demande pardon d'avoir été un peu long. Je voulais que vous sachiez clairement quel est mon état d'esprit. Je reviens à la question de fond : ce n'est pas une option d'être ensemble, ce n'est pas une option d'être européens. Cela ne nous interdit pas d'être français, allemand ou lituanien, cela ne nous enlève rien de notre identité, cela y ajoute. Si l'on veut être à la table, pour participer au nouvel ordre du monde, si l'on refuse d'être des sous-traitants de l'économie chinoise et de l'économie américaine et sous l'influence de leur politique, il faut être ensemble. C'est ce à quoi je suis très heureux de contribuer avec vous, avec beaucoup d'énergie.

Philippe MABILLE

Avant de passer aux deux tables rondes, je vais donner la parole à Elie Cohen, qui est Directeur de recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po et membre du CAE. Je cite votre dernier livre, *Penser la crise*. Vous allez introduire les deux débats que j'animerai tout à l'heure. Merci.

INTRODUCTION

Elie COHEN

Directeur de recherche au CNRS, Professeur à Sciences Po, membre du Conseil d'analyse économique (CAE)

L'Europe a décidé de s'intéresser à sa croissance et de se mettre en mouvement pour préparer cette croissance. Je crois que c'est une excellente idée. Je cite seulement quelques chiffres, pour commencer. En 2010, l'économie mondiale va croître de 4 à 4,5 %, c'est-à-dire le niveau d'avant la crise. Dans cette croissance mondiale, la Chine émergente est à 7 ou 8 %, les Etats-Unis à 3 % et l'Europe autour de 1,5 % au mieux. L'on voit donc bien que dans ce monde qui s'est remis à croître très rapidement, il y a une zone de basse pression économique : c'est l'Europe.

Que l'Europe se soucie sa croissance est donc une très bonne chose, d'autant que lorsqu'on réfléchit à la perspective 2020 et qu'on essaie de voir comment évoluera la croissance potentielle de l'Europe si rien n'est fait, on constate que la démographie ne sera pas un moteur de développement. On peut même prévoir un déclin démographique de l'Europe, c'est dans les chiffres. D'où l'initiative de la Commission visant à élever le taux de participation. Avec la faible population que nous avons, il faut travailler davantage, donc faire reculer le chômage, accroître le taux de participation des travailleurs.

Du côté du facteur capital, chacun sait qu'on a dramatiquement sous-investi au cours de la décennie qui vient de s'écouler. Si l'on continue sur la tendance actuelle, l'investissement ne sera pas le moteur.

Pour ce qui est du progrès technique, on sait qu'on a échoué misérablement par rapport aux objectifs qu'on s'était fixés en matière de progression de l'effort de R & D, en matière de progression de notre contribution à la production scientifique. Il faut donc faire quelque chose.

Dans ce cadre, je trouve qu'Europe 2020 est une stratégie bienvenue, d'autant que, sur le papier, elle paraît bien calibrée. On a évité ce que j'appelle la surcharge d'objectifs, on s'est gardé de les multiplier au point d'en faire des listes, comme on aime tellement en produire en Europe. On s'est limité à cinq objectifs, ce qui paraît assez raisonnable. On s'est donné une panoplie d'outils. Là aussi, on a résisté à la tentation de mettre en avant des outils qu'on savait ne pas pouvoir utiliser. Certains mots aussi ont été employés : on pense aux politiques de l'innovation, aux politiques d'enseignement supérieur, et même à la politique industrielle. Ce n'est pas une nouveauté absolue, on trouve déjà un chapitre sur la politique industrielle dans le Traité de Maastricht, mais on n'en a pas fait grand-chose – la bonne question est de savoir pourquoi il en a été ainsi. On a également, dans la stratégie 2020, mieux pensé le partage des tâches entre ce qui relève de la Communauté et ce qui relève de chaque Etat national.

On peut donc se dire qu'on a tiré les enseignements de l'échec de la stratégie de Lisbonne, tout en ayant une vision stratégique. Comme cela a été dit par Noëlle Lenoir : dans la stratégie de Lisbonne, nous avons une accumulation d'objectifs,

“ En 2010, l'économie mondiale va croître de 4 à 4,5 %, l'Europe autour de 1,5 %.

Elie COHEN

“ Europe 2020 est une stratégie bienvenue, d'autant que, sur le papier, elle paraît bien calibrée.

Elie COHEN

“ On a tiré les enseignements de l'échec de la stratégie de Lisbonne, tout en ayant une vision stratégique.

Elie COHEN

une absence de hiérarchisation, une croyance magique en la méthode ouverte de coordination pour ne pas régler les problèmes de partage exact des compétences, un défaut de la stratégie d'appropriation des Etats, et cetera, et cetera.

Cela dit, les problèmes commencent et il faut s'interroger. La stratégie 2020 rompt-elle avec le modèle dominant de fonctionnement européen au cours de la décennie qui vient de s'écouler ?

Durant cette période, l'essentiel des politiques tournait autour de trois grands axes. Le premier était le développement du marché intérieur, dont le moteur était la libéralisation, la déréglementation. Le deuxième était l'ouverture, donc la libéralisation du commerce international, le développement des échanges et l'abolition des barrières douanières, avec l'idée sous-jacente que la combinaison du marché intérieur ouvert et d'un monde économique ouvert devait stimuler la croissance et porter en avant le développement économique de l'Europe. Le troisième terme était la régulation intelligente.

Ces trois termes étaient au cœur du modèle économique et j'ai le sentiment qu'ils sont à nouveau au cœur du modèle de croissance qu'on propose pour la décennie qui vient. La question est donc : ces orientations n'ayant pas donné les résultats qu'on pouvait souhaiter, est-il bien nécessaire de les reconduire ?

On peut m'accuser d'être un peu simpliste et de passer à côté de toutes les orientations nouvelles qui sont contenues dans le document qui nous occupe. On peut me reprocher de ne pas tenir compte des enseignements qui ont été tirés de la crise actuelle et des politiques de remédiation qui sont mises en place. Pour répondre à cette question, il faut aller un peu plus loin et se demander quelles sont, au fond, les leçons que l'on a tirées à la fois de la crise mondiale et de la crise européenne. En quoi les leçons tirées de ces crises nourrissent-elles la politique qui est la nôtre ? Sans faire de longs développements sur la crise, trois leçons fondamentales peuvent être dégagées.

La première est une conclusion macroéconomique globale. A la base de la crise, il y a le développement des déséquilibres globaux entre d'un côté, des pays hyper-producteurs et hyper-accumulateurs, et d'un autre côté, des pays hyper-consommateurs et qui ont accumulé des déficits. Or, a-t-on vraiment tiré la leçon de ces phénomènes ? La politique qui est mise en place vise-t-elle à corriger des déséquilibres globaux ?

Cette question vaut pour le monde, mais également pour l'Europe. C'est ce que la crise a mis à jour : alors que certains pensaient que l'intégration allait favoriser une convergence économique progressive des différents modèles économiques des pays européens, on a assisté au cours de la dernière décennie à un écartèlement des logiques de développement et à un approfondissement des logiques de spécialisation, qui existaient avant l'intégration. En gros, les pays qui étaient industriels et exportateurs sont devenus encore plus industriels et exportateurs, et les pays qui étaient consommateurs et de services sont devenus encore plus des pays consommateurs et de services.



II On a assisté au cours de la dernière décennie à un écartèlement des logiques de développement et à un approfondissement des logiques de spécialisation.

Elie COHEN

Nous avons eu une manifestation particulièrement marquante de ces déséquilibres intra-européens à l'occasion de la crise de l'euro, durant laquelle on a constaté que les pays dits périphériques avaient non seulement des problèmes de finances publiques – j'y reviendrai – mais aussi et avant tout des problèmes de compétitivité. Les écarts de compétitivité qui se sont creusés au sein de l'Europe sont faramineux. Comment faire pour résorber, dans une zone monétaire unique, un écart de compétitivité de 30 %, tel qu'il s'est creusé en dix ans entre des pays comme la Grèce et l'Allemagne ? Cette question doit être au cœur de toutes les réflexions sur la stratégie de croissance et sur les modèles économiques que l'on envisage pour l'après-crise.

La deuxième leçon que l'on peut tirer de cette crise est qu'une finance-fantôme s'est développée. C'est une finance qui était largement en-dessous du radar des ordinateurs. Monsieur Barnier dit que ce n'est pas en Europe que la crise s'est faite, qu'elle est venue d'ailleurs, c'est exact. La finance-fantôme, l'incroyable innovation financière mal maîtrisée vient des Etats-Unis. Cependant, nous avons découvert à la faveur de cette crise que des banques provinciales européennes se sont gavées de ces produits sans comprendre ce qu'elles faisaient. D'honnêtes banques régionales, qu'on croyait parfaitement contrôlées et supervisées par les régulateurs et les scrutateurs nationaux, se sont gavées de CDO (obligations adossées à des actifs) et d'autres titres similaires.

On a donc découvert l'incroyable fragilité du système bancaire européen, ou plus exactement de certaines de ses fractions. Vous proposez alors toute une série de dispositifs pour mieux encadrer l'activité de ces banques. C'est fort bien, mais le problème est celui-ci : comment s'assurer que les activités qui passaient auparavant sous le radar seront désormais sur ce radar ?

J'ouvre une petite parenthèse. Savez-vous qu'actuellement, on est en train de réinventer exactement, quelque part dans le monde, les subprimes, et que cela connaît un développement formidable ? Cela se passe en Chine, qui est dans une situation de surchauffe, notamment immobilière, et dont les banques veulent retrouver des marges de manœuvre pour faire à nouveau des crédits. Elles ont donc trouvé le moyen de titriser leurs crédits. Comme certains investisseurs avides veulent des rendements d'un ou deux points de plus que le rendement du marché, ils se lancent massivement là-dedans. Or il faut savoir que l'un des effets de la crise que nous avons connue est d'inviter maintenant la Chine à la table de la régulation, que ce soit au niveau du G20 ou au niveau du groupe de Bâle. Cela rend d'autant plus difficile la régulation qu'il faut préparer.

Je passe rapidement aux autres conclusions à tirer de la crise. Au niveau européen, un double problème se pose : la contrainte des finances publiques et la contrainte de compétitivité. Dans ce contexte, comment faire pour stimuler la croissance globale, en sachant qu'un certain nombre de pays part avec des handicaps considérables, en termes de finances publiques comme de compétitivité ?

La réponse consistant à dire qu'il y a des élèves vertueux dans la classe européenne, et qu'il suffit d'imiter leur comportement pour que tout le monde aille

“ On est en train de réinventer les subprimes en Chine.

Elie COHEN

mieux, n'est pas soutenable. On le sait parfaitement. Certains pays périphériques ne peuvent absolument pas développer la politique des pays les plus vertueux. Par conséquent, que va-t-il se passer ? Plusieurs scénarios sont possibles. Le premier serait que les différents pays européens s'alignent sur la stratégie allemande, avec un effet de déflation généralisée. Un autre comportement consisterait à ne pas s'aligner sur le comportement allemand et à tenter une solution autonome. Cela se traduirait par une aggravation des dissensions internes et par une crise de gouvernance européenne. En outre, si les périphériques ne trouvent pas le moyen de trouver une nouvelle base de croissance, il y aurait des risques de mise en péril de la zone.

Il faut développer des stratégies coopératives européennes.

Elie COHEN

Si l'on veut éviter ces scénarios, il faut, comme cela a été dit, développer des stratégies coopératives européennes. C'est la meilleure manière de retrouver un sentiment de croissance. Cela étant, il faut essayer d'éviter de raisonner dans un monde d'harmonie préétablie. Les documents de la Commission européenne frappent toujours par la volonté touchante d'être à la fois compétitif, inclusif, irréprochable en matière environnementale, et exemplaire en matière sociale, comme s'il suffisait d'énumérer les objectifs souhaitables pour que ceux-ci convergent par un effet mécanique.

Non ! Dans le monde réel, ou en tout cas dans le monde des économistes, il n'y a pas d'harmonie préétablie. Il n'y a que des arbitrages – et des arbitrages coûteux. Il n'y a que des choix entre des inconvénients. On sait très bien qu'on ne peut pas à la fois promouvoir la compétitivité européenne et imposer aux industriels européens des exigences qui ne sont pas imposées aux autres producteurs, ailleurs sur la planète. Cela ne marche pas. Pour autant, on peut avoir des stratégies ambitieuses en matière environnementale et de développement durable. Il faut simplement savoir qu'il y a des arbitrages et qu'il y a des coûts. Pour essayer d'avancer malgré tout, et lancer quelques pistes pour le débat qui vient, il faut poser franchement un certain nombre de questions qui fâchent.

Dans le monde réel, ou en tout cas dans le monde des économistes, il n'y a pas d'harmonie préétablie. Il n'y a que des arbitrages – et des arbitrages coûteux.

Elie COHEN

La première question qui fâche est celle de la fameuse politique industrielle. On dit que le thème de la politique industrielle apparaît dans les documents européens, mais il faut être sérieux. Il a toujours existé dans le débat européen et on n'en a pas voulu systématiquement – pour de bonnes ou de mauvaises raisons, peu importe. La question est la suivante : est-il important de promouvoir l'industrie européenne ? Ou peut-on penser qu'au fond, dans la trajectoire normale de développement économique, plus une économie se développe et se sophistique, moins elle produit de biens matériels et plus elle consomme et produit de services ? Ou bien dit-on, ce qui est une autre façon de voir les choses, que le développement industriel est important, pour au moins deux ou trois raisons ?

Si l'on veut continuer à importer des biens, il faut qu'on soit capable d'en exporter.

Elie COHEN

La première raison est que si l'on veut continuer à importer des biens, il faut qu'on soit capable d'en exporter. La question de l'équilibre de la balance courante est donc une question nécessaire. Pendant longtemps, on croyait que ce n'était pas indispensable et que l'industrie financière était aussi bien que l'industrie du beurre ou de la machine-outil. En termes de balance des paiements, à partir du moment où tout s'équilibrait, cela n'avait pas beaucoup d'importance. Or on découvre que l'industrie financière est différente de celle de la machine-

outil. Elle peut être une excroissance qui disparaît du jour au lendemain, surtout si la finance est surdimensionnée dans un pays, alors que dans un monde qui croît et se développe, le besoin en équipements tire durablement l'activité.

Deuxième question : l'industrie en soi est-elle un élément positif pour le développement économique d'un pays, parce que l'activité industrielle, plus que d'autres activités, suppose des niveaux de salaires élevés, des niveaux de compétences élevés, une valeur ajoutée plus élevée, et cetera ? Là aussi, la réponse est oui. Tous les travaux empiriques récents le montrent, plus une entreprise est exportatrice, plus elle est innovante et productive. Si on veut donc développer ces fameuses entreprises intermédiaires, innovantes, exportatrices et productives, il faut faire un effort particulier en matière industrielle.

Troisièmement, lorsqu'on essaie de voir qui est le moteur des investissements en R & D, on constate que c'est, là aussi, l'activité industrielle. La difficulté, pour un certain nombre de pays européens qui n'arrivent pas à accroître leur niveau de dépenses en matière de R & D, est donc simplement due à un effet de structure. Leur base industrielle est trop faible pour que l'investissement en R & D soit suffisamment important, pour que l'on puisse atteindre les objectifs de 3 % d'investissement.

Si l'on estime qu'il est nécessaire de réindustrialiser et de développer la base industrielle européenne, je suis alors désolé de dire que cela ne peut pas être l'un des 25 programmes qui sont mis en même temps, comme le développement inclusif. Il faut dire qu'il faut reconstituer une base industrielle européenne. Pour cela, il y a des moyens.

J'ouvre à nouveau une petite parenthèse. Je lisais, pas plus tard qu'hier, que l'industrie du photovoltaïque, en Chine, était devenue en trois ans la première dans le monde. Les solutions qui ont été appliquées par les Chinois ressemblent furieusement au modèle colbertiste français : plan d'équipement national massif ; terrains et facilités accordés gratuitement par les collectivités territoriales ; crédits à taux zéro accordés par les banques d'Etat ; politiques d'achats publics ; et cetera. Vous reconnaissez les différents éléments qui peuvent servir au financement.

La deuxième question à poser franchement est celle de l'effort de Recherche et Développement au niveau européen. On s'échine régulièrement à se fixer des objectifs que nous n'arrivons pas à atteindre. En particulier, parce qu'un certain nombre d'Etats n'y arrivent pas.

Parmi ces Etats, il est intéressant de noter le cas de la France. Elle répète qu'elle fait un gros effort en matière de R & D publique et que le problème est la R & D privée. Pourquoi la R & D privée ne suit-elle pas ? Quand on utilise un mode de désignation de l'adversaire, on dit que dans ce pays, les investisseurs privés ne font pas leur devoir. C'est stupide, et cela ne veut rien dire. Quand on est plus intelligent, on dit simplement que c'est un effet de structure. L'économie française est de plus en plus une économie de services, de moins en moins une économie industrielle. Elle a de moins en moins de base industrielle, à partir de laquelle développer de la R & D.

“ Le moteur des investissements en R & D c'est l'activité industrielle.

Elie COHEN

“ Les solutions qui ont été appliquées par les Chinois ressemblent furieusement au modèle colbertiste français.

Elie COHEN

II En matière énergétique, le développement de nouvelles filières coûte, en investissements en R & D, des dizaines voire des centaines de milliards d'euros.

Elie COHEN

Ce qui vaut pour la France vaut bien entendu pour les pays périphériques, qui investissent encore moins. Nous, Français, pouvons déplorer que l'effort de R & D soit en France deux fois moins important, rapporté au PIB, que ce qu'il était du temps du Général de Gaulle. Cependant, au niveau européen, si l'on veut sortir de ce niveau systématiquement bas, il faut un effort substantiel de développement de la R & D. Cela passe nécessairement par des grands programmes européens, par un enjeu financier autrement plus important. Il faut savoir qu'en matière énergétique, le développement de nouvelles filières coûte, en investissements en R & D, des dizaines voire des centaines de milliards d'euros. L'effort doit donc être totalement recalibré, si l'on veut véritablement prendre ceci au sérieux.

La troisième question qui fâche est la question chinoise. Quelle va être l'attitude des Européens en matière de relations avec la Chine ? Ce pays pose aujourd'hui des problèmes de taux de change, de commerce, de régulation et d'enjeux climatiques et environnementaux. Aux Etats-Unis se développe un courant de pensée selon lequel, si l'on veut sortir des débats feutrés, il faut dire qu'il y a une manipulation du taux de change. Dans cette logique, il faudrait saisir le Fonds monétaire international pour déclencher des actions correctrices, et ensuite l'OMC. Est-ce que l'Europe est prête à s'engager sur ce terrain-là et cesser de se cacher derrière son ombre en disant que toute mesure qui viserait par exemple à compenser les différences de législation en matière environnementale serait une mesure protectionniste ? Non, il ne s'agit pas de mesures protectionnistes, à partir du moment où il est établi qu'il y a à la fois un non-respect flagrant d'un certain nombre d'objectifs considérés comme majeurs en matière de régulation climatique et des manipulations en matière de commerce et de taux de change.

II Il nous faudrait davantage de débats ouverts, menant à de véritables objectifs hiérarchisés.

Elie COHEN

Puisque le temps nous est compté, je conclus en quelques mots. Dans le programme 2020, il y a énormément de bonnes choses à prendre : cette union pour l'innovation, cette initiative en matière énergétique... Il y a véritablement un menu particulièrement séduisant et attrayant. Simplement il nous faudrait davantage de débats ouverts, menant à de véritables objectifs hiérarchisés, c'est-à-dire menant à de véritables arbitrages. Tout ne peut pas être fait et tout ne peut pas se passer dans un monde d'harmonie préétablie. Par contre, la voie est ouverte pour des choix politiques courageux. Merci.

Philippe MABILLE

Merci beaucoup, Elie Cohen.

DÉBAT N°1 : L'EUROPE EST-ELLE COMPÉTITIVE ?

Participaient aux débats :

François DROUIN, Président Directeur Général d'OSEO ;

Jean-Paul GAUZÈS, Député européen (PPE), Coordinateur des députés PPE à la Commission des Affaires économiques et monétaire ;

Corinne LEPAGE, Députée européenne (ADLE), Présidente de CAP 21, ancienne Ministre ;

Pierre MONGIN, Président Directeur Général de la RATP ;

Jean-François ROUBAUD, Président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

Xavier PRATS-MONNE, Directeur Affaires sociales et Egalité des chances de la Commission européenne.

Débats animés par Philippe MABILLE, La Tribune.

Philippe MABILLE

Comme vous l'avez compris en entendant Elie Cohen, la question centrale qui nous réunit est « comment avancer plus vite ? » Les intervenants de la première table ronde sont Jean-François Roubaud, Président de la CGPME, François Drouin, Président d'OSEO, Corinne Lepage, Députée européenne et Présidente de CAP 21, Jean-Paul Gauzès, Député européen, Pierre Mongin, Président de la RATP et Xavier Prats-Monne, Directeur à la DG Emploi de la Commission européenne. Bonjour à tous.

Je voudrais que l'on entre dans le vif du sujet. Jean-François Roubaud, nous sommes presque chez vous, ici au CESE. Dites-nous si ce projet d'Agenda 2020 vous satisfait. Visiblement, les PME y sont à l'honneur. Le Commissaire a parlé de brevets européens. Il y a aussi la question lancinante et toujours sur la table du *Small Business Act* européen. Avez-vous l'impression que cela va dans le bon sens ? Avez-vous des revendications particulières à adresser à la Commission ?

Jean-François ROUBAUD

Je crois que cet Agenda 2020 va être utile et j'espère qu'on en sortira autre chose que ce qu'on a fait depuis la stratégie de Lisbonne, puisque l'Europe ne s'est pas développée comme on le souhaitait alors. Il y a à cela un certain nombre de raisons. Pour aller très vite, la crise mondiale a fait qu'il y a eu un déplacement extrêmement important du pouvoir économique vers les pays émergents.

Le deuxième gros problème – je ne voudrais pas trop m'appesantir – est celui de l'harmonisation. L'apport de nouveaux pays, au fur et à mesure, a fait que la concurrence s'est accrue, puisque ces pays arrivants étaient souvent moins

Il serait extrêmement important d'avoir au moins une assiette commune pour l'imposition des sociétés.

Jean-François
ROUBAUD

riches. Il y avait besoin de les amener au même niveau que les autres pays européens – l'Allemagne, la France et d'autres pays comparables. Je crois qu'ils ont favorisé, par des fiscalisations spécifiques, l'implantation d'industries dans leurs pays. Par exemple, il est tout de même plus intéressant de s'installer dans les pays où l'impôt sur les sociétés est nul. Une concurrence entre les pays s'est donc instaurée, en Europe, et elle est devenue de plus en plus importante.

Il serait donc extrêmement important d'avoir au moins une assiette commune pour l'imposition des sociétés. C'est la fameuse Accis (Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés). Il faut la mettre en place. Il faut avoir au moins une même base de calcul pour toutes les entreprises des pays d'Europe. Ensuite, on discutera sur le taux, mais si l'assiette est commune, ce sera déjà un progrès.

Philippe MABILLE

A propos de fiscalité, il y a la question de la TVA européenne, qui donne lieu à de nombreuses controverses, puisqu'on est obligé d'établir la liste des secteurs concernés. Faut-il rouvrir le dossier de la TVA ?

Jean-François ROUBAUD

Quand je parle d'assiette commune, je parle de l'ensemble de la fiscalité. La TVA est aussi l'un des problèmes. Entre le dire et résoudre le problème, il y a un pas qu'il est difficile de franchir. Néanmoins, il faut l'accomplir. Pour être positif, je crois que tous les pays d'Europe reconnaissent que les PME sont les réservoirs de croissance, d'emploi et d'innovation pour les années à venir. Il faut vraiment y insister et faut faire un lien entre le *Small Business Act*, adopté en juin 2008, et la stratégie 2020. Le SBA a été acté il y a deux ans, mais la révision de la directive sur les délais de paiement et le projet de règlement de la société privée européenne ne sont toujours pas mis en place. Il y a donc toujours un écart entre la volonté et les actes.

Deuxièmement, comme Elie Cohen l'a évoqué, l'efficacité de la politique d'innovation est essentielle pour l'industrialisation ou pour la réindustrialisation. Il y a des efforts considérables à faire. Si l'on veut atteindre l'objectif de 3 % du PIB consacrés à la recherche, il faut changer de vitesse. Cela implique peut-être d'adopter une conception différente et élargie de la Recherche et Développement. Ce n'est pas simplement de la technologie. Ensuite, il faut favoriser l'accès des PME à tous les programmes de financement. Je pense essentiellement au PCRD, qui n'est pas assez utilisé par nos PME, parce qu'il est trop complexe. Il faut aussi mettre en place un brevet communautaire. Depuis plusieurs années, je me bats à Bruxelles, avec un certain nombre de personnes ici présentes, pour ce brevet. Il faut absolument arriver à bousculer l'inertie. Le Commissaire Barnier a dit qu'on devait le faire.

Philippe MABILLE

Passons ensuite à François Drouin. Vous êtes le Président d'OSEO. Comme on l'a vu, l'innovation et la Recherche & Développement sont le cœur et le moteur de l'agenda de Lisbonne, qui n'a pas fonctionné, et encore plus de l'Agenda 2020. OSEO a quand même, de ce point de vue, obtenu des moyens importants, et l'on

Il y a toujours un écart entre la volonté et les actes.

Jean-François
ROUBAUD

Il faut mettre en place un brevet communautaire.

Jean-François
ROUBAUD

parlera ensuite avec Jean-François Dehecq du crédit d'impôt recherche pour les entreprises. De votre point de vue, la France a-t-elle fait le chemin qu'il fallait en matière de compétitivité et de respect de cet engagement ?

François DROUIN

Oui. Je crois que la France a pris des dispositions et qu'elle est allée de l'avant. Cependant, on peut aller encore plus loin, et je rejoins tout à fait Jean-François Roubaud à ce sujet. Nous sommes vraiment convaincus que les trois moteurs de la croissance et de la compétitivité sont l'innovation, l'investissement et l'international, sachant qu'il y a des liens entre eux, notamment entre l'innovation et l'international. Une enquête effectuée auprès des entreprises a montré que 94 % des entreprises innovantes exportent dans les trois ans. Le lien est donc fort. Innover, c'est exporter, et exporter, c'est innover. C'est la même chose.

94 % des entreprises innovantes exportent dans les trois ans.

François DROUIN

Des encouragements ont donc été mis en place en ce sens. Il y a eu des soutiens à l'innovation à travers divers programmes nationaux. Par exemple, nous soutenons 4 000 projets d'innovation par an, d'un montant de 50 000 à 100 000 euros. Nous soutenons aussi des projets beaucoup plus stratégiques, de dix millions d'euros, à raison d'une trentaine par an. L'Etat vient également de nous confier la gestion du FUI, le Fonds unique interministériel. Il représente 160 millions d'euros par an pour des projets portés par des pôles de compétitivité, au nombre d'environ 200. Il y a donc un effort très important en matière d'innovation.

Des moyens ont également été mis en place pour soutenir les fonds propres des entreprises. Deux dispositifs ont été lancés, dont l'un sous l'égide de la Caisse des Dépôts. Je salue d'ailleurs le deuxième actionnaire d'OSEO qu'est la Caisse des Dépôts et son Directeur Général, Augustin de Romanet. La Caisse des Dépôts, via ses outils – le FSI et les autres –, intervient dans le capital des entreprises. OSEO agit en matière de fonds propres, avec des prêts participatifs. En effet, il est apparu très clairement que le renforcement de la structure financière des PME était la clé de voûte de leur compétitivité et de leur croissance.

Le renforcement de la structure financière des PME était la clé de voûte de leur compétitivité et de leur croissance.

François DROUIN

Des moyens ont donc été mis en place, de manière déjà significative, puisqu'ils s'élèvent à un milliard d'euros pour les années 2010 et 2011, 600 millions d'euros étant déjà investis pour soutenir l'investissement, avec des prêts participatifs aux PME ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire, qui concernent les salariés. De son côté, le FSI intervient sur les grands projets stratégiques mais également dans des entreprises plus petites, à travers des obligations convertibles – dont OSEO alimente d'ailleurs une partie, via son réseau de proximité.

Il y a donc bien, en France, un dispositif qui fonctionne, efficace, et qui a fait ses preuves pendant la crise. On pourrait aller plus loin en Europe, en prenant modèle sur ce dispositif, en nouant des partenariats avec nos homologues, ou certains d'entre eux.

Philippe MABILLE

Il y en a partout, dans tous les pays.



De gauche à droite : Jean-François ROUBAUD, Corinne LEPAGE, François DROUIN

François DROUIN

Il y a presque partout des dispositifs d'aide à l'innovation. En revanche, le modèle d'OSEO est unique. C'est ce qui fait sa force. A ma connaissance, on ne trouve dans aucun autre pays la concordance entre nos trois métiers – le soutien à l'innovation, le financement des PME et la garantie des banques – et la présence d'un réseau de proximité. En Allemagne, par exemple, on a les trois métiers, mais sans réseau. En Finlande, on a un réseau mais seulement deux métiers sur trois.

Philippe MABILLE

Cela veut donc dire que c'est un domaine où nous sommes plus compétitifs, où nous sommes meilleurs.

François DROUIN

Oui. D'autres mettent des moyens dix fois plus importants que nous, toutes proportions gardées, sur l'innovation. On voit le résultat. Je pense qu'en Europe, nous pouvons donc aller plus loin, dans une logique de subsidiarité, notamment de la part de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement, pour amplifier l'action auprès des PME. Je crois aussi que l'initiative qu'a prise la Caisse des Dépôts sur les investisseurs de long terme peut avoir des effets très puissants et permettra de drainer des ressources au profit des activités et des entreprises. OSEO, acteur de terrain, saura jouer le rôle de relais, dans une logique de subsidiarité, pour alimenter les PME par rapport à ces prêts mezzanines. Ceux-ci ne sont pas répandus partout en Europe. Or c'est un produit très intéressant, puisqu'il permet de renforcer les fonds propres sans entrer au capital, sans toucher à la valeur, sans avoir à valoriser l'entreprise. Ce sont donc des capitaux patients, qui permettent aux chefs d'entreprises de mieux négocier l'entrée d'un investisseur ou d'attendre quelques années l'ouverture de son capital.

|| Nous pouvons aller plus loin de la part de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement, pour amplifier l'action auprès des PME.

François DROUIN

Philippe MABILLE

Chacun sait que l'on rentre dans une période budgétaire un peu difficile. Il va y avoir la présentation du budget français. Dans tous les pays européens, c'est d'ailleurs un peu le même climat. Ne craignez-vous pas que malgré les beaux discours et l'ambition d'innover, la casquette budgétaire – qu'a portée Augustin de Romanet pendant quelque temps – réagisse à un moment et dise « *il y a trop d'effets d'aubaine* » ? Sur le crédit d'impôt recherche, cette question a été soulevée. Se donne-t-on vraiment tous les moyens pour décupler l'effort ? Ne risque-t-on pas de sombrer dans la restriction budgétaire durant les années qui viennent ?

François DROUIN

C'est la question du verre à moitié plein ou à moitié vide. Est-ce assez ou pas assez ? Il y a des contraintes extrêmement vives, c'est certain. Personnellement, je retiens que le Gouvernement fait tout pour préserver ce soutien aux PME et aux entreprises. On peut discuter de l'insuffisance des budgets, mais ils existent, nous sommes efficaces, nous sommes sur le terrain. J'observe que, dans les arbitrages très difficiles du moment, ces enveloppes sont préservées. De plus, elles

'' Le crédit d'impôt recherche est un levier extraordinairement puissant.

François DROUIN

ont une logique triennale. On essaie de travailler dans la durée, car il n'y a rien de pire que les coups d'accordéon. Oui, le crédit d'impôt recherche est un levier extraordinairement puissant. Il coûte très cher, mais il est aussi extrêmement efficace. Quant aux effets d'aubaine, il n'y en a pas ou il y en a très peu par rapport aux aides que nous accordons avec discernement. Chaque fois, nous étudions les sujets. Nous sommes aussi soucieux de l'intérêt technologique.

Philippe MABILLE

Jean-François Roubaud, sur le terrain, selon l'idée que vous avez de cette politique et notamment d'OSEO, cela se passe-t-il bien ? Que disent les PME ? Considèrent-elles qu'on est allé assez loin ?

Jean-François ROUBAUD

Je vais dire du bien d'OSEO. Je suis très content d'en parler. C'est un organisme financier qui fait l'unanimité. Je parcours la France à peu près toutes les semaines, je passe dans tous les départements. En deux ans, il y a eu une seule critique, qui n'était pas totalement justifiée. Globalement, c'est tout à fait exceptionnel. Je le dis parce que c'est vrai. François Drouin dira la même chose. Sincèrement, cet outil, qui a été mis en place pour nos petites entreprises, fonctionne vraiment très bien. Avec OSEO et avec la médiation du crédit, un travail extraordinaire a été fait. Je vous assure que dans nos conseils d'administration, on s'attendait, avec la crise économique, à beaucoup plus de casse. Grâce à ce système, entre autres, on a évité les grands drames. Je crois que c'est très positif.

Philippe MABILLE

Jean-François Roubaud, pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'un des volets de l'Agenda 2020, à savoir l'emploi, les qualifications et les compétences. Là aussi, les PME – avec le dispositif français de formation, qui reste très critiqué – sont au cœur de la bataille. Sur ce terrain, avez-vous aussi l'impression qu'on a agi suffisamment ? Que peut-on faire de plus pour s'améliorer ? Les Allemands, avec leur système d'apprentissage, sont quand même très loin devant nous...

Jean-François ROUBAUD

On peut toujours s'améliorer, c'est évident. On a quand même fait de gros progrès. On a mis en avant l'apprentissage de manière beaucoup plus importante. On essaie d'améliorer la renommée de l'apprentissage, de façon à intéresser les jeunes. Pour les jeunes en apprentissage – quel que soit leur niveau, puisqu'on trouve des doctorants en apprentissage –, on parvient presque à 100 % d'embauches. Le vrai problème est que malheureusement, l'emploi ne se décroche pas. On a besoin d'avoir des carnets de commandes à moyen terme. C'est le souci, aujourd'hui, dans les entreprises. Il y a deux ans, c'était le financement. On ne savait pas comment trouver de l'argent. Aujourd'hui, ce n'est plus que le troisième point de préoccupation. Les entreprises pensent d'abord à leur carnet de commandes, ensuite au prix des matières premières et des matériaux, et seulement ensuite aux banques. Tout a changé. Il faut donc que l'on arrive à avoir des carnets de commandes dans l'ensemble de nos entreprises, à un peu plus long terme, pour permettre l'embauche en CDI.

'' Les entreprises pensent d'abord à leur carnet de commandes, ensuite au prix des matières premières et des matériaux, et seulement ensuite aux banques.

Jean-François
ROUBAUD

Philippe MABILLE

Merci. Corinne Lepage, on a envie de vous interroger sur l'environnement, même si vous ne vous limiterez sans doute pas à cela. La question est assez large : l'Europe est-elle compétitive ? Comme on l'a vu – est-ce un mirage ou un véritable espoir ? La croissance verte a l'air de marcher. On compte énormément sur de nouveaux emplois. Du poste d'observation qui est le vôtre, avez-vous l'impression que l'on prend le bon chemin ?

Corinne LEPAGE

L'Europe essaie de faire beaucoup. Je crois qu'il faut être honnête par rapport à la capacité de créer des emplois dans l'économie verte. D'abord, un certain nombre d'emplois sont des emplois réaffectés. Des gens faisaient quelque chose et vont faire quelque chose d'autre. Pour ceux-là, il ne s'agit pas de création nette d'emplois.

Deuxièmement, je fais partie de ceux qui pensent que l'on est entré dans une phase de grande reconversion industrielle. Nous avons besoin de réindustrialiser l'Europe, mais dans d'autres domaines. Ce ne sont pas seulement les énergies renouvelables, auxquelles on pense constamment, mais aussi les nouveaux matériaux, la chimie verte – qui va avoir une base végétale et non plus seulement une base pétrochimique –, et tous les process sobres. Il ne s'agit pas seulement d'avoir des produits propres, mais également de les fabriquer de manière propre, avec les machines appropriées pour y parvenir. C'est une véritable opération de reconversion industrielle. Cela veut dire aussi que nous allons perdre des emplois dans des secteurs industriels qui vont progressivement disparaître. Il faut avoir l'honnêteté de dire les choses comme elles sont, en raisonnant en termes de créations nettes d'emplois, et non pas en brut. Ce n'est pas la même chose.

Ceci étant, c'est bien sûr un secteur de développement formidable. Monsieur Cohen a cité tout à l'heure le photovoltaïque chinois. C'est un exemple frappant, dans la mesure où ces secteurs auraient dû être par définition les nôtres, puisque nous avons été en Europe les promoteurs de toutes ces nouvelles politiques. Comment fait-on pour que cela ne continue pas ? Comment fait-on pour avoir une vision beaucoup plus efficace des liens entre l'économie et l'écologie ? C'est là-dessus qu'il faut travailler, à la fois en termes de comptabilité – et nous avons besoin de ne pas rester dans la théorie, de passer à la pratique – et en termes de fiscalité. Je suis assez d'accord avec ce qui a été dit tout à l'heure. On ne peut pas continuer à avoir autant de discordances en matière de fiscalité en Europe, parce que c'est un frein à une solidarité européenne, à une harmonisation et à la possibilité de croire les uns en même temps que les autres. Si au contraire nous accroissons les distorsions entre nous, l'Europe va finir par exploser. C'est extrêmement dangereux.

Il faut aussi avoir une vraie vision de notre politique industrielle. En effet, on ne peut pas tout faire en même temps. Il faut faire des choix. Le principal sera d'aider les industries du XX^e siècle à se transformer et d'investir massivement dans celles du XXI^e siècle.

Voilà le cap. Cela va-t-il nous rendre compétitifs ? Cela dépend un peu de la définition que l'on a de la compétitivité. S'il s'agit de vendre le moins cher possible,

“ Nous avons besoin de réindustrialiser l'Europe, mais dans d'autres domaines.

Corinne LEPAGE

“ On ne peut pas continuer à avoir autant de discordances en matière de fiscalité en Europe, parce que c'est un frein à une solidarité européenne.

Corinne LEPAGE

très franchement, on aura beaucoup de difficultés. S'il s'agit de vendre le moins cher possible avec des critères de qualité, on peut peut-être faire des choses plus intéressantes. Il faut, en fait, ajouter à la notion de compétitivité celle de prise en compte du temps, c'est-à-dire d'investissements à moyen et long terme, pour avoir un système qui permette de vendre aujourd'hui et surtout de continuer à vendre demain et après-demain. Vous disiez à l'instant, Monsieur Roubaud, que pour une entreprise, il y a le carnet de commandes, les matières premières et la banque. Il faut donc avoir des process et des produits adaptés à une situation de rareté croissante des ressources. Cela suppose une vision un peu plus large de ce qu'est la compétitivité.

Il ne faut pas s'interdire de parler du dumping social et environnemental.

Corinne LEPAGE

Il ne faut pas non plus s'interdire – je rejoins Monsieur Cohen sur ce point, même si mes collègues européens ne sont pas toujours d'accord – d'employer les mots qui fâchent, donc de parler du *dumping* social et environnemental. On ne peut pas dire que nous voulons promouvoir en Europe un modèle protecteur sur le plan social, auquel j'adhère totalement et qui permet la soutenabilité – donc qui permet non seulement de protéger l'environnement, ce qui à mes yeux ne veut pas dire grand-chose, mais qui assure une gestion saine de la rareté et des conséquences des externalités négatives – tout en disant en même temps qu'on est sur le marché mondial dans les mêmes conditions que les autres. En effet, cela ne marchera pas. Ce sont donc des questions que nous devons nous poser très clairement. La question climatique est peut-être l'un des sujets, je ne dirai pas les plus faciles, mais les moins difficiles pour aborder la question.

Philippe MABILLE

Merci. Une rapide réaction de François Drouin à ce sujet...

François DROUIN

Il s'agit d'un point d'actualité qui va dans le sens de ce que dit Corinne Lepage. Dans le cadre du grand emprunt, OSEO mettra en place à partir de lundi des prêts verts bonifiés pour les entreprises, leur permettant de transformer leur outil de production selon des logiques de développement durable et de protection de l'environnement. Les moyens s'élèvent à 300 millions d'euros et cette action s'effectuera en partenariat avec les banques.

Philippe MABILLE

On entendra un dernier mot de Corinne Lepage. On a vu l'échec de Copenhague. Le soufflet est retombé. Il va y avoir Cancun. Avez-vous l'impression que les négociations mondiales sur le climat sont un peu derrière nous ? Peut-être la crise a-t-elle ouvert une fenêtre, une opportunité. Là, on peut se tourner vers les industriels. Ils disent « *attention, il ne faut pas qu'il n'y ait que l'Europe* ». Comme vous le disiez, il y a du *dumping* de certains pays, y compris, d'une certaine façon, de l'autre côté de l'Atlantique. Peut-on faire de la surenchère si les autres ne suivent pas ?

Corinne LEPAGE

Soyons clairs, je ne suis pas d'un optimisme absolument déraisonnable par rapport à la préparation de Cancun, et je dis les choses d'une manière gentille. Ceci étant, derrière cette question climatique, il y a quand même une course aux

Derrière cette question climatique, il y a quand même une course aux nouvelles technologies vertes. Les Chinois ont massivement investi dans ces nouveaux secteurs.

Corinne LEPAGE

nouvelles technologies vertes. Il ne faut quand même pas être complètement naïf. Les Chinois ne voulaient pas prendre d'engagements. Il n'empêche qu'ils ont massivement investi dans ces nouveaux secteurs et qu'ils continuent à le faire. Les Chinois ont par exemple une loi sur l'économie circulaire, qui est quelque chose d'extrêmement novateur et qu'on est loin d'avoir en Europe et aux Etats-Unis, où il y a aussi des investissements massifs dans ces technologies.

Il faut donc se poser une question, sachant que je fais partie de ceux qui voudraient que l'on aille plus loin : comment faire de ces engagements un outil et un levier de développement industriel et technologique pour l'Europe ? C'est comme cela qu'il faut essayer de voir les choses. Sinon, nous voyons bien que nous perdons à la fois sur le plan politique, parce qu'on ne mène plus la danse et – il faut être clair – qu'on ne l'a pas menée à Copenhague, et sur le plan industriel. C'est donc une stratégie perdant-perdant. Ce serait quand même un peu dommage.

Philippe MABILLE

Merci, Corinne Lepage. Je vais un peu modifier l'ordre que j'avais prévu au départ en passant tout de suite la parole à Pierre Mongin. On vient de parler d'environnement. Il paraît légitime de parler d'infrastructures, de transports. C'est l'un des éléments-clés de la compétitivité, on le sait. Là-dessus, la France n'a d'ailleurs pas à rougir, globalement. On peut dire qu'on a fait dans le passé les investissements qui étaient nécessaires. Dans la stratégie 2020, quelle place peut prendre ce secteur ? Vous dirigez la RATP et vous disiez que vous étiez à la recherche de toutes les opportunités, y compris à l'extérieur de nos frontières.

Pierre MONGIN

Bien sûr. Merci. Vous me pardonnerez d'amener des considérations au ras des pâquerettes dans ce débat extrêmement brillant. Ce sont des considérations concrètes, inspirées par mon métier et par le travail de notre entreprise. Je revoyais, puisqu'il est en face de moi, le titre de ce colloque : « *au-delà de la crise, préparer l'avenir* ». Je m'adresse à Madame la représentante de la Commission. Certes, au-delà de la crise, il faut préparer l'avenir. Cependant, si la crise se prolonge, notre avenir est sombre. Je crois qu'il y a une urgence économique, une urgence sociale et une urgence de société, pour l'Europe, à retrouver un modèle de croissance dont nous sommes aujourd'hui très loin. En France, il nous manque au minimum, pour les cinq à sept prochaines années, un point de croissance pour régler nos problèmes d'emploi et nos problèmes de finances publiques et sociales. Il faut que l'on trouve ce point de croissance supplémentaire, au minimum.

Il y a une urgence économique, une urgence sociale et une urgence de société, pour l'Europe, à retrouver un modèle de croissance.

Pierre MONGIN

Je vois la décision du Président Obama, qui tire des conséquences avec une réactivité exceptionnelle de l'analyse de la conjoncture actuelle, en annonçant un plan d'infrastructures de 50 milliards de dollars, tout de suite, pour soutenir l'activité économique. Je dis qu'il est très bien de discuter de 2020 avec tout le monde, et le moment est bien choisi pour cela. Cependant, c'est tout de suite qu'il faut régler le problème du chômage, le problème de nos finances publiques et le problème de nos industries, qui sont en train de tomber par pans entiers.

Nous avons, dans le secteur du transport urbain, une opportunité fantastique. Si je prends les trois critères de 2020, je coche toutes les cases. Je coche la case de la croissance, parce que, par exemple, la RATP réalise près d'1,5 milliard d'euros d'investissements par an et constitue un donneur d'ordres extrêmement important de l'industrie française. Nous avons en réalité une industrie très extraordinairement technologique, à très haute composition de valeur et qui est leader mondial dans l'exportation, avec par exemple un groupe comme Alstom.

Le coût de la congestion des villes s'élève à 100 millions d'euros par an en Europe.

Pierre MONGIN

Deuxièmement, la compétitivité des territoires passe par la mobilité organisée de ces territoires, donc par la possibilité pour les salariés, sans s'épuiser du matin au soir, de rejoindre leur travail, pour les étudiants, de rejoindre leur université, et pour les touristes, de circuler. L'ensemble du système doit donc fonctionner. Je vous rappelle que le coût de la congestion des villes – et c'est le deuxième volet, environnemental – s'élève à 100 millions d'euros par an en Europe, 100 millions d'euros de perdus. Je rappelle aussi que le trafic automobile représente 40 % des émissions de CO2. On coche donc aussi la case environnementale.

On coche également la case de l'inclusion. On en parle souvent. Imaginez ce qu'amener le métro à Clichy-Montfermeil – je ne sais pas qui, dans cette salle, connaît Clichy-Montfermeil, mais moi, je connais Clichy-Montfermeil – change pour la population, qui pourra avoir un accès direct au bassin d'emplois de Charles-de-Gaulle, zone de logistique et d'industries, avec ses 300 000 emplois actuels et probablement ses 600 000 emplois à un horizon de cinq ans.

Le transport urbain coche donc toutes les cases. Or, par un accident technocratique, le transport urbain n'a jamais fait partie des politiques de développement. On envisage de creuser des tunnels sous les Alpes. Tout cela est très bien, c'est parfait, c'est peut-être urgent. Par contre, la RATP transporte dix millions de personnes par jour. Nous sommes le troisième réseau du monde après ceux de New York et de Tokyo. On a donc une utilité sociale infiniment plus forte que ceux qui raccourcissent d'une heure ou deux le trajet des hommes d'affaires qui vont à Milan. Je pense vraiment que l'investissement doit prioritairement, avec l'appui du Gouvernement, concerner nos transports. Il y a un très bon agenda pour cela, l'Agenda 2020, mais il y a aussi les perspectives financières de l'Union, qui sont en discussion, avec une commission *ad hoc* qui vient d'être créée. Nous en parlions avec Monsieur Lamassoure. Nous avons donc une opportunité formidable de faire que ce qui servira probablement le mieux nos concitoyens à long terme, créera le plus de possibilités dans la vie et donnera de la compétitivité au territoire soit un peu appuyé, dans la perspective de 2020.

Pour terminer, un point me tient à cœur, l'affaire du Grand Paris, car c'est l'illustration de ce que je viens de dire. Cela fait quatre ans que je me bats, à la tête de cette entreprise, auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des parties prenantes, pour que soit intégrée une idée simple. Nous avons probablement le meilleur réseau de transports à Paris intra-muros, où le prix au mètre carré, comme on l'entendait ce matin à la radio, atteint un niveau très élevé. Par contre, en banlieue, le métro, qui est le mode de transport dans toutes les villes du monde, n'est pas accessible à près de dix millions d'habitants de l'Île-de-France. Je me bats donc depuis quatre ans pour amener le métro en banlieue.

Par un accident technocratique, le transport urbain n'a jamais fait partie des politiques de développement.

Pierre MONGIN

Aujourd'hui, nous avons un projet sur la table, et je m'en réjouis. Les choses sont faites, sont lancées, sont actées sur le Grand Paris. Peu importe le tracé. Il y aura un débat démocratique à l'automne pour savoir si celui de Jean-Paul Huchon vaut mieux que celui de Christian Blanc. Peu importe. Les citoyens s'exprimeront. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il nous faut cet investissement. Il faut qu'il participe à cet effort de soutien de notre économie. L'Île-de-France représente un tiers du PIB français, 12 à 14 millions de personnes sont concernées par ce projet. Faisons-le donc, et que l'Europe nous aide. Vraiment, Madame la représentante, je crois que c'est un élément qui est compatible avec 2020. En même temps, il permettrait de résoudre une partie des problèmes immédiats d'emplois, grâce au soutien des infrastructures.

|| L'Île-de-France représente un tiers du PIB français, 12 à 14 millions de personnes sont concernées par ce projet.

Pierre MONGIN

Philippe MABILLE

On voit, à vos applaudissements, que vous êtes nombreux à prendre le métro. Y a-t-il un tracé Pierre Mongin ?

Pierre MONGIN

Non, clairement. Nous sommes des experts. Il faut le savoir, nous sommes une communauté de 1 500 ingénieurs et l'une des entreprises les plus technologiques de France. Personne ne le sait, mais c'est vrai. C'est cette communauté que l'on essaie un peu de vendre à l'étranger, parce qu'elle est tellement riche en contenus qu'il faut en faire profiter les autres villes du monde. Nous sommes des experts, nous sommes à la disposition des parties prenantes. Il y a le STIF, qui gèrera dans la durée ce système de transports. Il y a une structure *ad hoc* que l'Etat a créée et qui s'appelle la SGP, la Société du Grand Paris, qui sera le maître d'ouvrage de ce nouveau projet. Il y a aussi un débat démocratique de quatre mois. Depuis une semaine, il y a pratiquement 3 000 pages sur Internet, à la disposition de tous les citoyens éclairés et de ceux qui veulent s'informer, dont 2 000 pages sur l'environnement, Madame Lepage. Le débat existe donc. Il est sur la table. Le tracé est donc celui qui sortira, à mon avis, de la volonté des citoyens.

Philippe MABILLE

Merci beaucoup, Pierre Mongin. Passons maintenant à Jean-Paul Gauzès. Vous êtes député européen. Vous êtes en particulier rapporteur du texte dont a parlé Michel Barnier tout à l'heure, celui de la directive sur les *hedge funds*. Peut-être qu'avant de parler de l'aspect politique de l'Agenda 2020, vous pouvez nous dire un petit mot sur ce sujet, car il est très chaud. Je crois que ce texte doit être voté dès la semaine prochaine.

Jean-Paul GAUZÈS

Il ne sera pas voté la semaine prochaine, puisque j'ai demandé le report du vote au mois d'octobre. Nous sommes là devant un bel exemple de discordance entre les paroles et les faits, notamment entre les Etats membres. On annonce les choses, mais quand on passe à la mise en œuvre, cela bloque, parce qu'il y a un détail par ci, un détail par là... J'ai eu 180 réunions avec des lobbyistes depuis que je suis en charge de ce dossier. Au début, ils disaient « *il ne faut pas de directive* ».



De gauche à droite : Xavier PRATS-MONNE , Jean-Paul GAUZÈS, Pierre MONGIN

Philippe MABILLE

Il paraît qu'il n'y a jamais eu autant de lobbying sur un texte.

Jean-Paul GAUZÈS

Il n'y a jamais eu autant de lobbying et je n'ai jamais eu autant d'amendements sur un projet de directive. Cependant, comme il est parti, je peux le dire : depuis que Michel Barnier est là, les choses changent. La volonté qu'il a exprimée tout à l'heure, il la traduit dans la réalité. Si on est arrivé à débloquent le dossier supervision, c'est bien grâce à lui et grâce aussi à la présidence belge et à l'efficacité de Monsieur Reynders, le Ministre des Finances. Sur les *hedge funds*, nous avons eu avant-hier un « trilogue » entre la Commission, le Parlement et la Présidence. Y participaient, ce qui est quand même relativement rare, Michel Barnier et le Ministre-Président de l'Ecofin. J'espère que dans les semaines qui viennent, nous aurons tout débloquent. Je le redis, on parle publiquement du besoin de régulation et des banquiers-voyous, mais curieusement, lorsqu'il s'agit de passer aux actes, il n'y a plus personne.

C'est pour cela que l'agenda de Lisbonne a été nul. Tout le monde glose, aujourd'hui, en cherchant toutes les raisons. Va-t-on faire pareil ? C'est vrai, on a mis cinq objectifs au lieu de dix. On n'a pas parlé de l'agriculture, ce qui est quand même un peu dommage. Surtout, y a-t-il la volonté politique ? A-t-on envie de faire autre chose que de l'inter-gouvernementalité ? A-t-on envie de mettre en place des outils communautaires pour avancer ? Si on laisse aux Etats le soin de mettre en œuvre ces dispositifs, cela ne marchera pas. Prenons un exemple. Je ne veux pas être critique envers ce pays. On a entendu parler de la France comme du pays qui réussit le mieux, qui est le meilleur, et on a entendu parler d'une Europe dogmatique. La réalité, c'est le cambouis. Il faut mettre les doigts dans la mécanique pour avancer. Cette volonté, il faut la trouver. J'espère qu'on la trouvera. L'expérience que je mène actuellement me laisse penser que ce sera dur. On peut faire de l'inter-gouvernementalité, mais chacun pense qu'il a les meilleures solutions. Or on n'a pas encore tiré les conséquences de la crise. Il n'y a pas encore de nombreuses orientations qui soient les résultats des observations faites pendant la crise. Il y en a deux : la supervision, qui vient de sortir ; des agences de notation, qui sont sorties en juin de l'année dernière et pour lesquelles on est en train de mettre en place les mesures d'application.

Je ne veux pas parler plus longtemps de cela, puisque le rapporteur de la commission spéciale sur la crise est présent et parlera différemment. Cependant, quand je lis le pré-rapport et les propositions que fait mon groupe politique, qui n'est pas toujours d'accord avec le rapporteur, je constate que c'est cela qu'on demande : plus d'Europe, plus d'Europe. Ce n'est pas du dogmatisme. Ceux qui, concrètement, sont liés à la vie européenne, savent que si l'on n'a pas de solutions communautaires, on est fichu. Michel Barnier parlait tout à l'heure de « la table ». C'est une image qu'il aime bien. Si nous voulons être à cette table, il faut que nous y soyons ensemble. Sinon, ce sera mauvais.

Philippe MABILLE

Est-ce qu'il est envisageable, d'après vous, que l'on autorise la commercialisation de fonds off-shore, extérieurs à l'Union, alors que l'on sait – Michel Barnier a été

|| Depuis que Michel Barnier est là, les choses changent. La volonté qu'il a exprimée tout à l'heure, il la traduit dans la réalité.

Jean-Paul GAUZÈS

|| Si on laisse aux Etats le soin de mettre en œuvre ces dispositifs, cela ne marchera pas.

Jean-Paul GAUZÈS

très clair – la complexité des produits ? Il y a l'affaire Madoff, et tout simplement la protection du consommateur et de l'épargnant. Ce sujet divise visiblement.

Jean-Paul GAUZÈS

Ce ne sont pas les consommateurs qui viennent me voir, parce que les consommateurs, théoriquement, ne sont pas concernés. On parle de sujets qu'on ne connaît pas. Actuellement, les gens du *Private Equity*, les mauvais – je ne parle pas des bons – font un lobbying extraordinaire en parlant de choses qui n'ont encore jamais été écrites dans le rapport. Hier, j'ai eu Madame Parisot au téléphone. Elle m'a dit « *je m'inquiète* ». Je lui ai dit « *je peux vous rassurer, tout ce dont on vous a parlé n'est pas dans le rapport, ce n'est pas dans les propositions* ». Ce qu'on propose, c'est un texte raisonnable, efficace j'espère, certainement pas parfait et s'il le faut, on le retouchera. Mais quand on vient nous dire « *vous n'êtes pas sûrs que vos systèmes vont marcher, donc il ne faut rien faire* », est-ce que c'est une solution ?

Sur les banques, prenez un exemple. Il y a une banque française qui a été très malmenée, parce qu'un trader a perdu cinq milliards. Savez-vous que c'est une des rares banques dans le monde qui n'est pas tombée dans le piège Madoff ? Personne ne l'a dit. La Société Générale n'est pas tombée dans le piège Madoff, parce que ses équipes avaient analysé le système et s'étaient aperçues que c'était quelque chose qui ne fonctionnait pas. Il y a peut-être d'autres grands établissements qui ne sont pas tombés dans le piège Madoff, mais voilà.

Il faut une volonté politique de travailler ensemble. Si l'on veut que le G20 soit productif pendant la présidence française, il faut que la France donne l'exemple de sa capacité à négocier, à trouver des compromis et à ne pas rester figée sur des positions qui sont ensuite abandonnées dans les pires des conditions.

Philippe MABILLE

Si j'ai bien compris, les fonds off-shore extérieurs à l'Union ne seront donc pas commercialisés avec un passeport européen.

Jean-Paul GAUZÈS

Le problème ne se pose pas de cette façon. Quel est l'objectif de cette directive ? La transparence, l'information, la sécurité des investisseurs. Ils ont beau être avisés, ces investisseurs font quelquefois des bêtises. C'est à partir de ces critères que l'on définit la réglementation. Bien sûr, on ne laissera pas entrer – en tout cas, c'est la volonté du Parlement – des fonds qui ne sont pas basés dans des pays régulés. On ne veut pas faire rentrer des fonds qui proviennent de paradis fiscaux. Maintenant, les conservateurs britanniques diront : « *Monsieur le rapporteur, vous rendez-vous compte que vous empêchez le développement des pays en voie de développement ?* » Cela n'a pas de sens, car il n'y a pas beaucoup de *hedge funds* qui font leurs profits à deux chiffres de pourcentage au Zimbabwe. C'est un texte compliqué qui, pour la première fois, rentre dans le détail des produits financiers. Il y en aura d'autres, notamment celui dont parle Michel Barnier. Cela sera un texte émanant de la volonté politique des Etats membres.

Si l'on veut que le G20 soit productif pendant la présidence française, il faut que la France donne l'exemple de sa capacité à négocier.

Jean-Paul GAUZÈS

Philippe MABILLE

Rendez-vous en octobre, on vous suivra de près. Pour terminer, Xavier Prats-Monne, vous êtes Directeur de la Direction Générale Emploi de la Commission européenne. La question coule de source, c'est l'objectif principal de cet Agenda 2020 : apporter un emploi à un maximum de personnes. Un objectif chiffré est donné, notamment pour le taux d'emploi. Pour sortir les gens de la pauvreté, il y a aussi des objectifs chiffrés. Est-ce que ce sont des vœux pieux ou est-ce que cette fois, vraiment, on s'en donne les moyens ?

Xavier PRATS-MONNE

Bonjour. J'ai un très gros handicap, par rapport aux autres intervenants : je ne suis pas français. A ma décharge, c'est une faute que j'ai commise à l'insu de mon plein gré. Etant un peu handicapé dans ces circonstances, je suis très sensible à une chose : la diversité. Je suis très frappé par le fait qu'on n'en a pas beaucoup parlé jusqu'ici. Je suis certain que Pervenche Berès et Corinne Lepage me comprendront très bien : la diversité est l'une des choses qui frappent le plus en Europe. Aujourd'hui, nous avons en Europe un pays comme la Bulgarie, où le revenu par tête est le tiers de celui que nous avons chez nous. Le meilleur indicateur de la santé du marché du travail et de l'emploi est peut-être le taux d'emploi des femmes. Certains pays sont en-dessous de 40 %, d'autres sont au-dessus de 70 %.

Il faut gérer cette diversité extraordinaire. Pour toutes sortes de raisons, nous l'avons parfois ignorée. A l'avenir, nous l'ignorerions à nos dépens, parce que la diversité, qui crée de la complexité, peut aussi créer de la méfiance, si l'on n'en est pas assez conscient. Le risque, en Europe, est de perdre de vue les objectifs communs et de ne pas bien regarder les choses que l'on peut vraiment partager à 27. Si nous avons fait le pari d'être à 27 et d'avancer ensemble tout en étant si différents, il faut en tirer les conséquences. Je crois qu'il est très important que les pays fondateurs, surtout les grands pays comme la France, ne soient pas exposés à cette critique qu'un grand homme d'Etat britannique a faite un jour au Général de Gaulle : « *Monsieur le Général, vous dites "Europe" mais vous pensez "France"* ». Il est très important d'en être conscient, ne serait-ce que pour porter, ensemble, les projets de chaque pays.

Qu'est-ce que cela veut dire pour l'Europe ? Je pense qu'une des choses qui sont très frappantes, dans l'Europe actuelle et pour ce qu'elle peut faire d'ici 2020, est qu'il faut davantage faire confiance aux capacités de notre continent, malgré sa complexité et sa diversité. Si vous me permettez, je donnerai quelques petits exemples. Le mythe habituel qui distingue, dans la pensée collective, l'Europe des Etats-Unis, est la mobilité sociale. Or si vous comparez aujourd'hui un enfant européen et un enfant américain, il est établi qu'il est beaucoup plus facile de prédire l'avenir économique et académique de l'Américain d'après les revenus de ses parents que de le faire pour l'Européen. Nous sommes dans une société plus mobile et plus ouverte que nous le pensons. Ce qu'essaie de faire Europe 2020, c'est de donner à l'Europe non seulement un projet commun – cela, tout le monde le sait – mais aussi une conscience de ses possibilités, ainsi qu'un miroir dans lequel elle peut se regarder et se comparer. C'est quelque chose de vraiment très important.

“ La diversité est l'une des choses qui frappent le plus en Europe.

Xavier PRATS-MONNE

“ Nous sommes dans une société plus mobile et plus ouverte que nous le pensons.

Xavier PRATS-MONNE

L'emploi – vous posez la question – en est le meilleur exemple. Nous nous sommes fixés un objectif chiffré de 75 % de taux d'emploi. Ceci est très beau, c'est quelque chose qu'on a affiché, comme on l'avait déjà fait auparavant. Nous n'y sommes pas arrivés. Quelle est la garantie que maintenant, nous ferons mieux ? Ce n'est pas que nous avons plus de volonté, parce que la volonté, à elle seule, ne suffit pas.

Philippe MABILLE

On n'en est pas loin. On est à 69 %, je crois.

Xavier PRATS-MONNE

On est à 69 %, mais passer de 69 à 75 % est ce qu'il y a de plus difficile. Il y a des pays qui sont encore à un niveau très bas. Mais il y a quelque chose de nouveau et d'indispensable dans l'Agenda 2020 : cela doit être accompagné d'objectifs nationaux qui traduisent la manière par laquelle chaque pays s'engage à arriver à 75 %. C'est en comparant la faisabilité des objectifs nationaux que nous serons crédibles pour l'objectif européen. Les différents niveaux de coopération entre les Etats membres et l'Union européenne sont, je pense, l'un des gages de succès de 2020, surtout pour échapper à un défaut que les pays méditerranéens comme les nôtres ont trop souvent : c'est de se réfugier dans la politique déclamatoire au lieu de prendre en compte des résultats concrets et mesurables. C'est l'une des clés du succès dans le domaine de l'emploi, davantage que les déclarations communes et davantage même que les réglementations, car avec notre diversité, l'espoir de réglementer doit nécessairement être moindre que ce qu'il en était lorsque nous étions une dizaine de pays de moins.

Philippe MABILLE

Quand on parle d'emploi, on parle en réalité de l'emploi des seniors – on sait qu'on a un problème avec l'allongement de la durée de vie, on a la question de travailler plus longtemps –, de l'emploi des jeunes – puisque dans certains pays, en particulier la France, il y a vraiment un problème structurel –, mais aussi de l'emploi des femmes. L'augmentation du taux d'activité des femmes va probablement continuer, dans le contexte économique actuel. En outre, si jamais on a un besoin de main-d'œuvre en raison du vieillissement démographique, il y a le recours à l'immigration. Au niveau de la Commission européenne et compte tenu de la situation créée par la crise – il y a beaucoup de chômage et les gens n'y croient pas –, comment arrivez-vous à piloter ces différents objectifs ?

Xavier PRATS-MONNE

Avec difficulté, je vous l'assure. Je dirai juste deux mots. Il est intéressant de noter que les pays d'Europe qui ont de bons résultats pour les parties de la population dont vous parlez ont aussi de bons résultats pour les autres parties. Cela nous indique que le problème ne tient pas à une catégorie de personnes mais à la dynamique du marché du travail. Une chose importante, qui, du point de vue de la Commission, est le secret de l'avenir, c'est de trouver un meilleur rapport entre ce que nos systèmes d'éducation et de formation produisent et ce dont le marché du travail a besoin. Il y a un manque d'adéquation et un manque de réflexions conjointes. Le secret consiste à rapprocher l'éducation et le marché du travail. Il s'agit d'améliorer la transition entre les études et le travail, pour les

Il y a quelque chose de nouveau et d'indispensable dans l'agenda 2020 : cela doit être accompagné d'objectifs nationaux.

Xavier PRATS-MONNE

Trouver un meilleur rapport entre ce que nos systèmes d'éducation et de formation produisent et ce dont le marché du travail a besoin.

Xavier PRATS-MONNE

jeunes, et entre le travail et l'arrêt de la vie active, pour les seniors. C'est dans ce domaine de flexibilité qu'il faut chercher. Nous avons essayé de promouvoir en Europe ce terme tabou, « la flexi-sécurité ». Il ne s'agit pas que tout le monde devienne Danois, mais il s'agit de traiter le marché du travail de façon plus globale que ce que l'on a fait jusqu'à présent.

Philippe MABILLE

Merci. Je crois que vous avez eu un panorama, évidemment incomplet mais très intéressant et assez concret, je l'espère en tout cas, sur les questions qui ont été évoquées. Je vous remercie.

DÉBAT N°2 :

FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA DÉSINDUSTRIALISATION ?

Participaient aux débats :

Jean-Pierre AUDY, Député européen (PPE), Président de la Délégation française au Groupe du Parti Populaire Européen ;

Pervenche BERÈS, Députée européenne (S&D), Présidente de la Commission de l'Emploi et des affaires sociales ;

Charles BEIGBEDER, Président de Gravitation, Fondateur et Président du Conseil d'administration de Poweo ;

Jean-François DEHECQ, Président d'honneur et fondateur de Sanofi Aventis, Président du Comité national des Etats généraux de l'Industrie ;

Augustin de ROMANET, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ;

Henri WEBER, Député européen (S&D), ancien Sénateur de la Seine-Maritime.

Débats animés par Philippe MABILLE, La Tribune.

Philippe MABILLE

Notre deuxième table ronde est intitulée « faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? » avec Charles Beigbeder, Président de Gravitation, Fondateur et Président du Conseil d'administration de Poweo, Augustin de Romanet, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Jean-François Dehecq, Président d'honneur et fondateur de Sanofi Aventis et, on le verra tout à l'heure, Président du Comité national des Etats généraux de l'Industrie, Jean-Pierre Audy, Député européen, Pervenche Berès, Députée européenne et Présidente de la Commission de l'Emploi et des affaires sociales, et Henri Weber, Député européen.

Je vous propose de commencer par le concret, par l'entreprise. Je vais demander à Charles Beigbeder de répondre à cette difficile question, « faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? » Vous êtes un homme d'entreprise, un entrepreneur qui a réussi, d'abord dans la finance et ensuite dans l'énergie, d'ailleurs en lien avec ce que nous avons évoqué, le défi climatique. Aujourd'hui, vous vous investissez dans l'agriculture. Vous avez également été Président de Croissance Plus. Vous faites partie de cette nouvelle génération d'entrepreneurs français qui veulent essayer de nous tirer vers l'avant. Que répondez-vous à cette question ? Tout à l'heure, Elie Cohen a dit des choses que je trouve très convaincantes. Un pays peut-il se passer d'industrie ?

Charles BEIGBEDER

Bien sûr que non. Je vais vous faire part très rapidement de quelques réflexions.

Je dis souvent, quand je m'exprime sur l'écosystème de l'innovation, que la désindustrialisation est en réalité une réindustrialisation. Il faut transformer notre industrie en des métiers à plus forte valeur ajoutée. Nous sommes dans un monde de plus en plus global, on a une économie de plus en plus globale et on voit l'émergence de très grands pays, comme l'Inde, la Chine et le Brésil, qui connaissent actuellement leurs Trente Glorieuses. Il y a un véritable phénomène de rattrapage qui fait qu'ils ont une très forte croissance et qu'en plus, ils investissent beaucoup dans la recherche et dans l'innovation. Cela nous fait donc une concurrence nouvelle et aussi intense qu'efficace. De plus, ces sociétés sont construites différemment de la nôtre, pour toute une série de raisons. Les coûts de production sont donc beaucoup plus bas que les nôtres. C'est la donne que tout le monde connaît.

Quant à nous, cela fait deux siècles que nous avons construit une société dont nous sommes très fiers. Elle dispose de protections sociales d'un niveau élevé et de plus en plus de protections environnementales. Or ces protections coûtent très cher. D'où d'ailleurs le besoin de réformes : des retraites, de l'assurance-maladie, et cetera. Je ne reviens pas là-dessus. Plus que jamais, on veut préserver cette société, cet équilibre. On veut poursuivre le développement d'une société très équilibrée, avec liberté, fraternité et solidarité, donc avec nos valeurs.

Pour cela, je pense, et je le dis toute la journée, qu'on a plus que jamais besoin de croissance, d'une croissance à très forte valeur ajoutée, parce qu'il faut sortir par le haut de cette équation compliquée. Nous avons donc besoin d'une industrie à très forte composante d'innovation. C'est pourquoi il faut tout faire pour favoriser l'écosystème national, et bien sûr européen, de l'innovation et aussi de l'entrepreneuriat parce que l'innovation naît souvent grâce à des entrepreneurs. Il ne faut pas opposer les start-up et les grandes entreprises. Souvent, l'innovation – technologique en particulier, celle qui va donner lieu à des applications industrielles – va naître du triptyque laboratoires publics/start-up/grandes entreprises. C'est ce triangle qui fait que cela fonctionne. On a donc besoin d'entrepreneurs, de petites entreprises appelées à se développer. On a donc besoin d'un écosystème qui favorise les passerelles entre la recherche publique, la recherche fondamentale et la recherche appliquée, donc les universités, les grands organismes de recherche, les grandes écoles et les entreprises, que ce soient des start-up ou de grandes entreprises.

La bonne nouvelle est que le public en a pris conscience depuis déjà quelques années. Une transformation se produit sous nos yeux, avec toute une série de réformes assez complexes mais qui vont dans le bon sens. La mayonnaise prend, que ce soit avec la création de l'Agence Nationale pour la Recherche, avec le Plan Campus de Valérie Pécresse, avec l'obligation faite aux universités et aux grandes écoles de se doter de structures de valorisation professionnelle, avec les moyens renforcés d'OSEO, que François Drouin a rappelés tout à l'heure, ou avec le dispositif des pôles de compétitivité. Je ne peux pas tout résumer. Il y a aussi la création du Commissariat général à l'Investissement, naturellement, avec le grand emprunt. Tout cela va dans le bon sens.

Il ne faut pas non plus oublier qu'il faut fléchier tous ces capitaux, toutes ces énergies, pour qu'il y ait ces collaborations entre la recherche publique et les entreprises, grandes et start-up. Et ne pas oublier non plus qu'il faut permettre aux

“ L'Inde, la Chine et le Brésil connaissent actuellement leurs Trente Glorieuses et ils investissent beaucoup dans la recherche et dans l'innovation.

Charles BEIGBEDER

“ On veut poursuivre le développement d'une société très équilibrée, avec liberté, fraternité et solidarité, donc avec nos valeurs.

Charles BEIGBEDER

“ On a besoin d'un écosystème qui favorise les passerelles entre la recherche publique, la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

Charles BEIGBEDER

'' Les PME sont les grands acteurs de l'innovation et de la nécessaire réindustrialisation nationale.

Charles BEIGBEDER

PME de grandir. Sur cet aspect, moins d'aides ou de mécanismes spécifiques ont été mis en place récemment. Il ne faut pas oublier les PME, parce que ce sont les grands acteurs de l'innovation et de la nécessaire réindustrialisation nationale dont nous avons besoin pour faire face à la concurrence mondiale.

Philippe MABILLE

Ce qui est intéressant, dans votre discours, c'est que vous êtes un entrepreneur plutôt libéral – je vous connais un petit peu et on a bien compris que votre discours est assez libéral –, mais qu'en même temps, vous avez besoin de l'Etat. On le voit dans votre expérience d'entrepreneur, notamment à Poweo, en grande partie lié à des subventions. N'y a-t-il pas justement besoin d'une nouvelle forme de colbertisme pour modifier cette industrie ?

Charles BEIGBEDER

Le colbertisme, c'est l'Etat. On ne se refait pas : je suis français, nous sommes français et il faut faire avec. C'est vrai qu'en France, pour que les choses bougent, on a besoin que l'Etat rassemble tous les acteurs vers un cap. Cependant, on ne peut plus le faire comme on le faisait du temps de De Gaulle ou de Pompidou. De 1945 à 1975, il fallait reconstruire le pays. On savait très bien ce qu'il fallait faire. Il n'y avait pas besoin d'innover de façon spectaculaire. Depuis les années 1980 et 1990, c'est très différent. Il faut inventer le futur. Or cela ne se décrète pas d'en haut. C'est pour cela qu'il faut faire ce darwinisme. Il faut favoriser cet écosystème, mettre les gens dans le bon cap. C'est aussi le but de la stratégie nationale de recherche et d'innovation, qui fixe quand même cinq ou six grandes orientations. Ensuite, on ne sait pas exactement ce qui va marcher. Cela doit venir du terrain, du bas, des collaborations public-privé. C'est comme cela que naissent les grandes innovations, qui nous permettront de l'emporter dans la globalisation.

Philippe MABILLE

Merci. On va maintenant écouter un grand réindustrialiste, Augustin de Romanet. On pourrait presque dire que l'Etat, c'est presque vous. La Caisse des Dépôts et Consignations est aujourd'hui au cœur de la quasi-totalité de l'économie. On avait tendance à penser que la Caisse des Dépôts allait mourir, il y a quelques années, avant que vous n'arriviez. On ne savait plus très bien ce qu'elle faisait, mais depuis deux ou trois ans, que ce soit à travers le FSI ou un certain nombre d'initiatives qui ont été prises – je ne fais pas le tableau, vous allez nous le rappeler –, vous êtes au cœur, de surcroît dans cette période de crise que nous avons traversée, de cette stratégie de réindustrialisation française. La question est là aussi : faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? Fait-on ce qu'il faut ? Les instruments qui ont été mis en place vont-ils assez loin ? J'ai lu dans une interview de Michel Barnier qu'il est favorable à l'idée d'une Caisse des Dépôts européenne. Il a en tout cas parlé d'un livret européen, qui permettrait de mobiliser l'argent. Il serait peut-être géré par une Caisse des Dépôts européenne ?

'' En France, pour que les choses bougent, on a besoin que l'Etat rassemble tous les acteurs vers un cap.

Charles BEIGBEDER

Augustin de ROMANET

Merci, Philippe. Faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? La réponse est « oui ». Je vais essayer, après une brève introduction, d'évoquer trois points : l'industrie est le principal levier de la croissance à long terme ; les initiatives européennes, notamment dans le cadre de la stratégie 2020, me semblent pouvoir être éventuellement renforcées et complétées sur certains points ; j'évoquerai enfin la problématique de l'investissement à long terme.

Faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? Les chiffres sont là. Dans l'Union européenne, l'industrie a perdu trois points de PIB. En France, elle en a perdu six. En Allemagne, c'est stable depuis dix ans, à 30 % du PIB. En France, nous sommes passés de 22 à 16 %, comme les Anglais, et Pervenche Berès a bien montré, dans son pré-rapport, que la crise économique avait accentué cette tendance.

D'abord, l'industrie est le principal vecteur de croissance à long terme. 85 % de la R & D des entreprises françaises sont réalisés dans l'industrie. C'est l'industrie qui permet de générer des services aux entreprises et c'est elle qui tire l'exportation, puisque 80 % des ventes de biens à l'étranger sont faites par elle. Se tourner vers les services ne permet pas d'éviter les délocalisations, car les services marketing et financiers sont, chacun le sait, tout à fait délocalisables. Enfin, les économistes dans leur ensemble s'accordent pour dire qu'un pays trop tourné vers les services est condamné à une croissance faible.

La politique industrielle ne doit donc pas s'entendre comme une politique de l'arsenal ou du colbertisme, dans le mauvais sens du terme. L'objectif est de conserver les centres de décision et les bureaux d'étude en Europe car chacun sait que d'un point de vue opérationnel, les processus les plus sensibles sont près des centres de décisions. Une entreprise, même mondiale, a toujours une nationalité. Il faut par ailleurs veiller à conserver les chaînes d'assemblage pour garder un minimum de pression sur les sous-traitants étrangers, en cas de pression sur les coûts, et pour conserver de la valeur ajoutée. L'exemple d'entreprises qui ont des usines sans recherche montre que ces usines, quelles qu'elles soient, ont un avenir très compromis. Je renvoie, pour ceux qui le connaissent, au cas d'IBM, qui avait dix-sept usines dans le monde, il y a encore dix ans, et qui en a fermé seize. Cet exemple illustre le problème des usines sans recherche.

Ce constat n'est pas uniquement français. Peter Mandelson, l'ancien Commissaire britannique, disait, en parlant de l'Angleterre, « *notre activisme industriel vise à donner des avantages comparatifs au pays, donc nous avons besoin de conserver une industrie.* » Les Etats ont en effet repris conscience de leurs responsabilités dans ce domaine, depuis quelques années.

Deuxième point, je crois que l'Europe doit fortement se mobiliser pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Il y a dix ans, elle s'était fixé l'objectif de réaliser de grands programmes industriels. A ce jour, on n'en compte malheureusement que deux, Galileo, avec le GPS européen, et SESAR, avec le ciel européen. Sans doute faut-il aller plus loin. L'Europe, à juste titre, promeut la recherche. A ce titre, le crédit impôts-recherche, que nous avons mis en place depuis quelques années, doit être salué, parce qu'il permet la relocalisation de laboratoires de recherche dans notre pays.

**85 % de la R & D des entreprises françaises sont réalisés dans l'industrie.
Se tourner vers les services ne permet pas d'éviter les délocalisations.**

Augustin de ROMANET



De gauche à droite : Augustin de ROMANET, Jean-François DEHECQ, Charles BEIGBEDER

Je crois que dans une stratégie européenne, il faut mettre l'accent sur le système éducatif. Une entreprise comme l'Aérospatiale recrute 12 000 ingénieurs par an. Il n'y a que 9 000 candidats qui viennent d'Europe. Il faut rediriger les ingénieurs vers l'industrie et peut-être les distraire un peu de la finance.

Il s'agit par ailleurs, dans le marché intérieur, d'être très attentifs aux questions de propriété intellectuelle. Nous avons mis en place, à la Caisse des Dépôts, un fonds-brevets de 100 millions d'euros, que nous allons gérer dans le cadre du grand emprunt. Nous sommes en train de travailler, avec la Banque européenne d'investissement et la Commission, pour créer un fonds européen des brevets, sur le modèle, pour les initiés, du fonds d'infrastructures Marguerite.

Nous avons également besoin d'améliorer les infrastructures de transports dans les pays européens. C'est justement la raison pour laquelle, avec six banques d'investissement européennes et la Commission européenne, nous avons levé 750 millions d'euros, dans le fonds Marguerite, qui a pour objectif de contribuer à des réseaux de transports, à des réseaux d'énergie et à des implantations d'énergies renouvelables dans les 27 pays de l'Union. Ce fonds d'infrastructures, créé il y a quatre mois, et localisé à Paris, a vocation à être une plateforme pour les grands investisseurs d'infrastructures dans le monde. Je ne développe pas.

Sans être exhaustif sur l'Europe, je souhaite signaler une suggestion opportune présentée par Louis Gallois, dans un remarquable article sur la politique industrielle dans la revue *Commentaire* de l'été 2010. Il y attire l'attention sur la problématique de la politique de la concurrence européenne qui, de temps à autre, peut être défavorable à l'industrie. Souvenez-vous de Pechiney et Alcan, de Schneider et Legrand, d'Aérospatiale et Havilland. A chaque fois, nous avons vu des occasions ratées et des emplois détruits. Louis Gallois propose une procédure d'appel, devant le Conseil de l'Union européenne, pour permettre éventuellement que la rudesse de l'intégrisme de la concurrence se marie avec le pragmatisme de la volonté d'une politique industrielle.

Dernier point, il me semble que dans la stratégie 2020 de l'Union européenne, la place faite à l'investissement de long terme pourrait être accrue. Comme le temps presse, je me contenterai de parler de l'idée exprimée ce matin par Michel Barnier dans *La Tribune*, sur la création d'un livret d'épargne européen, et de l'idée que l'on puisse éventuellement accroître les moyens du Fonds stratégique d'investissement en France et l'étendre à d'autres pays européens. Toutes ces idées sont cruciales. Pourquoi ? La crise que nous avons connue est une crise de l'endettement. Nous avons besoin d'une économie de fonds propres.

Songez, et je terminerai par là, que la durée moyenne de détention d'une action dans le monde est à présent de sept mois. Il y a dix ans, elle était de sept ans. Comment voulez-vous qu'un chef d'entreprise puisse prendre le temps d'innover, d'exporter, de créer des emplois et de réfléchir à long terme, comme le disait opportunément Jean-François Roubaud, s'il est obligé d'aller draguer les analystes financiers à longueur de journée pour être sûr qu'ils ne quittent pas le capital de son entreprise ? C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'investisseurs de long terme. C'est d'ailleurs une figure qui fait un peu florès,

Une entreprise comme l'Aérospatiale recrute 12 000 ingénieurs par an. Il n'y a que 9 000 candidats qui viennent d'Europe.

Augustin de ROMANET

Comment voulez-vous qu'un chef d'entreprise puisse prendre le temps d'innover, d'exporter, de créer des emplois et de réfléchir à long terme s'il est obligé d'aller draguer les analystes financiers à longueur de journée ?

Augustin de ROMANET

puisque vous observerez que même Albert Frère, ce matin, se flatte d'être un investisseur de long terme et d'accompagner les chefs d'entreprise dans leurs réflexions sur la création de richesses.

Après les remerciements que je ferai à Noëlle Lenoir et à la Commission européenne pour avoir organisé ce colloque et pour avoir posé cette très bonne question, je me permettrai de faire une petite suggestion. Il s'agirait peut-être de prendre davantage conscience que dans la guerre économique mondiale que nous connaissons, la guerre des fonds propres a commencé. Dans cinq ans, les fonds souverains représenteront 15 000 milliards de dollars, alors que le PIB mondial n'est que de 50 000 milliards de dollars. L'enjeu est donc d'attirer ces fonds souverains pour investir en Europe. Pour ce faire, il faut créer des infrastructures d'investisseurs – le fonds Marguerite, le fonds Inframed, le Fonds stratégique d'investissement et d'autres –. Il faut peut-être aussi drainer l'épargne longue des Européens, en reprenant les idées de Michel Barnier. Dans cette perspective, nous pourrions essayer de conjurer le pessimisme qui naît lorsqu'on se penche sur notre industrie. Merci de votre attention.

Philippe MABILLE

Merci. Si je peux me permettre une question, dans la création du FSI, il y avait l'idée d'apporter les participations de la Caisse des Dépôts et d'avoir plus de mobilité. C'est là que cela devient un peu plus compliqué, quand il faut vendre pour acheter et quand il faut prendre des décisions stratégiques. Par ailleurs, l'Etat actionnaire, avec l'Agence des participations de l'Etat (APE), s'est doté d'un nouveau dispositif et d'un nouveau directeur, qui a vocation à piloter les participations de l'Etat de façon stratégique et large, en incluant ou non le FSI – ce n'est pas forcément très clair. Pouvez-vous nous expliquer comment tout cela va se mettre en musique, dans cette perspective de réindustrialisation et de développement économique ?

Augustin de ROMANET

Je crois que la mise en musique a commencé il y a dix-huit mois et qu'il n'y a aucun changement de la feuille de route. Je parle sous le contrôle de Jean-François Dehecq, qui préside le Comité d'orientation stratégique du FSI. Nous avons une feuille de route depuis dix-huit mois et elle n'est pas changée d'un iota. La réalité est que le FSI doit accompagner le plus possible le développement d'industries critiques et stabiliser le capital d'entreprises qui en ont besoin. La feuille de route du FSI est donc parfaitement claire. Le gouvernement a mis à la tête de l'Agence des participations de l'Etat quelqu'un qui a une expérience de l'industrie. Il s'agit d'avoir une administration qui soit davantage en mesure de faire des arbitrages et d'imposer son autorité auprès de certaines entreprises publiques, dont l'harmonie n'est pas toujours spontanée. La relation entre l'Etat et le FSI est structurellement de qualité, puisque l'Etat est représenté au conseil d'administration. C'est celui-ci, et lui seul, qui trouve les voies et les moyens pour appliquer une feuille de route qui a été fixée par le Président de la République il y a dix-huit mois et qui n'a pas été changée.

Philippe MABILLE

A terme, quelle taille pourrait atteindre le FSI ?

Augustin de ROMANET

Le FSI n'est pas un instrument de pouvoir. Je ne m'estimerai pas content au motif que le FSI a doublé ou triplé de taille. Le FSI rendra les services que la Nation attend de lui. Si, dans quelques années, on s'aperçoit qu'il est utile, on pourra lui apporter des moyens nouveaux. Cela dépendra du jugement qui sera porté sur lui.

Je veux attirer l'attention sur le fait que les ressources d'épargne existent dans ce pays. Imaginez-vous que les dépôts des livrets privilégiés – livret A, livret bleu, livret d'épargne populaire, CODEVI – représentent 200 milliards d'euros de dépôts très stables. Ces dépôts sont consacrés majoritairement au logement social, et de façon très importante au placement de liquidités, afin de garantir la possibilité de redonner l'argent aux épargnants. En outre, depuis un an une partie est collectée directement par les banques. Cette question sera remise sur le métier du Parlement à la fin de l'année 2011, puisqu'il discutera avec le gouvernement du régime définitif de la centralisation des fonds d'épargne. Dans la mesure où l'épargne populaire, défiscalisée, bénéficie de privilèges, je considère que c'est un bien public. Lorsqu'il y a un bien public, la collectivité publique a le droit d'en contrôler l'affectation.

Philippe MABILLE

Merci pour ces précisions. Maintenant, nous allons entendre Jean-François Dehecq. Vous êtes présent à peu près partout, notamment aux Etats généraux de l'Industrie, dont vous avez présidé le comité national. On a vu toutes les annonces qui ont été faites. En même temps, il y a une certaine déception depuis lors. On se demande si cela se met réellement en place. Il est tellement complexe d'arbitrer, de prendre des décisions autour du territoire. Par ailleurs, vous avez entendu tout ce qui a été dit précédemment.

Jean-François DEHECQ

Oui. C'est bien de parler d'économie, mais à quoi sert l'économie ? J'ai passé ma vie à bâtir Sanofi. A l'origine, nous étions sept. Une entreprise sert d'abord à faire vivre des femmes et des hommes. Pour cela, il faut gagner beaucoup d'argent. Quand je l'ai quittée, après 37 ans, il y avait environ 115 000 personnes. On peut faire tous les grands discours que l'on veut, c'est dans l'immédiat, et non en 2020, que se pose le problème de l'emploi pour l'immense majorité des chômeurs que comptent la France et l'Europe. A l'origine des Etats généraux, il y a une interrogation : peut-on faire de l'industrie en laissant de côté les partenaires sociaux ? Suffit-il que les grands patrons discutent avec l'Etat pour bâtir une politique industrielle ? On a répondu « non », et qu'il fallait mettre ensemble l'Etat à travers l'administration, les industriels, à travers toute une série de fédérations – en n'allant pas simplement chercher les grands chefs de l'industrie mais surtout les hommes et femmes qui font vivre l'industrie dans le pays – et les partenaires sociaux. On a commencé en pensant qu'on serait 400, on a fini par avoir 4 500 personnes mobilisées dans toute la France. Finalement, 180 groupes de travail se sont réunis, qui ont produit 7 000 pages ainsi que de nombreuses recommandations, dont le compte rendu de Louis Gallois donne l'essentiel.

Les dépôts des livrets privilégiés représentent 200 milliards d'euros de dépôts très stables.

Augustin de ROMANET

Une entreprise sert d'abord à faire vivre des femmes et des hommes. Pour cela, il faut gagner beaucoup d'argent.

Jean-François DEHECQ

Je vous conseille de lire le compte rendu des Etats généraux de l'Industrie : vous y verrez ce qu'on en a sorti et les recommandations qu'a retenues le Président de la République, donc ce qu'on va essayer de mettre en œuvre. Vous y trouverez aussi, en annexe, tous les discours des différents partenaires. En effet, on n'a pas cherché le consensus, cela aurait été stupide, mais plutôt des convergences. C'est ce travail qui nous a conduits à dire que l'industrie est tellement importante qu'il faut s'y remettre.

« Pourquoi avoir peur de l'industrie ? » Il ne faut jamais avoir peur, quel que soit le domaine. L'industrie est d'abord ce qui structure la cohésion sociale dans un pays. Il faut regarder ce qu'elle représente en termes de structuration. C'est vrai pour un pays et c'est vrai pour l'Europe. Il y a le problème de l'emploi, sur lequel je ne reviendrai pas. Il y a aussi toute la politique de formation et d'éducation, qui devrait être liée à la politique de l'emploi. Tous les grands progrès sociétaux et sociaux, depuis un siècle et demi, sont nés dans l'industrie et s'y sont développés, parce que l'industrie est un endroit où les gens sont rassemblés. Les individus ne sont pas disséminés sur un territoire. Les gens vivent collectivement, ils ont donc beaucoup à apporter dans ce domaine. Sur la recherche et l'innovation, Augustin de Romanet a cité nos chiffres.

Il y a encore autre chose. L'image d'un pays, à l'intérieur comme à l'extérieur, donc l'image de l'Europe, si elle se fait un jour, est l'image de ce qu'elle produit. Ce n'est pas le fait d'avoir les plus brillants artistes de la spéculation immobilière ou de la spéculation financière. C'est parce que l'on produit tel bateau, tel train, telle centrale nucléaire, et cetera. La fierté du pays naît des choses qu'il produit. La visibilité du pays, à l'extérieur, naît de ce qu'il produit. D'où l'importance centrale de l'industrie.

Les Etats généraux ont représenté un travail superbe et énorme. On a veillé à ce que tout le monde puisse être représenté. Imaginez ce qu'implique la nomination d'une conférence nationale de l'industrie. Comment fait-on pour nommer ses membres ? Il y a les représentants de l'Etat – il y a beaucoup de Ministres et de délégués de quantité de choses –, les partenaires industriels, avec quinze représentants, les partenaires sociaux, à raison de deux personnes par syndicat représentatif, des députés, des sénateurs, un député européen et des personnalités qualifiées. Dans un pays comme la France, il a fallu trois ou quatre mois pour arriver à nous entendre, et aplanir, par exemple, les querelles entre ministères. Il y a en effet de l'industrie partout, au Ministère des Transports, au Ministère de l'Industrie, au Ministère de l'Environnement, et cetera. Le décret qui a institutionnalisé définitivement cette conférence nationale a été signé par le Premier Ministre et par neuf Ministres. Cela prouve à quel point c'est compliqué.

Nous avons donc pris du temps, mais maintenant, nous passons à l'acte. Cela nous paraît important parce qu'au fond, l'exercice Europe 2020 auquel j'ai participé, parvient, en plus simple, aux résultats des Etats généraux. Il aurait fallu faire des Etats généraux en Europe, mais rien qu'en France, cela représente déjà 7 000 pages de propositions et 1 200 propositions concrètes. Au niveau européen, il y aurait eu 80 000 pages, et personne n'aurait été capable de les traiter. Il y a un gros travail, mais il faut le faire. 2020 va mettre en place des choses. Ensuite, il faut y aller.

|| L'image d'un pays, à l'intérieur comme à l'extérieur, donc l'image de l'Europe, si elle se fait un jour, est l'image de ce qu'elle produit.

Jean-François DEHECQ

Vous parlez de déception. J'espère qu'elle ne va pas perdurer. On a installé la Conférence nationale de l'industrie. Avant-hier, on a installé les douze comités stratégiques de filières, celles que l'on estime prioritaires en France. Vous pouvez lire le décret du 2 juin 2010. Avec ces filières, on va remobiliser 4 000 à 5 000 personnes en France. Il s'agira de tous ceux qui bougent, notamment au niveau territorial, car le problème de l'emploi est un problème de bassins d'emploi. Ce n'est pas le problème de la France, de la région ou de l'Europe. Le problème est celui-ci : bassin d'emploi par bassin d'emploi, que sait-on faire et comment peut-on bouger ? En faisant circuler les gens et en envoyant les Portugais travailler en Norvège et inversement, on ne ferait que complexifier l'énorme problème social que l'on a avec le vieillissement de la population. Quand vous éparpillez les gens, vous devez construire des mouiroirs supplémentaires pour les vieux. On a donc intérêt à faire en sorte que le tissu social existe, car il est au moins aussi important que l'économie.

“ L'Éducation nationale ne forme plus, l'enseignement technique est mort. On a des « causeux », mais on n'a plus de « faiseux ».

Jean-François DEHECQ

On regardera aussi la recherche et l'innovation. Pour la formation, en effet, il faut de l'adéquation. Il est apparu, durant ces Etats généraux, qu'il n'y a plus de CAP, de brevets industriels et il n'y a plus d'ingénieurs qui soient des « faiseux ». Il n'y a donc plus personne formé pour l'industrie. L'Éducation nationale ne forme plus, l'enseignement technique est mort. On a des « causeux », mais on n'a plus de « faiseux ». Il faut donc en remettre. J'en parle, car me suis longuement occupé du CNAM et des Arts et Métiers, où j'ai essayé de faire des ingénieurs qui aient le courage d'aller travailler dans des usines.

Ensuite, il faut regarder le financement industriel. C'est un désastre. Outre les tendances citées par Augustin de Romanet, il faut savoir qu'entre 2000 et 2009, 300 milliards d'actifs des compagnies d'assurances, auparavant investis dans les entreprises, ont été investis ailleurs. Il y a donc 300 milliards de moins dans l'industrie. Les banques n'investissent plus dans l'industrie et les compagnies d'assurances non plus, pour des raisons d'ailleurs liées à diverses contraintes. Le financement de l'industrie est donc un vrai sujet. L'Observatoire du financement de l'industrie va examiner tous les ans ce qui impacte et empoisonne la vie des industriels, à la fois le stock et le flux des réglementations. La Conférence nationale de l'industrie donnera son avis.

On nous a aussi demandé, compte tenu de l'importance des moyens budgétaires, territoriaux et nationaux, d'établir tous les ans le bilan des dispositifs d'aide existants et de porter un avis sur leur efficacité, y compris le crédit d'impôt recherche.

La mise en route de tout cela sera un peu compliquée, mais les choses sont à présent institutionnalisées, avec une feuille de route claire. On nous demande un rapport public annuel sur l'ensemble de nos travaux : s'il est bref et percutant, cela aura plus d'effet que des rapports qui finissent au placard. Voilà ce qu'on essaie faire. Vous êtes peut-être déçus, mais j'espère que vous ne le serez pas éternellement.

Philippe MABILLE

J'ai deux questions. Quand les médias parlent de l'industrie, en général, c'est qu'il y a une mauvaise nouvelle. Quand une usine ferme, tout le monde s'émeut – le Maire, le Président de Région, le Préfet, les Ministres, et cetera – et tout le monde se mobilise. Ne devrait-on pas parler de l'industrie différemment ? Vous le faites, bien sûr, mais je vais prendre un exemple. Prenons l'automobile, qui a été au cœur de la crise qu'on vient de traverser. En Allemagne, il y a trois sous-traitants automobiles. En France, il y en a 150. Le FSI peut d'ailleurs être amené à intervenir. Une des conséquences concrètes des Etats généraux est la création du médiateur de la sous-traitance. Est-ce que, dans la mise en place de l'écosystème de l'industrie, il n'existerait pas un moyen, entre le financement et l'organisation, de restructurer les filières ?

Jean-François DEHECQ

Une « semaine de l'industrie » va avoir lieu. On va parler de l'industrie, surtout aux jeunes. Les filières font le point sur ce qui se passe et proposent des restructurations. Tout cela est acté. Le problème est qu'on ne peut parler que lorsqu'on a fait quelque chose. Dans mon entreprise, pendant 37 ans, j'ai seulement parlé lorsque j'avais fait des choses. Lorsque je pensais que je devais en faire, je me taisais. Dans le cadre de la Conférence nationale de l'industrie et des Etats généraux, j'ai peut-être refusé 25 demandes d'interviews, parce que « causer » ne sert à rien. Quand on aura commencé à faire quelque chose et qu'on pourra publier une cartographie de l'industrie française – dans un an, j'espère –, alors on parlera. Il faut arrêter de « causer », il faut agir.

Philippe MABILLE

C'est justement ma deuxième question. A quoi ressemblera l'industrie française en 2020 ?

Jean-François DEHECQ

Elle a énormément d'atouts, mais elle ne peut pas tout faire partout et en même temps. Il faut donc gérer la décroissance d'un certain nombre de secteurs et aider la croissance des autres. Cependant, il faut l'aider à une seule condition, que cela serve à faire de l'emploi. Il faut faire de la recherche et de l'innovation à une seule condition. On ne peut pas dépenser autant, y compris avec le crédit d'impôt recherche, si l'on n'est pas à peu près sûr que cela crée de l'emploi. Il faut donc mettre cette composante sociale au cœur du système. Ce qui est peut-être nouveau, avec l'Agenda 2020, c'est le fameux « inclusif », dont on ne sait pas très bien ce qu'il recouvre. Certes, la prise en compte du problème social, du problème de l'emploi, est nouvelle. Mais si on l'envisage seulement au niveau de l'Europe, on peut en parler pendant des années. C'est au niveau des bassins d'emploi qu'il faut agir. Si l'on ne fait pas ce travail avec Europe 2020, il y aura un problème en 2030. C'est donc un vrai sujet. Il faut donc se mettre à faire des choses concrètes, que ce soit en France ou en Europe. Merci.

Philippe MABILLE

Merci, Jean-François Dehecq. Nous allons maintenant écouter Jean-Pierre Audy. Vous êtes député européen. Je vous pose la même question, « faut-il avoir peur de la désindustrialisation ? »

II C'est au niveau des bassins d'emploi qu'il faut agir. Si l'on ne fait pas ce travail avec Europe 2020, il y aura un problème en 2030.

Jean-François DEHECQ

Jean-Pierre AUDY

Bien sûr, je partage les craintes sur la désindustrialisation. Le chef de l'Etat l'a souvent dit. Nous sommes dans une fin de cycle. Au niveau planétaire, et c'est une bonne nouvelle, tout le monde considère, que ce soit en Chine communiste ou dans des régimes plus ou moins libéraux, que l'économie de marché est le moyen le plus sûr pour créer des richesses, au bénéfice des habitants.

Cependant, nous mettons beaucoup de temps à comprendre que nos nations sont devenues petites et que l'Union européenne elle-même est en train de devenir un petit continent. Il y a donc urgence à prendre conscience que nous devons mieux écrire notre avenir. Europe 2020 est une feuille de route. Cependant, je crois que nous n'avons pas assez tiré les leçons de l'échec de la précédente stratégie, celle de Lisbonne. Disons tout de suite que nous avons échoué parce qu'il n'y a pas eu d'entente entre l'Union européenne et les Etats membres.

La question est structurelle. Les Etats membres ne sont pas des filiales de l'Union européenne. Ce sont au contraire les Etats membres qui ont l'Union européenne comme structure d'action en commun. L'Union européenne n'est pas une société anonyme, c'est un GIE (Groupement d'intérêt économique). 140 milliards d'euros rentrent le premier janvier et à la fin de l'année, il n'y a plus rien. Il n'y a pas de fonds propres. L'Union est une structure de moyens. Sans les Etats membres, l'Union européenne peut donc écrire ce qu'elle voudra. Nous avons d'ailleurs questionné le président Barroso à ce propos. Et en tant que parlementaire, je n'ai pas aujourd'hui l'assurance politique que cette stratégie va davantage réussir que la précédente, parce que nous ne savons pas si les Etats membres obéiront.

Nous avons vu en Grèce ce qui se produit dans toutes les situations d'urgence. Les gouvernements font du bon travail, mais il y a aussi du communautaire, de l'intergouvernemental et du national. Aujourd'hui, tout un ensemble d'instruments est utilisé, mais il faut absolument que l'on structure nos politiques.

Je voudrais également rappeler que depuis les élections de juin 2009, nous avons un nouveau Parlement et une nouvelle Commission, très différente de celle de la précédente mandature. On parle du marché intérieur. Or Michel Barnier est très différent de Charlie McCreevy, comme Dacian Cioloș est très différent de Madame Fischer Boel. La Commission européenne est beaucoup moins pro-libérale que la précédente. Au Parlement européen, pour les votes, nous arrivons aujourd'hui à trouver des majorités politiques pour promouvoir une Europe qui agit et qui protège. La situation s'est inversée : jusqu'à présent, l'Union européenne s'est beaucoup intéressée aux consommateurs, mais petit à petit, des majorités se constituent pour s'intéresser aux producteurs. Se pose donc la question de l'industrie.

Je conclurai ce premier propos en vous disant qu'il faut regarder les choses à l'échelle du continent. Comment allons-nous l'administrer ? D'abord, il faut absolument que nous examinions le fonctionnement de notre continent, notamment au regard de la sphère publique. Nous avons 27 armées, nous n'avons plus d'ennemi. Nous avons une union douanière, mais 27 administrations. Michel

“ Les Etats membres ne sont pas des filiales de l'Union européenne. Ce sont au contraire les Etats membres qui ont l'Union européenne comme structure d'action en commun.

Jean-Pierre AUDY

“ La Commission européenne est beaucoup moins pro-libérale que la précédente.

Jean-Pierre AUDY

II L'Union européenne n'a pas le droit d'emprunter, mais le moment est venu de réfléchir, avec nos ingénieurs financiers et la Banque européenne d'investissement.

Jean-Pierre AUDY

Barnier a fait une proposition extrêmement intéressante, sur laquelle nous sommes à peu près tous d'accord – encore faut-il un consensus politique. Il s'agit de l'idée de mutualiser la recherche. Il ne s'agit pas d'augmenter les prélèvements publics, il s'agit de davantage communautariser une vraie politique européenne de recherche, qui sera un élément indispensable pour le bon fonctionnement du marché intérieur et pour la croissance. Voilà pour le fonctionnement.

Il y a un deuxième point sur lequel il faut absolument travailler, en termes de consensus politique : c'est l'investissement. Cela a été dit, nous n'investissons pas assez suffisamment. L'Union européenne n'investit que très peu, environ 10 à 20 milliards par an. Nous avons donc proposé un grand plan d'investissement de 1 000 milliards sur les dix prochaines années. Ce plan d'investissement manque cruellement à l'Agenda 2020.

Dans des instances diverses et variées, nous avons travaillé sur ces sujets. J'ai été heureux que dans son discours sur l'état de l'Union, le président Barroso mette sur la table l'idée des euro-obligations. L'Union européenne n'a pas le droit d'emprunter, mais le moment est venu de réfléchir, avec nos ingénieurs financiers et la Banque européenne d'investissement, à la manière de faire de l'*engineering* financier pour avoir un grand plan d'investissement sur nos infrastructures, les nouvelles technologies ou le transport. Dans ce dernier domaine, nous investissons aujourd'hui huit à dix milliards par an. Les besoins estimés sont, selon le Parlement européen, de 600 milliards.

Nous sommes aussi très loin du compte pour l'énergie, l'espace ou l'eau. Il est impossible de trouver trois milliards pour Galileo. Comment allons-nous financer ITER ? Est-ce du niveau de nos responsabilités d'Européens ? L'investissement est un problème crucial. Je crois qu'il faut qu'on travaille sur l'idée que nous devons faire des investissements massifs, qui soient un peu un copier-coller de ce que fait la France avec le grand emprunt, mais à l'échelle de l'Union européenne.

Je terminerai par une comparaison avec la Chine, parce que je vois mon ami Weber, avec qui j'ai récemment participé à une visite de délégation parlementaire dans ce pays. J'ai posé une question à des universitaires chinois : « *Quand on compare la Chine et l'Union européenne, vous n'avez aucune économie de marché et nous avons l'économie de marché. Vous n'avez aucun dialogue social dans les entreprises et nous avons ce dialogue social. Vous n'avez pas la démocratie, nous l'avons. Chez vous, cela marche, et chez nous, cela ne marche pas.* » Je caricature. Je veux dire par là que les pays évoluent. En Chine, les grèves commencent. On voit bien que ce pays évolue également vers la démocratie. Nous, dans l'Union européenne, avons tous nos atouts en main. Nos structures politiques sont prêtes à trouver des majorités politiques pour une Union qui protège et qui agit. A nous, maintenant, de mettre toutes ces pierres les unes sur les autres, pour bâtir – sur la base d'Europe 2020, qui est un très bon papier – une vraie stratégie, afin que l'Union européenne garde son rang économique, bien sûr social et politique dans le monde.

Philippe MABILLE

Merci beaucoup. Pervenche Berès, vous êtes aussi députée européenne, de l'autre bord. Comment réagissez-vous à tout ce qui a été dit ? Il y a par exemple la question de l'investissement, il n'y a pas d'argent. Cela va donc dépendre

d'une capacité de mutualisation d'un certain nombre d'investissements dans tel ou tel secteur, on voit qu'on ne peut pas tout financer...

Pervenche BERÈS

Merci d'abord pour cette occasion de faire le point sur ce qu'on doit faire à l'échelle européenne et en France. Vous l'avez dit, il n'y a pas, dans la définition de la stratégie 2020, les outils financiers de l'ambition affichée. C'est l'une des grandes critiques que l'on peut faire de ce document.

Je pense qu'un des enjeux de cette table ronde est aussi de regarder comment répondre au défi qui est devant nous. Dans ce cadre, je remercie les organisateurs de nous avoir posé la question de cette table ronde, « *faut-il avoir peur de la désindustrialisation ?* ». Nous pouvons tous commencer notre intervention en répondant « *oui* ». Nous ne pouvons pas accepter la désindustrialisation. Il faut commencer par l'objectif de la stratégie 2020. Si l'on veut la réussir, il faut poser la question de la désindustrialisation. Sinon, cela ne sert à rien de vouloir mettre en œuvre cette stratégie.

Du coup, j'ai parfois l'impression qu'on devrait retourner sur les bancs de l'école parce qu'on nous y apprenait que l'agriculture, c'était fini, et que l'industrie, c'était encore à peu près ça, mais que cela allait disparaître. Finalement, tout l'avenir de l'économie était dans les services. Cependant, on ne disait pas que certains services sont fortement créateurs de valeur ajoutée – mais sont dangereux, s'ils sont sans accroche – et que les autres ne sont pas créateurs de valeur ajoutée dans la même proportion que l'industrie. Or l'objectif principal de l'activité économique est de faire vivre les femmes et les hommes d'un pays, d'un continent ou de la planète. On a donc besoin de valeur ajoutée et nous en revenons à la question de la croissance et à la question de l'industrie.

|| La première condition sine qua non est de définir le type de croissance, à savoir une croissance créatrice d'emplois et non polluante.

Pervenche BERÈS

Je pense que nous ne pouvons pas accepter de rentrer dans ce débat sans poser au préalable deux conditions. Personne ne peut aujourd'hui, après la crise que nous avons connue, redevenir un ayatollah de la croissance sans conditions. La première condition *sine qua non* est de définir le type de croissance, à savoir une croissance créatrice d'emplois et non polluante. C'est absolument indispensable de le rappeler à chaque fois.

En outre, la création de richesses sans redistribution, sans solidarité, nous mène exactement là où nous en sommes aujourd'hui, avec l'explosion de la crise que nous avons connue. Il faut y revenir, car je crois que cette crise n'est pas l'effet d'un battement d'aile de papillon, le décrochement des subprimes aux Etats-Unis. Elle est le résultat d'un cycle qui s'est ouvert il y a trente ans, avec le décrochage entre la création de la valeur ajoutée par les marchés financiers – c'est ce qu'on a dit pendant des années sur la financiarisation de l'économie – et les besoins réels des pays, que ce soit en termes d'emplois ou d'industrie.

Il faut rappeler cet élément de contexte, faute de quoi on recommencera comme avant. On va dire « *il y a de la croissance et de l'investissement, donc c'est bon* ». Non, ce n'est pas bon dans n'importe quelles conditions. C'est bon uniquement si cela correspond à nos objectifs à long terme : moins de dépendance énergétique, plus de respect de l'environnement, lutte contre le changement climatique et



De gauche à droite : Jean-Pierre AUDY, Henri WEBER, Pervenche BERÈS

redistribution de solidarité. C'est pour cela que dans le rapport que j'ai mis sur la table au titre de la commission spéciale sur la crise du Parlement européen – et qui ne restera sûrement pas comme cela –, je demande une stratégie en termes d'investissement et de solidarité.

Cependant, une fois que l'on a dit qu'il faut réindustrialiser, comment fait-on ? Il faut regarder trois pôles. Le premier est ce formidable espace d'investissements qui s'ouvre devant nous, en termes d'investissements publics et privés, pour remplir nos objectifs, afin de faire de l'Union européenne un espace qui soit plus compétitif et qui soit aussi un espace vert, en cohérence avec une stratégie de développement durable et d'indépendance énergétique. Cela ne se fera pas tout seul. Il faut de la Recherche & Développement, de l'industrie et des investissements très lourds. Je pense, Monsieur Dehecq, que vous avez dû aborder ces questions dans vos travaux, mais il faut aussi les poser au niveau européen.

Il y a aussi la question de la réorganisation d'industries dont nous n'aurons plus besoin dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Je pense évidemment à l'industrie automobile. Je ne dis pas cela parce que je n'ai pas de voiture, mais parce que si l'on est cohérent, la place de la voiture dans la société doit être posée. Demain, il faudra privilégier les transports en commun par rapport à la voiture individuelle. Il n'est pas vrai que tout sera parfait parce que la voiture individuelle deviendra électrique : une voiture électrique consomme quand même beaucoup d'énergie. Peut-être que si elle est totalement nucléaire, elle sera propre, mais ce n'est pas aussi simple. Derrière ce segment de la politique industrielle se pose donc, au fond, la question du modèle de croissance que nous voulons et de notre cohérence par rapport à cela.

Le troisième aspect est lié à tout ce que l'on dit lorsqu'on parle d'innovation, qui est un champ très vaste. Cela correspond à de nouveaux besoins, de nouvelles demandes. Cela représente un chantier absolument formidable pour des créations d'industries et de PME, pour l'innovation et pour la recherche, que ce soit dans le domaine de la mode ou dans celui du design, dans le cadre d'une société de consommation un peu différente. A l'échelle européenne, il faut mobiliser des outils qui, jusqu'à présent, ne l'ont pas été. Un débat sur la politique industrielle commence à émerger. Je crois qu'il faut encore travailler pour convaincre qu'à l'échelle européenne, une politique industrielle ne peut pas se résumer à une politique de la concurrence et qu'il faut avoir une attitude plus proactive. Dans le rapport que j'ai mis sur la table, je pointe au moins cinq ou six chantiers pour lesquels l'action d'une puissance publique européenne trouverait sa légitimité, que ce soit l'interconnexion des réseaux, le haut débit ou l'éolien. Beaucoup de choses se font, mais sans la puissance que pourrait apporter une action européenne concertée.

Je dirai un dernier mot, sur la mobilité et sur le patriotisme économique. Sur la mobilité, on était depuis trente ans dans un cycle où ce qui comptait, c'était l'optimisation du retour sur investissement. Pour cette raison, la question des bassins d'emplois a été posée de manière malhonnête. C'est pour cela que j'inclus dans le rapport un argument qui apparaît parfois comme une provocation, mais que je m'estime en droit d'utiliser car il provient de quelqu'un de chez Goldman Sachs.

“ Si l'on est cohérent, la place de la voiture dans la société doit être posée.

Pervenche BERÈS

“ A l'échelle européenne, une politique industrielle ne peut pas se résumer à une politique de la concurrence.

Pervenche BERÈS

Cet argument consiste à dire que la mobilité réelle, c'est celle des plus riches ou des très pauvres. Entre les deux, il y a des bassins d'emplois et de vie, qui doivent vraiment redevenir des bassins d'emplois. Si l'on veut être cohérent par rapport à nos objectifs, notamment en termes de lutte contre le réchauffement climatique, il faut que les gens ne travaillent pas trop loin de leur lieu de résidence. Cela rejoint ce que vous disiez sur l'allongement de la durée de la vie. Des gens que l'on a incités à devenir propriétaires, qui doivent aussi exercer leur solidarité intergénérationnelle, n'ont pas envie d'aller s'expatrier au fin fond de la Norvège ou même de la Suède, où malgré l'appartenance à l'Union européenne, le régime d'harmonisation de la sécurité sociale et le régime d'harmonisation fiscale sont tels que c'est un cauchemar. Je dis donc « oui » à la mobilité, mais n'en faisons pas, comme nous l'avions fait dans la stratégie de Lisbonne, l'alpha et l'oméga de la compétitivité européenne. Je pense qu'il y a une autre façon de poser cette question importante.

Je parlerai enfin du patriotisme économique. On voit bien que dans le cadre de cette mondialisation, on a besoin de penser les choses de façon plus harmonieuse, par site de production, notamment pour le site Europe. Je ne voudrais donc pas que l'on sorte de ce colloque avec l'idée que nous voulons retrouver un patriotisme économique à la française. Non. Ce pour quoi je plaide, c'est évidemment un patriotisme économique à l'échelle européenne, car c'est la dimension dont nous avons besoin, au regard de beaucoup des enjeux qui sont sur la table.

Cela suppose quand même une mobilisation des responsables politiques, qui doivent intervenir pour donner des signaux forts. Or, à ce stade, je m'inquiète de ne pas les voir toujours mobilisés. Un exemple récent illustre bien les difficultés que nous avons à organiser notre cohérence européenne : il a trait, non pas à l'industrie, mais à la finance, et en fait au financement de nos industries. Il s'agit de l'échec de la fusion entre Euronext et la Deutsche Börse. Alors que nous avons une monnaie unique, nous n'avons pas été capables de réussir la fusion des Bourses, parce qu'on a laissé les acteurs du marché intervenir seuls, en clair les fonds de pension, qui mobilisaient un capital important. Ils ont, en toute cohérence pour eux, détruit un des outils de financement de l'industrie européenne. Pour moi, c'est l'un de nos plus grands échecs collectifs et cela nous donne beaucoup de pistes sur lesquelles travailler pour sortir par le haut de la crise et ne pas en gâcher les opportunités de rebond.

Philippe MABILLE

Merci, Pervenche Berès. Sur ce dernier point, je suis complètement d'accord avec vous. Quel symbole, mais n'oublions pas que ce sont les banques françaises qui avaient vendu le capital d'Euronext, dont elles étaient propriétaires. Si Euronext s'est retrouvé livré au vent de la mondialisation, on sait donc pourquoi. Voilà un commentaire libre que s'autorise le journaliste que je suis.

Henri Weber, vous avez écouté tout le monde religieusement. Je constate que vous vous intéressez beaucoup à la Chine au sein du Parlement européen. Une des solutions, pour la réindustrialisation de l'Europe, ne serait-elle pas que les Chinois viennent investir chez nous et y fassent des usines pour vendre chez nous ?

II « Oui » à la mobilité, mais n'en faisons pas l'alpha et l'oméga de la compétitivité européenne.

Pervenche BERÈS



Henri WEBER

Bien sûr. Rassurez-vous, ils le font et ils le feront bien davantage. Ils sont en train de décrocher les contrats pour construire les autoroutes dans les pays de l'Est, évidemment sur fonds communautaires. Cependant, je ne veux pas aborder ce sujet, qui mériterait à lui seul plusieurs de nos réunions.

Pour compléter sans répéter, je voudrais dire deux choses. Quel est notre problème, au niveau européen ? C'est qu'en réalité, depuis une quinzaine d'années, nous assistons au repli de chaque Etat-nation sur son pré carré national. Chacun défend ses intérêts nationaux. Face à la globalisation, des stratégies nationales sont mises en œuvre, et dans le jargon bruxellois, ces stratégies sont dites « non-coopératives ». Dans la périphérie parisienne, on dit qu'elles sont « contradictoires ». La stratégie des Britanniques, la stratégie des Allemands, la stratégie des Français et celle des Espagnols sont des stratégies nationales. On a assisté à un repli sur le pré carré national. *I want my money back*. Tout le monde *wants his money back*. Aujourd'hui, on discute du chèque britannique. En ce moment même, alors que l'on a les problèmes budgétaires qu'on connaît, les Britanniques réclament leurs trois milliards d'euros.

Alors que tout le monde sait qu'il n'y a pas de réponse nationale aux grands défis auxquels nous sommes confrontés – vous parliez de la Chine, mais il y en a quelques autres, comme le réchauffement climatique –, comment voulez qu'on s'en sorte si les stratégies sont inappropriées ? Voilà pourquoi, comme Elie Cohen le soulignait, nous sommes depuis longtemps déjà une zone de faible croissance, de croissance molle et de chômage élevé.

Quelles sont les conséquences de cela ? Elles sont immédiates. L'excellent Barroso, au nom de la Commission européenne – la Commission européenne ! – s'est prononcé pour le financement des grands travaux d'infrastructures et des grands investissements dont on a besoin par l'émission d'obligations européennes, les *eurobonds*. *Voilà une idée qu'elle est bonne !* Il a fait même allusion à la stratégie d'Obama aux Etats-Unis. Mais que vont en dire les Allemands ou les Britanniques ? Ils vont s'y opposer. Il y a donc toutes les chances que cela reste simplement une idée, qui aura été formulée mais qui ne se traduira pas dans la réalité. Nous ferons tout pour qu'il n'en soit pas ainsi, mais du fait que chaque Etat se concentre sur sa stratégie nationale et que, pour beaucoup, des obligations seraient très utiles, alors que pour d'autres elles seraient au contraire inutiles voire nuisibles, il y a paralysie.

De même, l'excellent Barroso s'est prononcé pour une taxe sur les transactions financières, pour renforcer les ressources propres du budget de l'Union. J'imagine que nos amis de la City et les politiques britanniques, qui traduisent souvent leurs préoccupations – on a parlé du lobbying, Gauzès parlait tout à l'heure de 180 lobbyistes – vont mettre cette idée au tapis.

C'est donc le problème fondamental. Cependant, je suis optimiste, de nature et de raison, et je constate que depuis soixante ans, l'Union européenne n'avance qu'à l'occasion de crises, pour une raison simple à comprendre. Il y a aujourd'hui 27 membres, d'une extrême disparité. Lorsque tout va à peu près bien et qu'il

|| Depuis une quinzaine d'années, nous assistons au repli de chaque Etat-nation sur son pré carré national.

Henri WEBER

|| La Commission européenne s'est prononcée pour l'émission d'obligations européennes, les eurobonds.

Henri WEBER

n'y a pas de menace, c'est l'immobilisme. Pourquoi y a-t-il ce repli national ? Dans les années 90, la menace communiste a disparu, l'Union soviétique ayant imposé, et, sur le plan des idées, le néolibéralisme a triomphé. Si l'on pense que les forces du marché sont capables de s'autoréguler, pourquoi voulez-vous qu'on fasse des politiques industrielles ? C'est dans le meilleur des cas inutile, dans le pire des cas nuisible. Voilà pourquoi il y a eu cette passivité de l'Union européenne et ce repli, en conséquence, sur les Etats-nations – parce que la politique a horreur du vide.

Aujourd'hui, la situation est complètement différente. Les menaces sont revenues et elles sont redoutables. La première menace est celle de la dette souveraine. Il n'est pas exclu que dans deux ou trois ans, les Etats périphériques, comme dit Elie Cohen, soient simplement en défaut de paiement. Là, vous allez entendre les Allemands hurler de douleur, parce qu'ils ne sont pas du tout prêts à éponger ce défaut. On peut donc rentrer dans une crise majeure, la menace sur les dettes souveraines est très sérieuse. La deuxième menace est l'émergence des émergents. Vous parliez de la Chine. On peut parler de l'Inde et de quelques autres.

Par conséquent, les Européens sont acculés à bouger : l'immobilisme n'est plus possible. Ils doivent répondre, et ils le font. Cette année, face à la menace de la dette souveraine, beaucoup de mesures ont été prises. Elles sont insuffisantes, provisoires, transitoires, mais on a quand même créé l'embryon d'un Fonds monétaire européen, avec le fonds de stabilité financière. La Banque centrale européenne, contrairement à toute attente et peut-être même au Traité, s'est mise à acheter de la dette souveraine sur le second marché, à hauteur de 60 milliards de dettes grecques, portugaises et espagnoles. Le mot « gouvernement économique », gros mot que personne de bien élevé n'osait prononcer il y a seulement six mois, est devenu une évidence. On discute de son périmètre, de ses fonctions et de son architecture institutionnelle. Il y a aussi tout ce qu'a rappelé l'ami Barnier tout à l'heure, au sujet des agences de supervision, de notation et ainsi de suite. Beaucoup de choses ont donc été faites dans le sens du parachèvement de l'Union économique et monétaire.

La stratégie 2020 marque le retour indiscutable d'un certain volontarisme économique, qu'il faut pousser à la roue, parce qu'il n'y a aucune autre issue que développer des réponses au niveau continental. On parle d'une Communauté européenne de l'énergie, d'une Communauté européenne de la recherche et de l'innovation.

Surtout, la principale avancée est au niveau du financement. Dans l'Union européenne, il y a un principe de réalité. Le principe de plaisir, c'est la déclamation. Quelqu'un parlait tout à l'heure de la politique déclamatoire, ou proclamatoire. L'Union européenne est championne en proclamations. La stratégie de Lisbonne était excellente, à bien des égards, dans les textes, mais au niveau de la pratique, c'était zéro, car cela ne s'est pas traduit dans les faits. La stratégie Europe 2020 de croissance et de développement est tout à fait bonne, à bien des égards. Il y a énormément de choses dedans, mais elle n'a ni les moyens financiers, ni les moyens institutionnels suffisants à son application. C'est pour cela que le

Les Européens sont acculés à bouger : l'immobilisme n'est plus possible.

Henri WEBER

Le « gouvernement économique », gros mot que personne de bien élevé n'osait prononcer il y a seulement six mois, est devenu une évidence.

Henri WEBER

La stratégie 2020 marque le retour indiscutable d'un certain volontarisme économique.

Henri WEBER

Europe 2020 n'a ni les moyens financiers, ni les moyens institutionnels suffisants.

Henri WEBER

discours de Barroso d'avant-hier est important. Pour la première fois, il a mis le doigt sur la question du financement. Il ne dit pas « les Etats vont financer », parce qu'il sait très bien que les Etats ne cessent d'essayer de réduire le budget européen. Celui-ci est déjà en-dessous d'un pour cent du PIB européen, et laissez-moi vous dire que cela ne va pas bouger.

Il faut donc trouver d'autres sources de financement. Avec ces obligations européennes, ces taxes sur les transactions financières et quelques autres cassettes, quelque chose arrive, qui fait que l'on va peut-être pouvoir prendre au sérieux la stratégie. Les dossiers existent. Obama fait un grand plan d'investissement dans les infrastructures et dans les équipements collectifs, mais il y a 220 projets en Europe, dont plusieurs dizaines datent de la période de la présidence de Delors. Ils ne sont pas appliqués, mais ils sont excellents et très utiles socialement. Ce sont des investissements qui boosteraient la croissance. Ils ne sont pas appliqués parce qu'ils ne sont pas financés depuis dix ou quinze ans.

Si l'on retrouve le volontarisme économique, on peut, je crois, sortir de l'ornière. Je crois que dans la situation actuelle, étant donnée la gravité de ces deux menaces, les Européens trouveront un deuxième souffle.

C'est l'un des scénarios. Il y a trois scénarios pour l'Europe. Le scénario noir est celui de sa lente désagrégation. Le scénario rose est celui du second souffle. Le scénario gris est malheureusement le plus probable, comme d'habitude. C'est un scénario intermédiaire, celui du *statu quo ante* amélioré, mais dans le contexte actuel, même ce scénario gris, je ne vois pas trop comment on va le tenir. En conséquence, nous travaillons à un deuxième souffle européen, pour faire face à nos difficultés.

Philippe MABILLE

Merci, j'aime bien l'expression « deuxième souffle ». Jean-Pierre Audy, vous souhaitez intervenir.

Jean-Pierre AUDY

Simplement, sur le plan du budget, nous avons fait la proposition que l'Union européenne se dote d'une section d'investissement. Vous savez que nous n'en avons pas. Les élus locaux me comprendront. Il y a le budget de fonctionnement et le budget d'investissement. Nous ne savons pas comptabiliser et budgétiser un investissement, c'est un vrai problème. Il faut une section ou bien un fonds d'investissement. Il faut absolument que l'on règle ce problème de l'investissement, qui fait quand même consensus.

Philippe MABILLE

Augustin de Romanet, l'*eurobond* financier est-il une bonne idée ? Est-ce faisable ? Techniquement, j'imagine qu'on sait le faire, mais la question est « qui ? » Cela pose surtout, en réalité, une question politique et démocratique.

Augustin de ROMANET

A la base, il y a la volonté politique du financement. Ensuite, on peut discuter des instruments. L'*eurobond* suppose une solidarité politique extrêmement développée, une solidarité des Etats pour le rembourser. Or, comme Henri Weber

l'a opportunément dit, nous allons être confrontés, dans les années qui vont venir, à des problèmes de dettes souveraines. Ils vont être forts dans les pays périphériques voire moins périphériques. Parmi les pistes qu'il faut donc explorer – et c'est l'un des résultats de cette table ronde –, il y a le sujet du financement d'Europe 2020, qui doit être traité. Il y a la possibilité de discuter des *eurobonds*. A mon avis, le niveau d'ambitions politiques qui sous-tend cet instrument est élevé. Je dirais que c'est 6,20 mètres à la perche.

Henri WEBER

Certains les sautent.

Augustin de ROMANET

Oui, mais c'est plutôt Bubka. Il y a aussi un perchiste français. Au deuxième niveau, il y a la possibilité de drainer des investisseurs de long terme, que ce soient des fonds souverains ou, éventuellement, des fonds budgétaires fléchés vers des plateformes d'investissements. Il y a aussi la piste de l'épargne, avec l'idée de Michel Barnier, celle d'un livret d'épargne européen. En tout cas, ce n'est pas une idée qui me semble devoir être écartée *a priori* au motif qu'elle serait excessivement ambitieuse.

Philippe MABILLE

Pervenche Berès, on parle beaucoup du cas de la France, mais on a quand même vu chaque Etat faire son petit Europe 2020 dans son coin. La France n'a pas attendu Europe 2020 pour lancer le crédit d'impôt recherche, le FSI et d'autres mesures. Dans les cinq grands domaines qui ont été cités tout à l'heure, des actions sont menées dans chacun des pays. Elles sont donc financées, peut-être pas suffisamment, mais elles le sont. On a parlé du Grand Paris. Est-ce que par la collection, par l'addition de chacune des initiatives nationales, on n'arrive pas finalement au même résultat, sachant que si on attend un *eurobond*, on risque d'attendre 2040 ?

Pervenche BERÈS

Je voulais justement rebondir sur l'affaire des *eurobonds*, parce qu'en en parlant, on peut entendre deux choses différentes, qu'il importe de bien distinguer. On peut parler du grand emprunt, dont nous rêvons depuis que Jacques Delors s'est heurté au « niet » des Ministres des Finances, lorsqu'il avait proposé le financement de grands travaux d'infrastructures, il y a maintenant plus de dix ans. Cela reste d'actualité et c'est ce dont nous parlons en majorité, autour de la table. C'est l'idée qu'une capacité d'emprunt existe à l'échelle européenne, puisqu'il n'y a pas d'endettement européen. Cela permettrait de mobiliser, notamment une épargne populaire, pour financer des investissements à long terme, dont nous avons besoin.

L'autre *eurobond* renvoie à la mutualisation de tout ou partie des dettes souveraines. Cela permettrait aux Etats qui veulent émettre de la dette de le faire de manière mutualisée. C'est aussi un débat de fond que l'on doit avoir. Il est moins lié à la question de la politique industrielle en tant que telle, et davantage aux enjeux de la politique économique des Etats membres, ainsi qu'à leur véritable coordination. Il faut vérifier jusqu'à quel point de tels *eurobonds*, une mutuali-

sation de tout ou partie de la dette, feraient un effet de levier, pour une vraie coordination des politiques économiques. Je voulais préciser ce point, car il faut bien distinguer les deux débats et avoir les deux éléments en tête.

Ensuite, cela suffirait-il que chacun agisse dans son coin ? Vous connaissez la réponse aussi bien que moi : la crise qu'on connaît aujourd'hui est bien liée au fait que nous n'avons pas optimisé notre capacité à agir ensemble. On peut le démontrer très concrètement. A Hambourg, une coupure des câbles électriques a provoqué une panne dans toute l'Europe du Nord, parce que l'on n'avait pas assez travaillé ensemble à des interconnexions. Cela ne signifie évidemment pas que l'Europe doit s'occuper de toutes les PME qui maillent le tissu industriel de nos différents Etats membres, mais l'idée que l'on pourrait avoir des stratégies non coopératives ou de *dumping* entre Etats membres est simplement suicidaire, à l'échelle de la globalisation.

Philippe MABILLE

Merci beaucoup. Je remercie tout le monde pour cette table ronde, qui a été très riche et très intéressante.

Bonjour, Jacques Attali, je crois qu'il est inutile de vous présenter. Je ferai juste un point d'actualité. On attend le deuxième volet du rapport sur la libération de la croissance française. Un premier volet a été présenté en juin 2010, qui évoquait la France de 2020. Nous sommes donc au cœur de notre interrogation sur Europe 2020. Vous envisagiez un scénario : si nous ne faisons rien, à quoi aboutirait-on ? Ce n'était pas joli-joli. On peut espérer qu'avec les nouvelles propositions, qu'on attend sous peu, un sursaut se dessinera. Ma question est la suivante : entre Europe 2020 et la commission que vous présidez, y a-t-il des convergences ? Tout ceci va-t-il bien dans le même sens et nous permettra-t-il de sortir du mauvais pas dans lequel nous sommes ?

|| La crise qu'on connaît aujourd'hui est liée au fait que nous n'avons pas optimisé notre capacité à agir ensemble.

Pervenche BERÈS

CONCLUSION

Jacques ATTALI

Président de A&A, Président de PlaNet Finance,
Président de la Commission pour la libération de la croissance française
Je vous remercie. Il est commode de conclure un colloque auquel, malheureusement, on n'a pas pu participer. Cela évite d'avoir à faire la synthèse de propos que je devine très intéressants, vu les remarquables participants à ces débats.

Permettez-moi de ne pas employer de langue de bois et de dire vraiment ce que je pense. Nous sommes très, très mal partis, mais ce n'est pas perdu. Tout d'abord, tout ce qui a été fait jusqu'à présent, en particulier l'agenda de Lisbonne, n'a été qu'une sorte de mystification bureaucratique, dont personne n'a jamais pensé, à partir du jour où il a été écrit, qu'il fallait l'appliquer. Personne ne l'a décliné, cela n'a jamais été un élément de la politique nationale des 27 pays. C'est devenu un machin qui n'aurait eu une chance de marcher que si l'Europe avait été dirigée de manière stalinienne par quelqu'un qui aurait pris ce programme pour l'appliquer dans ces pays. Ce n'est heureusement pas le cas. C'est donc resté un discours vide, alors qu'il contenait pourtant à peu près tout ce qu'il fallait faire.

Deuxièmement, on s'est ensuite trouvé face à la crise que chacun connaît. Sa dynamique profonde est de transférer le pouvoir d'un hypothétique G7 à un réel G2, composé des Etats-Unis et de la Chine, et dont nous sommes exclus, individuellement et collectivement. Nous sommes les spectateurs ou les victimes de ce qui est en train d'arriver, une coalition des deux grandes puissances, chacune ayant intérêt à la turpitude de l'autre, pour gérer le monde vers une éventuelle sortie de crise.

Nous sommes ceux qu'il faut piller, ceux qu'il faut prendre, et nous nous y prêtons très bien. Alors que nous aurions tous les moyens de résister, nous ne faisons rien. Nous avons même sorti hier ou avant-hier un accord. On va se glorifier à 27 d'une régulation financière qui se résume ainsi : chacun fait ce qu'il veut dans son coin, mais en cas de crise, si l'on est d'accord de façon unanime, on mettra en place un mécanisme qui permettra peut-être de réguler l'ensemble. C'est cela, l'accord des 27, qui va être annoncé lundi. C'est loufoque, pathétique,

'' La crise a transféré le pouvoir d'un hypothétique G7 à un réel G2, composé des Etats-Unis et de la Chine.

Jacques ATTALI

il n'y a aucune véritable réaction commune, rien.

La raison personnelle et profonde pour laquelle je parle est que nous n'avons aucune capacité collective, pour l'instant, à mettre véritablement en place des outils communs. Pourquoi ? Cela tient à la lente dégradation de la qualité du personnel politique européen. La Commission se dégrade progressivement. On n'envoie plus les meilleurs en tant que commissaires à Bruxelles. En-dessous, les meilleurs directeurs généraux s'en vont progressivement. Je le dis comme je le pense, les meilleurs s'en vont. On a une sorte de généralisation de la médiocrité. Chacun ne pense qu'à survivre. Or, pour survivre, il faut surtout ne rien faire. C'est cela qui est en train de se passer.

Au sommet, nous avons un soi-disant Conseil européen, que personne ne dirige et dont l'audace n'est plus la caractéristique, au moins depuis que Monsieur Prodi est arrivé aux affaires, et par la suite. Sa composition mandarinale, chinoise, complétée par de nouvelles organisations, rend la paralysie encore plus grande.

En plus, l'Europe ne bénéficie pas d'un couple franco-allemand volontariste, puisque depuis le couple franco-français Jospin-Chirac et les couples allemands successifs, nous avons eu, des deux côtés du Rhin, à gauche comme à droite, des gens qui ne croyaient pas à l'importance primordiale de la construction européenne. Voilà pourquoi on en est là.

En réalité, il y a une raison encore plus profonde. L'Europe elle-même n'a existé, depuis les années 1950, que parce qu'il y avait une quadruple menace : la menace soviétique, la principale ; la menace du retrait américain ; la menace du retour du démon allemand ; la menace du retour de la lâcheté française. Ces quatre menaces ont disparu. Personne ne croit plus ni au démon allemand, c'est vrai, ni à la lâcheté française, je l'espère, ni à l'Union soviétique, elle a disparu, ni à la crainte du départ américain, puisqu'en réalité, tout le monde le souhaite.

Cependant, on n'a pas été capable de remplacer ces menaces par une autre – heureusement, parce qu'on aurait pu en trouver une mauvaise –, même bonne. Il n'y a pas de corps social capable de se donner un projet s'il ne ressent pas une menace. Or la menace abstraite du déclin n'est pas une menace, sauf si l'on a des hommes politiques extrêmement forts, franco-allemands, capables de transformer en capacité d'action ce risque de déclin abstrait et théorique. Comment peut-on être conscient d'un déclin quand on est si riche ? Nous sommes très riches. Nous allons donc décliner lentement. Bien sûr, quand on est riche, cela se voit d'abord sur les plus pauvres et sur les inégalités. Cependant, cela ne se voit pas, donc nous sommes capables de décliner longtemps.

Naturellement, pour masquer ce lent déclin, on a choisi, nous comme les autres, de s'endetter. L'endettement public, épouvantable, ne fait que commencer à produire ses effets. Cela a été la pire solution, choisie pour répondre à la crise. La crise était liée à la dette, mais on n'a pas trouvé d'autre solution pour répondre à une crise de la dette que d'augmenter la dette. Cela restera dans l'Histoire comme l'une des plus grandes manifestations de la démagogie de nos démocraties. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. On a accumulé encore plus de dette.

Il n'y a pas de corps social capable de se donner un projet s'il ne ressent pas une menace. Or la menace abstraite du déclin n'est pas une menace.

Jacques ATTALI

L'endettement public, épouvantable, ne fait que commencer à produire ses effets.

Jacques ATTALI

Naturellement, on se trouve dans deux situations radicalement différentes. Les Américains, eux, sont la superpuissance militaire et n'ont donc pas vraiment de souci à se faire. De toute façon, quoi qu'il arrive, tout le monde les sauvera, puisqu'ils sont les gendarmes-mercenaires de la planète. Or personne n'a intérêt à ce que le gendarme-mercenaire soit en faillite. Le Japon, lui, peut se permettre sa dette, puisqu'elle est très largement financée dans sa propre monnaie. Il peut donc considérer du jour au lendemain que ce n'est plus une dette mais des impôts. C'est juste un petit problème technique, peu compliqué à faire. La société japonaise peut l'accepter.

Nous n'avons pas cette chance. Nos dettes sont financées pour l'essentiel par l'extérieur et nous sommes dans ce paradoxe extraordinaire : notre Banque centrale fait très bien son métier et gère au mieux, en nous disant « *réduisez vos dettes, je vous en supplie* », mais en même temps, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, crée les conditions pour que la dette soit la plus grande possible en créant tous les mécanismes pour augmenter la dette – taux d'intérêt extrêmement bas, et cetera – comme si l'on avait l'impression qu'on était en train de nous tendre un piège. « *Surtout, ne vous endettez pas, mais je vous laisse vous endetter, à un taux d'intérêt très bas. Si un jour le taux d'intérêt monte, vous êtes morts. – Ah mais, je ne serai plus là...* »

De toute façon, il va se passer quelque chose. C'est ce qui s'est passé dans toute l'histoire humaine à chaque fois qu'une dette importante est arrivée. A chaque fois, les dirigeants disent « *pas moi, pas ça, pas maintenant, je vais m'en tirer !* » En réalité, quand on regarde l'Histoire, on voit qu'on ne s'en tire pas. On ne s'en tire pas. Ou on est capable, maintenant, de concevoir que cette dette de chacun d'entre nous est là et qu'il va falloir la payer le plus vite possible, bien avant que les taux d'intérêt montent. Ou alors on arrive à la catastrophe.

Evidemment, si chacun se met à faire des programmes d'austérité, on se trouvera avec une sorte de plan Laval 1935, à 27. Ce n'est pas la meilleure solution possible, même si l'une des principales raisons pour lesquelles on ne veut pas faire cela est que plus on fait une politique d'austérité, plus l'injustice est intolérable. L'austérité pousse à l'injustice sociale, ce que beaucoup pourraient ne pas vouloir. L'austérité est une sorte d'incitation à la légitimité par la justice sociale. Ceux qui sont contre une certaine forme de justice sont donc contre l'austérité, parce qu'elle est un révélateur des injustices.

Cependant et évidemment, il faut le faire. En plus, on peut le faire sans difficulté excessive. L'Europe étant relativement injuste, elle a les moyens, en réduisant les inégalités, de faire en sorte que ces difficultés ne soient pas trop difficiles à supporter pour ceux pour qui c'est le plus difficile.

Deuxièmement, l'Europe a une chance que n'a aucun des deux autres espaces fondamentaux, les Etats-Unis et le Japon : l'entité centrale, l'Union européenne, n'a pas de dette, parce qu'on l'a décidé ainsi. Elle n'a pas de dette, parce qu'elle n'a pas de budget.

On pourrait donc faire ce que beaucoup d'experts réclament depuis maintenant

|| On pourrait donner à l'Union européenne les moyens d'emprunter, soit dans le cadre de la BEI, soit dans le cadre d'une agence européenne du Trésor.

Jacques ATTALI

deux ans et qui vient d'être dit relativement clairement par le Président de la Commission européenne, à savoir donner à l'Union européenne les moyens d'emprunter, soit dans le cadre de la BEI, une institution qui fonctionne très bien, soit dans le cadre d'une agence européenne du Trésor, qui pourrait mettre en commun une partie des dettes privées et publiques, en réduire le coût et retransmettre la dette. On arriverait à la fois à avoir le frein, pour la réduction de la dette nationale, et l'accélérateur, pour les investissements européens. Il faut le frein et l'accélérateur. C'est tout à fait possible.

Evidemment, cela exige de grands changements. Il faut élargir la capacité de création d'impôts pour couvrir les risques de ces dettes européennes. Cela exige d'avoir une capacité intellectuelle pour penser l'usage de cet argent collectif en Europe. Cela exige aussi de ne pas faire l'erreur de croire que, parce qu'on a le droit de s'endetter davantage, on pourrait se dispenser de réduire les déficits. Ce serait la pire des choses. Si l'augmentation de la dette européenne était un prétexte pour ne pas réduire les dettes nationales, on aurait tout perdu, on aurait la pire des deux mondes. Au contraire, on a les moyens d'avoir un accélérateur en même temps que le frein.

Autrement dit, nous sommes dans une situation très particulière. L'Europe a tous les moyens de s'en sortir. L'Agenda 2020 est un excellent agenda. Simplement, il n'a pas les moyens financiers de sa mise en œuvre. Ils existent. Il faudrait simplement que l'Europe accepte certaines conditions, notamment la confirmation du frein, c'est-à-dire la mise en œuvre du pacte de stabilité dans les délais, et Dieu sait que c'est difficile. Vous avez tout à l'heure évoqué le rapport que nous allons présenter, dans lequel nous allons en effet dire que la France, pour créer les conditions permettant de respecter le pacte de stabilité, devra trouver au moins 25 milliards par an pendant trois ans, et sans doute 30 milliards, en économies et en impôts. C'est énorme, c'est impossible sans justice sociale, et c'est impossible sans un accélérateur qui compenserait ce frein. Il existe en Europe, mais il faut le vouloir.

Ce qui est toujours terrible, dans les mauvais moments de l'Europe, c'est que les bonnes décisions sont prises, mais toujours avec retard. L'Europe, en général, quand elle est dans ses bons moments, prend les décisions avant l'événement. Elle est donc prête quand l'événement arrive. Dans la crise, il est fascinant de voir qu'on a fini par prendre les bonnes décisions, mais trop tard. Si l'on avait pris la décision grecque six mois plus tôt, il n'y aurait pas eu de crise grecque. Si l'on avait pris avant la décision du paquet de 400 milliards, plus ou moins imaginaire, on n'aurait pas eu le besoin, aujourd'hui, de passer à une étape supérieure. C'est donc à chaque fois en réaction à la crise qu'on fait quelque chose, alors que la caractéristique des hommes d'Etat est d'agir avant les crises, pour créer les conditions permettant que celles-ci ne soient pas trop dures.

Voilà ce que je pense aujourd'hui. Voilà ce que je souhaite que nous disions, il ne faut pas de langue de bois. Il faut considérer que nous sommes dans un moment de vide, qui exige, de la part de ceux qui sont dans cette salle et de l'ensemble de ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre continent, beaucoup plus d'exigence à l'égard de ceux qui prétendent nous diriger. Je vous remercie.

“ L'agenda 2020 est un excellent agenda. Simplement, il n'a pas les moyens financiers de sa mise en œuvre.

Jacques ATTALI

“ La caractéristique des hommes d'Etat est d'agir avant les crises.

Jacques ATTALI

Noëlle LENOIR

Présidente de l'Institut de l'Europe d'HEC et du Cercle des Européens, ancienne Ministre

Merci beaucoup, cher Jacques, pour cette heure de vérité. Je sais que tu arrives de Bombay, d'un pays dit « émergent » et qui ne l'est plus beaucoup, puisqu'il est vraiment arrivé à maturité. C'est un message un peu gris, c'est vrai. Nous pensons que les problèmes sont ici. Je dois dire que pour ce qui est de la classe politique européenne, on a eu de la chance, puisqu'autour de cette table, il y a eu des représentants du Parlement européen de première qualité.

Je retiens de cette journée et de ta conclusion qui était très salutare, que l'Europe est dans une mauvaise passe, mais qu'elle l'est simplement parce que la roue de l'Histoire tourne. D'autres continents se sont éveillés il y a bien longtemps et nous dépassent aujourd'hui. La roue historique fait aussi que le *leadership* européen est un petit peu défaillant.

Je suis néanmoins frappée de voir ici l'écho qui est donné au programme Europe 2020. Celui-ci se veut mobilisateur autour de la croissance, de l'emploi, de l'économie verte et de l'énergie. Il a une résonance assez consensuelle, assez cohérente en France. D'abord, il faut que l'Europe soit proactive, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas seulement un espace de normes et qu'elle soit moins un espace de négociation en réaction à l'événement. Elle doit se pencher sur l'avenir du développement européen, avec une vraie politique d'investissement, que tu as évoquée avec les *eurobonds*. On a également parlé du livret d'épargne européen, puisque c'est l'idée lancée ce matin par Michel Barnier. On a aussi parlé des fonds européens d'investissement à long terme, ainsi que des bassins d'emploi, Pervenche Berès et Jean-François Dehecq ont évoqué ce point.

Je pense donc qu'ici, en France, on reçoit Europe 2020 comme un programme qui doit conduire au renouveau d'une politique d'investissement à long terme. Je crois qu'un consensus s'est dégagé pour dire que cette politique d'investissement devait se hisser au niveau européen. Je dirais, comme toi, qu'il y a de la ressource. Il n'y a pas seulement des ressources nouvelles. L'aspect taxe-carbone ne devrait pas être abandonné au niveau européen, car comme disait l'autre, « *ne soyons pas naïfs vis-à-vis des pays émergents, il faut aussi défendre nos intérêts, nos normes et nos valeurs, notamment en matière environnementale* ». Cependant, je me demande aussi, en t'écoutant, si, pour trouver cette ressource, on ne devrait pas réviser en profondeur la politique régionale, qui devrait avoir un rôle beaucoup plus accentué de politique keynésienne, – au lieu d'investissements de saupoudrage –, pour répondre à cette aspiration à l'équité, qui a été au fondement de la politique régionale. C'est une autre idée.

Cependant, pour avoir récemment entendu et rencontré le Ministre britannique des Affaires européennes, qui demande une division par deux du budget de l'Europe afin que celle-ci contribue à l'effort de l'ensemble des citoyens européens, je me fais peu d'illusions sur la capacité à surmonter les résistances de certains Etats.

En tout cas, je te dis un grand merci. Je pense que ta conclusion nous a permis de

II Europe 2020 se veut mobilisateur autour de la croissance, de l'emploi, de l'économie verte et de l'énergie. Il a une résonance assez consensuelle en France.

Noëlle LENOIR

II L'aspect taxe-carbone ne devrait pas être abandonné au niveau européen.

Noëlle LENOIR

prendre conscience que nous sommes quand même face à un défi qui concerne non seulement notre modèle de croissance mais l'existence même de l'Europe. C'est ce que je pense profondément. Merci donc d'avoir fait ce pas, de l'Inde, pays nouveau, vers ce continent ancien.

Merci aussi à tous les participants. Merci aux ouvriers, aux artisans et aux or-fèvres de l'Europe, comme Jean-Paul Gauzès, à qui on doit quand même une régulation financière qui, je crois, peut rivaliser avec ce qui a été fait par le Président Obama aux Etats-Unis. Merci à Jean-Pierre Audy, qui est très investi dans la politique de la recherche et de l'innovation. Merci, bien entendu, à notre ami Charles Beigbeder, qui a donné ce souffle de l'entrepreneur. Merci à Augustin de Romanet, grâce à qui l'investissement de long terme en Europe, avec le fonds Marguerite et tous ceux qui vont être créés, n'est pas un vain mot. Merci à Jean-François Dehecq d'être le relais français, en réalité, de cette politique industrielle européenne que tous les intervenants ont appelée de leurs vœux. Merci aussi à Henri Weber et à Pervenche Berès, dont le rapport, dit « de crise » mais au sens de « surmonter la crise », doit être lu par tout un chacun, car il contient beaucoup d'idées, d'enthousiasme et de vérités. Merci aussi, bien entendu, à la Commission européenne, et au « la » qu'a donné Elie Cohen en lançant ce débat, avant nos deux tables rondes.

Merci à tous, merci aux intervenants et rendez-vous, j'espère, en 2020, pour le bilan de cette stratégie, qui va être certainement mise en œuvre à 100 %, grâce à nous.

“ Nous sommes face à un défi qui concerne non seulement notre modèle de croissance mais l'existence même de l'Europe. ”

Noëlle LENOIR



//ANNEXES





Commission européenne
REPRÉSENTATION EN FRANCE

La Commission européenne

La Commission européenne dispose d'une Représentation dans la capitale de chacun des 27 Etats membres de l'Union européenne, parfois renforcée d'une Représentation régionale (comme c'est le cas pour la France à Marseille).

La Représentation informe les citoyens, les médias, les décideurs politiques et toutes les parties prenantes intéressées sur les politiques communautaires et elle alerte le siège de la Commission européenne à Bruxelles sur l'état du débat européen en France.

La Représentation, en particulier :

- informe la Commission européenne sur les principaux développements politiques, économiques et sociaux dans le pays et analyse leur impact sur les politiques communautaires,
- joue le rôle d'intermédiaire avec les médias français les informant sur l'actualité et les politiques européennes. Le service de presse suit la couverture médiatique des dossiers européens et propose des sessions de formation aux questions européennes pour les journalistes français,
- informe les parties prenantes intéressées (décideurs politiques, milieu économique, société civile, etc.) des actions et propositions de la Commission,
- communique en direction des citoyens. La Représentation organise des événements à destination du grand public, et participe à des séminaires et colloques. Elle coordonne les 54 centres d'information Europe Direct, le réseau de conférenciers *Team Europe* et les Centres de documentation européenne. La Représentation organise également tout au long de l'année des visites des institutions européennes à Bruxelles pour certains publics cibles (étudiants, élus locaux, etc.). L'information sur l'Europe passe aussi par la publication d'une lettre d'information « L'Europe en France »,
- prépare les visites en France des Commissaires européens (150 par an environ) et assure le suivi de leurs rencontres avec les autorités françaises.

Représentation en France de la Commission européenne

288 boulevard Saint-Germain

75007 Paris

Tél. : 01 40 63 38 00

Fax : 01 45 56 94 17/18/19

Email : comm-rep-par@ec.europa.eu

<http://ec.europa.eu/france>

L'Institut de l'Europe d'HEC

Créé en 2004 à l'initiative de Noëlle Lenoir, ancienne Ministre française des Affaires européennes et de Bertrand Moingeon, Professeur et Directeur Délégué de *HEC Executive Education*, L'Institut de l'Europe d'HEC a pour vocation de devenir un centre d'excellence des affaires européennes et se veut un forum sur les enjeux socio-économiques, politiques et managériaux de l'Europe du 21^{ème} siècle.

S'appuyant sur l'expertise et le *leadership* européen d'HEC sur le marché des *business schools*, L'Institut organise des programmes de formation pluridisciplinaires et innovants sur l'Europe, spécifiquement développés pour les dirigeants d'entreprises et les responsables politiques.

L'Institut est également un lieu de dialogue et de réflexion, ouvert aux décideurs politiques, responsables d'entreprises et experts du monde académique européens et internationaux. Il organise de grandes conférences-débats autour de personnalités de premier plan, reconnues pour leur contribution au développement de l'Europe, tels que José Manuel Barroso, Valéry Giscard d'Estaing, Romano Prodi, Michel Barnier ou encore Joaquín Almunia.

L'Institut entend enfin jouer un rôle de force de proposition afin d'apporter sa contribution au débat européen. Il a pour cela mis en place un séminaire de réflexion stratégique, le *HEC Europe Symposium*, autour d'un groupe restreint de très hautes personnalités du monde politique, économique et social chargés de réfléchir aux évolutions de notre continent et dégager les priorités à mettre en œuvre par l'Union européenne.

Institut de l'Europe d'HEC

6-14 avenue de la Porte de Champerret

75017 Paris

Tél. : 01 44 09 34 89

Email : cochrane@hec.fr

www.hec.fr/Institut-de-l-Europe



© HEC Paris - Jean-Marc Biaïs

EUROPE 2020 : UNE STRATÉGIE POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE

Davantage d'emplois et une meilleure qualité de vie ; tels sont les objectifs de la nouvelle stratégie économique Europe 2020. Face à l'impératif de remettre l'économie sur les rails et d'aborder les défis mondiaux de manière cohérente et efficace, Europe 2020 entend marquer un nouveau départ.

L'Europe possède de nombreux atouts pour sortir renforcée de la crise économique : une main d'œuvre qualifiée, une base technologique et industrielle forte, son marché intérieur, la monnaie unique. Elle doit utiliser ce potentiel pour libérer la croissance.

Adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010, la nouvelle stratégie identifie des objectifs chiffrés dans cinq domaines : l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation, la lutte contre la pauvreté.

La stratégie Europe 2020 offre un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXI^e siècle. Elle montre comment l'Union pourra sortir plus forte de la crise et se transformer en une économie intelligente, durable et inclusive avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés.

Parallèlement, elle jette les bases d'une gouvernance économique plus étroite au sein de l'Union afin de coordonner les efforts et obtenir des résultats durables.

NB : Ce document est une synthèse de la stratégie Europe 2020 et de ses développements depuis sa présentation en mars dernier. Il a été réalisé par la Représentation en France de la Commission européenne. Il est réalisé à titre d'information uniquement et n'a aucune valeur juridique.

REBONDIR APRÈS LA CRISE

La récente crise économique, la plus forte que le monde ait connue depuis les années 1930, a entamé les progrès économiques et sociaux de la dernière décennie sur notre continent :

- le produit intérieur brut de l'UE a chuté de 4 % en 2009 ;
- la production industrielle est retombée aux niveaux des années 1990 ;
- 23 millions de personnes, soit 10 % de la population active, sont sans emploi.

La crise a également dévoilé les faiblesses structurelles de l'Europe en matière économique, en particulier :

- une croissance structurellement plus faible que celle de nos principaux partenaires économiques ;
- des taux d'emploi bien inférieurs à ceux d'autres parties du monde ;
- une accélération du vieillissement démographique, qui accentue les pressions sur nos systèmes de protection sociale.

Parallèlement, les défis mondiaux se font plus pressants :

- l'interdépendance des économies est un avantage pour l'Europe, mais la concurrence des économies développées et émergentes s'intensifie ;
- le système financier mondial doit encore être réformé, et des solutions globales doivent être trouvées pour éviter le retour des déséquilibres dus à la prédominance du court terme et à des prises de risque excessives ;
- le changement climatique et la pression sur les ressources appellent des mesures énergiques.

Dans ce contexte, l'Europe doit agir collectivement pour éviter le déclin. La crise financière et économique a montré que les États membres sont plus efficaces quand ils agissent de concert. Cependant, les défis à relever sont plus importants qu'avant la récession, alors même que les marges de manœuvre sont plus limitées.

D'où la nécessité d'un plan de réformes cohérent, afin d'effacer les pertes récentes, gagner en compétitivité, dynamiser la productivité et mettre l'UE sur la voie de la prospérité.

UNE STRATÉGIE POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE

Europe 2020 vise à faire en sorte que la sortie de crise soit un point d'entrée dans une économie nouvelle. Trois priorités en constituent le cœur :

- *une croissance intelligente*, fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- *une croissance durable*, assise sur une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- *une croissance inclusive*, à travers un fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Ces trois priorités, qui se renforcent mutuellement, donnent un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXI^e siècle.

DES OBJECTIFS MESURABLES

Afin de guider les efforts et orienter les progrès, l'Union a également fixé un nombre limité de grands objectifs pour 2020. Leur définition, proposée par la Commission européenne, a été confirmée par le Conseil européen du 17 juin 2010.

Il s'agit d'objectifs mesurables dans cinq domaines : l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation, et la lutte contre la pauvreté :

- **75 % de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi.** Sachant que le taux d'emploi dans l'Union est actuellement de 69 %, l'objectif pourrait être atteint en 2020 par une plus grande participation des femmes, des travailleurs âgés et une meilleure intégration des migrants dans la main-d'œuvre ;
- **3 % du PIB de l'UE devrait être investi dans la recherche et l'innovation.** À cette fin, les conditions de la recherche et développement (R&D) privée au sein de l'UE seront améliorées. La Commission européenne élaborera un indicateur portant sur l'intensité de la R&D et de l'innovation ;
- **les objectifs de l'Union en matière de climat et d'énergie doivent être atteints.** L'Union réduira ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990 (voire de 30 % dans le cadre d'un accord mondial global), fera passer la part des sources d'énergie renouvelable dans sa consommation finale d'énergie à 20 % et accroîtra de 20 % son efficacité énergétique ;
- **le niveau d'éducation devra être rehaussé.** Il s'agira de réduire à 10 % le taux d'abandon scolaire (actuellement de 15 %) et de porter à 40 % la proportion des personnes de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent ;
- **l'inclusion sociale devra être favorisée,** en particulier à travers la réduction de la pauvreté, de façon à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion.

Afin de garantir que chaque État membre adapte la stratégie Europe 2020 à sa situation particulière, les objectifs de l'UE seront transposés en trajectoires et en objectifs nationaux reflétant la situation actuelle de chaque État membre et le niveau d'ambition qu'il se fixe dans le cadre de l'effort général de l'UE.

SEPT INITIATIVES PHARE

En plus des efforts des États membres, la Commission proposera un ensemble d'actions au niveau de l'UE. La conjugaison d'efforts nationaux et communautaires permettra un renforcement mutuel.

Sept initiatives phare viseront à stimuler les progrès dans chaque thème prioritaire d'Europe 2020 :

Une croissance intelligente

- ★ « **Une Union pour l'innovation** » vise à améliorer les conditions-cadres et l'accès aux financements pour la recherche et l'innovation afin de garantir que les idées innovantes puissent être transformées en produits et services créateurs de croissance et d'emplois ;
- ★ « **Jeunesse en mouvement** » renforcera la performance des systèmes éducatifs et facilitera l'entrée des jeunes sur le marché du travail ;
- ★ « **Une stratégie numérique pour l'Europe** » a pour but d'accélérer le déploiement de l'Internet à haut débit afin que les entreprises et les ménages tirent parti des avantages d'un marché numérique unique.

Une croissance durable

- ★ « **Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources** » vise à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources, à favoriser le passage vers une économie à faible émission de carbone, à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, à moderniser notre secteur des transports et à promouvoir l'efficacité énergétique ;
- ★ « **Une politique industrielle à l'ère de la mondialisation** » vise à améliorer l'environnement des entreprises, notamment des PME, et à soutenir le développement d'une base industrielle forte et durable, à même d'affronter la concurrence mondiale.

Une croissance inclusive

- ★ « **Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois** » vise à moderniser les marchés du travail et à permettre aux personnes de développer leurs compétences tout au long de leur vie afin d'améliorer la participation au marché du travail et d'établir une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois, y compris en favorisant la mobilité professionnelle ;
- ★ « **Une plateforme européenne contre la pauvreté** » cherchera à garantir une cohésion sociale et territoriale telle que les avantages de la croissance et de l'emploi sont largement partagés et que les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale se voient donner les moyens de vivre dans la dignité et de participer activement à la société.

Une première initiative phare d'Europe 2020, la stratégie numérique pour l'Europe, a été présentée par la Commission européenne le 19 mai 2010 et les six autres le seront d'ici la fin de l'année.

EXEMPLES D' ACTIONS CONCRÈTES

Concrètement, que peut-on attendre d'Europe 2020 ? Au-delà des principes généraux et de l'architecture générale de la stratégie, de nombreuses mesures qui concernent directement le monde économique et les citoyens peuvent être d'ores et déjà présentées.

L'apport pour les entreprises

Europe 2020 pourrait bénéficier aux acteurs économiques, notamment les petites et moyennes entreprises, à travers de nombreuses mesures visant à libérer le potentiel de croissance du continent. On peut citer, par exemple :

- **la mise en place d'un brevet européen unique** et d'une juridiction unique spécialisée en matière de brevet. À l'heure actuelle, il est 11 fois plus cher de déposer un brevet en Europe qu'aux États-Unis. Le nouvel outil réduira significativement cet écart ;
- **des incitations pour l'innovation** : les dépenses de R&D représentent 2 % du PIB en Europe, alors qu'elles atteignent 2,6 % aux États-Unis et 3,4 % au Japon. Des mécanismes incitatifs, y compris fiscaux, seront mis en place pour favoriser le niveau d'investissement du secteur privé. D'autre part, les liens entre l'enseignement supérieur, l'industrie et l'innovation seront promus ;
- **le développement du commerce électronique** : 150 millions d'Européens (un sur trois) achètent en ligne, mais le commerce transfrontalier ne séduit que 30 millions d'entre eux. L'Agenda numérique, qui prévoit de renforcer les droits des consommateurs ainsi que la sécurité des transactions, devrait libérer le potentiel du marché intérieur dans ce domaine ;
- **moins de frais administratifs** : la révision de la directive sur les délais de paiement devrait renforcer les droits des entreprises en cas de retard, et leur permettre de mieux résister à des clauses commerciales abusives. Des intérêts de retard, ainsi que le paiement des frais de recouvrement, pourraient leur être garantis ;
- **plus d'opportunités pour les PME** : les petites et moyennes entreprises devraient avoir un meilleur accès à la protection de la propriété intellectuelle.

Des initiatives pour les salariés

Pour parvenir à porter à 75 % le taux d'emploi des 20-64 ans, Europe 2020 prévoit des mesures diversifiées en matière de formation, de mobilité, ou de développement de nouvelles qualifications. Par exemple :

- **les programmes d'éducation et de formation**. Par l'intermédiaire du Fonds social européen, l'UE consacre 10 milliards d'euros par an à des actions de formation professionnelle, au bénéfice de 9 millions de personnes. Elle aide 2 millions de personnes à trouver un nouvel emploi ;

- **la mobilité européenne.** Une politique innovante de promotion des migrations de travail, répondant de manière flexible aux besoins des marchés du travail, sera promue. La mobilité intra-européenne sera facilitée, notamment à travers le système EURES ;
- **de nouvelles qualifications pour de nouveaux emplois :** d'ici 2020, 16 millions de nouveaux emplois requerront un niveau élevé de qualification, alors que la demande pour les emplois faiblement qualifiés baissera de 12 millions. L'UE agira pour faciliter l'ajustement entre emplois et qualifications. Elle promouvra notamment les échanges de bonnes pratiques et la mise en commun des efforts de formation entre les États membres ;
- **2,8 millions d'emplois verts :** la mise en œuvre des objectifs de l'UE en matière de croissance propre devrait créer de nombreux emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Des atouts pour les jeunes

Améliorer l'éducation est un des objectifs principaux de la stratégie Europe 2020. Sa mise en œuvre aura une influence positive tant sur la situation personnelle des jeunes que sur le niveau de croissance de l'Union.

- **Renforcer la mobilité étudiante :** dans le cadre de l'initiative phare « Jeunesse en mouvement », l'UE intégrera et renforcera ses programmes de mobilité et de coopération universitaire (Erasmus, Erasmus Mundus, Tempus et Marie Curie). Le programme Erasmus donne un coup de pouce à la mobilité de 180 000 étudiants par an. Ce chiffre devrait augmenter à l'avenir ;
- **La modernisation des universités :** la Commission prévoit de renforcer la stratégie de modernisation de l'enseignement supérieur, élément-clé pour une croissance intelligente ;
- **L'emploi des jeunes :** Europe 2020 assurera la promotion de l'entrepreneuriat par des programmes de mobilité pour les jeunes professionnels, mais aussi la reconnaissance de l'apprentissage formel et non formel. Un cadre pour l'emploi des jeunes devrait faciliter, avec les États membres et les partenaires sociaux, l'entrée des jeunes sur le marché du travail, via des contrats d'apprentissage, des stages ou une mobilité européenne (« Ton premier job EURES »).

UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE

L'ensemble des politiques, des outils, de la législation ainsi que des instruments financiers de l'Union sera mobilisé pour atteindre les objectifs de la stratégie. La Commission renforcera ses politiques et ses instruments principaux, notamment le marché unique, le budget et le programme économique extérieur de l'Union, pour se consacrer prioritairement à la réalisation des objectifs d'Europe 2020.

Par ailleurs, Europe 2020 tire les leçons de la stratégie de Lisbonne, en définissant des modalités de suivi plus ciblées, et en cherchant à favoriser l'appropriation des processus par l'ensemble des acteurs. **La nouvelle stratégie s'inscrit, en outre, dans un contexte de renforcement de la gouvernance économique de l'Union européenne et de la zone euro.**

Un suivi plus efficace

Les États membres établiront des **programmes nationaux de réforme**, dans lesquels ils exposeront de manière détaillée les actions qu'ils entreprendront pour mettre en œuvre la nouvelle stratégie, en mettant l'accent sur les efforts visant à réaliser les objectifs nationaux ainsi que sur les mesures destinées à lever les freins à la croissance au niveau national.

Comme le propose la Commission européenne dans sa communication du 30 juin 2010, la mise en œuvre d'Europe 2020 et les procédures du pacte de stabilité et de croissance seront synchronisées.

Pour cela la Commission suggère la mise en place d'une procédure de surveillance renforcée, à la fois des politiques budgétaires, macro-économiques et des réformes structurelles des États membres : le « **semestre européen** ». La présentation simultanée, au printemps de chaque année, des programmes de stabilité et de convergence et des programmes nationaux de réforme devrait permettre une coordination européenne par anticipation et une meilleure surveillance de la mise en place de la stratégie. Le pacte de stabilité et de croissance serait parallèlement renforcé, à la fois sur ses volets préventif et correctif.

Au-delà de la surveillance budgétaire, la Commission souhaite que l'UE s'attaque aux déséquilibres macro-économiques entre les États membres, qui affaiblissent la cohésion de du continent et, notamment de la zone euro.

De nouvelles lignes directrices intégrées

La stratégie Europe 2020 sera institutionnalisée dans un ensemble de **lignes directrices intégrées**.

Selon la recommandation du Conseil Affaires économiques et financières du 13 juillet 2010, les nouvelles lignes directrices, qui seront formellement adoptées en octobre, seront au nombre de 10 (au lieu de 24 dans le cadre de la stratégie de Lisbonne) :

- garantir la qualité et la viabilité des finances publiques ;
- résorber les déséquilibres macroéconomiques ;
- réduire les déséquilibres dans la zone euro ;
- optimiser le soutien à la recherche-développement et à l'innovation, mieux le coordonner avec les actions de formation et libérer le potentiel de l'économie numérique ;
- favoriser une utilisation plus efficace des ressources et réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- améliorer l'environnement des entreprises et des consommateurs et moderniser la base industrielle afin d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur ;
- accroître la participation au marché du travail et diminuer le chômage structurel ;
- développer une main-d'œuvre qualifiée en mesure de répondre aux besoins du marché du travail, promouvoir des emplois de qualité et l'éducation et la formation tout au long de la vie ;
- rendre les systèmes d'éducation et de formation plus performants à tous les niveaux et augmenter la participation à l'enseignement supérieur ;
- promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté.

Dans ce cadre, des recommandations politiques pourront être adressées aux États membres, tant dans le contexte de l'élaboration des rapports par pays que dans le cadre de l'approche thématique d'Europe 2020. Ces recommandations seront précises et fixeront un calendrier d'action pour le pays concerné.

Une meilleure appropriation de la stratégie

Le Conseil européen s'appropriera pleinement la nouvelle stratégie et en sera le point de référence. Il procédera, une fois par an, à **une évaluation globale des progrès réalisés**, tant au niveau de l'UE que sur le plan national, dans la mise en œuvre d'Europe 2020. Le Conseil européen tiendra périodiquement des débats sur la situation économique et les principales priorités de la stratégie. Les formations sectorielles du Conseil auront un rôle stratégique à jouer dans le cadre de la mise en œuvre des priorités thématiques.

Pour sa part, la Commission européenne suivra les progrès dans la réalisation des objectifs, facilitera les échanges politiques et fera les propositions nécessaires pour orienter l'action et faire avancer les initiatives phare de l'UE.

Le Parlement européen aura également un rôle central, non seulement en tant que co-législateur, mais aussi comme force motrice capable de mobiliser les citoyens et les parlements nationaux.

Une partie importante de la stratégie sera mise en œuvre par **les autorités nationales, régionales et locales des États membres de l'UE**, en associant les parlements nationaux, les partenaires sociaux et la société civile. D'autre part, des actions de sensibilisation sur la nécessité des réformes seront conduites auprès des citoyens européens.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE D'EUROPE 2020

Les États membres doivent à présent agir pour mettre en œuvre les priorités d'Europe 2020 à leur niveau. En concertation étroite avec la Commission, ils devraient arrêter rapidement leurs objectifs nationaux, en tenant compte des positions de départ et des situations qui sont les leurs, et conformément à leurs procédures nationales de décision. Ils devraient également recenser les principaux freins à la croissance et indiquer, dans leurs programmes nationaux de réforme, comment ils entendent s'y attaquer. Les progrès accomplis dans la réalisation des grands objectifs seront examinés à intervalles réguliers.

Toutes les politiques communes, y compris la politique agricole commune et la politique de cohésion, appuieront la stratégie. Des efforts devraient être déployés pour s'attaquer aux principaux freins à la croissance à l'échelon de l'UE, y compris ceux qui ont trait au fonctionnement du marché intérieur et aux infrastructures, ainsi que pour répondre à la nécessité d'une politique énergétique commune et d'une nouvelle politique industrielle ambitieuse.

Le Conseil européen estime notamment nécessaire qu'à la faveur d'un large éventail d'initiatives, le marché intérieur européen franchisse un nouveau cap. Dans ce cadre, la Commission a l'intention de traduire en mesures concrètes les conclusions du rapport de Mario Monti sur une nouvelle stratégie pour le marché unique. Le thème sera à l'ordre du jour du Conseil européen de décembre 2010.

Les principales étapes

- ★ **Automne 2010 - Printemps 2011** : la Commission européenne présentera l'ensemble des sept initiatives phares de la stratégie
- ★ **Octobre 2010** : adoption formelle par le Conseil des lignes directrices intégrées après consultation du Parlement européen.
- ★ **Novembre 2010** : présentation des programmes nationaux de réforme des États membres, suite à un dialogue avec la Commission. Les programmes nationaux incluront un scénario macro-économique, la définition d'objectifs nationaux et des mesures pour y parvenir, ainsi que des moyens budgétaires mobilisés.
- ★ **Début 2011** : lancement du premier cycle de surveillance de la mise en œuvre d'Europe 2020 dans le cadre du « semestre européen ».

NB : Ce document est une synthèse de la stratégie Europe 2020 et de ses développements depuis sa présentation en mars dernier. Il a été réalisé par la Représentation en France de la Commission européenne. Il est réalisé à titre d'information uniquement et n'a aucune valeur juridique.



Photos :
© HEC Paris - Jean-Marc Biais
Conception :
O tempora 05 56 81 01 11